

Conseil d'Etat - Raad van State LEGISLATION - WETGEVING L
11 II 1957
Transmis à M. Oorgemaakt aan de H. <i>Coördination (2)</i>

L. 5404/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 8 septembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au statut des officiers de carrière et de réserve", a donné le 9 janvier 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 8e september 1956 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren", heeft de 9e januari 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi tend, suivant l'exposé des motifs, à "coordonner les lois sur la position et l'avancement des officiers de carrière et de réserve des forces armées y compris la gendarmerie et d'y apporter les modifications et les compléments que l'expérience a fait apparaître comme indispensables".

Le projet forme la première partie d'une oeuvre plus vaste qui engloberait le statut des diverses catégories d'officiers des forces armées.

Etant donné l'importance du projet, le Conseil d'Etat divisera son avis en deux parties; dans la première, il examinera les divers articles qui donnent lieu à des observations; dans la seconde, il précisera l'incidence que le projet peut avoir sur d'autres lois.

+

+ +

Titre Ier. - Les officiers de carrière.

Article 1er.

En disposant que pour pouvoir être nommé au grade de sous-lieutenant, il faut que le candidat n'ait pas dépassé "l'âge que le Roi peut fixer", l'article 1er, 3°, laisse au Roi le soin de décider s'il y a lieu ou non de fixer un âge maximum qu'un candidat au grade de sous-lieutenant ne peut avoir dépassé.

.../...

Pour répondre complètement au prescrit de l'article 118 de la Constitution, selon lequel l'avancement des militaires est réglé par la loi, il conviendrait que la loi énonce le principe d'une limite d'âge tout en laissant au Roi le soin de la déterminer.

Le Conseil d'Etat observe que le Roi aura, dans l'accomplissement de cette mission, à tenir compte des dispositions de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole militaire relatives à l'âge d'admission à cette école. Il souligne enfin que dans la pratique, en ce qui concerne le recrutement des officiers par la voie du cadre, le Roi, en fixant l'âge maximum pour se présenter aux diverses épreuves qu'il détermine, fixe implicitement l'âge que le candidat ne peut avoir dépassé pour pouvoir être promu au grade de sous-lieutenant.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de rédiger l'article 1er, 3°, de la manière suivante :

" 3° être âgé de 19 ans au moins et ne pas avoir dépassé l'âge que le Roi fixe".

+

+

+

A l'article 1er, 5°, il est fait allusion à des "corps spéciaux" pour lesquels les conditions de nomination au grade de sous-lieutenant sont fixées par les articles 2, 3 et 5. Les mots "corps spéciaux" n'ont pas de sens précis; de plus à l'article 45, il est parlé de "corps spécialisés" pour désigner des corps qui ne sont pas uniquement ceux visés aux articles 2, 3 et 5.

.../...

Il y aurait lieu d'omettre à l'article 1er, 5°, les mots "pour les corps spéciaux".

+

+ +

L'article 1er, 5°, b, prévoit que le candidat doit "avoir suivi avec succès le cycle de formation - en ce compris les cours - et satisfait aux épreuves prévues pour les candidats recrutés par la voie du cadre".

En prévoyant spécialement "en ce compris les cours", le projet n'ajoute rien à la disposition. Il pourrait naître de ces mots une difficulté d'interprétation résultant de ce que dans les articles 2, 3 et 4, il est parlé d'un cycle de formation sans qu'y soit apportée de précision concernant les cours. Il serait dès lors préférable d'omettre ces mots.

+

+ +

L'alinéa dernier de l'article 1er gagnerait à être rédigé comme suit :

"Des élèves de l'Ecole royale militaire et des candidats officiers à recruter par la voie du cadre, peuvent être astreints à recevoir tout ou partie de leur formation dans un établissement militaire étranger".

+

+ +

.../...

Article 2.

Les 3° et 4° de l'article 2, qui ont trait l'un et l'autre à des cycles de formation, pourraient ne former qu'une seule disposition rédigée comme suit :

" 3° avoir suivi avec succès, notamment à l'Ecole royale du service de santé, les cycles de formation déterminés par le Roi".

+

+ +

Articles 3 et 4.

Par souci de concordance avec le texte proposé ci-dessus, il y aurait lieu d'apporter aux articles 3 et 4 les modifications suivantes :

"Article 3.-

3° avoir suivi avec succès le cycle de formation déterminé par le Roi.

Article 4.-

2° avoir suivi avec succès à l'Ecole d'application de la gendarmerie le cycle de formation déterminé par le Roi".

+

+ +

.../...

Article 6.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 6 comme suit :

"Article 6.-

Les qualités morales du candidat sont appréciées par le Ministre de la Défense nationale avant qu'il ne commence sa formation d'officier. Cette appréciation peut être modifiée au cours de la formation.

Le Ministre de la Défense nationale apprécie à nouveau les qualités morales du candidat préalablement à l'octroi de la commission au grade de sous-lieutenant et de la nomination à ce grade".

+

+ +

Article 7.

En disposant en son article 7 que "les grades conférés par le Roi, dans les forces armées, constituent l'état d'officier", le projet reprend une disposition qui, depuis la loi du 16 juin 1836, se retrouve dans les diverses lois ayant trait à la position et à l'avancement des officiers.

.../...

Bien que cette disposition ait acquis un caractère traditionnel, aucun effet juridique n'a jamais été attaché à la notion d'"état d'officier". L'article 124 de la Constitution ne parle que "des grades, honneurs et pensions" dont les militaires ne peuvent être privés qu'en vertu d'une loi. Cette disposition peut donc être omise.

Article 8.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il y a lieu d'omettre le mot "croissant", qui n'ajoute rien à la disposition.

+

+ +

Le § 2, alinéa 1er, de l'article serait mieux rédigé comme suit :

"Le Roi peut créer d'autres grades d'officier général. Ceux-ci ne sont conférés qu'à titre précaire par voie de commission, pour l'exercice de fonctions dans des organismes internationaux ou dans des formations militaires interalliées".

+

+

+

Un alinéa 2 complète le § 2 cité ci-dessus en disposant que "pour l'application de la présente loi, seul le grade auquel l'officier est nommé est pris en considération".

Cette disposition ne manquera pas de soulever des difficultés notamment pour l'application des lois de cadres, des lois sur les pensions militaires, du code de procédure pénale militaire, du règlement de discipline.

.../...

Le Conseil d'Etat attire particulièrement l'attention sur les difficultés qui pourraient naître pour la composition de la Cour militaire qui aurait à connaître d'une infraction commise par un officier bénéficiaire d'un tel commissionnement.

Il y aurait dès lors lieu d'apporter à cet alinéa toutes les précisions nécessaires.

+

+ +

Article 10.

En vertu de l'article 10, le Roi peut notamment commissionner au grade de sous-lieutenant "les élèves de l'Ecole royale du service de santé qui ont accompli avec succès trois années d'études universitaires, dont une au moins en qualité d'élève à l'Ecole royale du service de santé"

Le Gouvernement désire que le Roi puisse éventuellement recruter comme candidats sous-lieutenant, des universitaires ayant accompli avec succès plus de trois années d'études.

L'article 10, 2°, devrait être rédigé de la manière suivante :

"2° les élèves de l'Ecole royale du service de santé qui sont élèves de cette école depuis au moins un an et qui ont accompli avec succès au moins trois années d'études universitaires".

+

+ +

A l'article 10, 4°, les mots "deux ans de formation nautique d'officier" seraient avantageusement remplacés par les mots : "deux ans de formation d'officier de marine". Une telle formule est, du reste, celle adoptée par le texte néerlandais.

L'article 10, alinéa 2, in fine, dispose que le retrait de la commission "est obligatoire lorsque l'officier commissionné ne satisfait pas en temps voulu aux conditions qui restent à remplir pour sa nomination".

L'article 16, alinéa 1er, de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole militaire, dispose de son côté que "les élèves sous-lieutenant qui ne satisferaient pas aux examens de la troisième année ou à ceux de la quatrième année d'études, seront placés dans l'infanterie ou dans la cavalerie".

Le projet n'abrogeant pas cette disposition, la commission accordée après deux années d'études à l'Ecole royale militaire aux élèves qui se préparent aux armes spéciales, ne leur sera pas retirée s'ils échouent en troisième ou quatrième année; ils continueront à bénéficier de l'article 16, alinéa 1er, de la loi du 18 mars 1838.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger la dernière disposition de l'article 10, alinéa 2, de la manière suivante :

"Toutefois, sans préjudice à l'application des dispositions légales relatives à l'Ecole royale militaire, le retrait est obligatoire lorsque l'officier commissionné ne satisfait pas, en temps voulu, aux conditions qui restent à remplir pour sa nomination".

+

+

+

.../...

Article 11.

Les 2° et 3° de l'article 11 gagneraient à être rédigés comme suit :

"2° l'interdiction à perpétuité ou à temps de l'un des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal, prononcée sans sursis;

3° la démission acceptée de l'emploi, si l'officier n'est pas admis dans le cadre des officiers de réserve".

+

+ +

Article 12.

Figurant en tête du chapitre ayant trait à l'emploi, il serait préférable de rédiger l'article 12 de la manière suivante :

"Article 12.-

L'emploi est exercé en vertu de lettres de service délivrées par l'autorité que le Roi détermine".

+

+ +

Article 13.

L'article 13, alinéa 1er, serait plus clair s'il était rédigé comme suit :

"Dans des cas exceptionnels qui doivent faire l'objet d'un rapport du Ministre, le Roi peut commissionner temporairement un officier pour exercer l'emploi d'un grade supérieur".

En disposant en son alinéa 3 que "les effets de la commission sont déterminés par le Roi", l'article 13 pourrait être interprété comme donnant au Roi compétence pour déterminer les effets de la commission en dérogeant éventuellement à la présente loi. Comme telle n'est pas l'intention du Gouvernement, l'alinéa 3 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Sans préjudice aux dispositions de la présente loi, les effets de la commission sont déterminés par le Roi".

+

+ +

Article 14.

Pour éviter toute difficulté d'interprétation, il serait préférable de rédiger le début de l'article 14 de la manière suivante :

"Article 14.-

Le retrait temporaire d'emploi n'a lieu ...".

+

+ +

Suivant l'article 14, le retrait temporaire de l'emploi peut avoir lieu notamment "par suspension".

L'article 18 précise qu'il s'agit non d'une mesure à caractère disciplinaire, mais bien d'une mesure d'ordre. Il serait dès lors plus exact de rédiger l'article 14, 4°, de la manière suivante :

"4° par suspension par mesure d'ordre".

+

+ +

.../...

Article 16.

Afin d'éviter des difficultés d'interprétation, l'article 16 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 16.-

Le Roi détermine le temps pendant lequel l'officier peut être absent pour motif de santé. A l'expiration de cette période au plus tard, l'officier est, selon le cas, mis à la retraite ou réformé, si son état de santé ne lui permet pas de reprendre du service.

Au cours de cette période, le Roi peut mettre en non-activité pour motif de santé l'officier qui, de l'avis d'une commission médicale, est encore incapable de reprendre du service".

+

+ +

Article 17.

Après avoir posé comme principe que la non-activité pas mesure disciplinaire de l'officier est une mesure prise par le Roi, l'article 17, alinéa 2, dispose que "si sa durée ne dépasse pas trois mois, elle peut être prise par le Ministre de la Défense nationale".

L'article 3, A, 1°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, modifiées par la loi du 13 juillet 1934, dispose que le Roi a la faculté de mettre à la pension les officiers "qui comptent dix années au moins de service effectif ... et qui sont placés en non-activité par mesure disciplinaire en vertu d'un arrêté royal". Une mise en

.../...

non-activité par mesure disciplinaire pour des faits d'égale gravité pourra donc avoir des conséquences différentes, suivant qu'elle est prise par le Roi ou le Ministre de la Défense nationale.

Comme il ne résulte pas de l'exposé des motifs que le projet entendrait innover sur ce point, il y aurait lieu de rédiger l'article 17, alinéa 2, de la manière suivante :

"La mesure est prise par le Roi. Elle est toutefois prise par le Ministre de la Défense nationale lorsque sa durée ne doit pas excéder trois mois".

+

+ +

Article 18.

L'article 18 fixe les règles à suivre pour la suspension par mesure d'ordre.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, l'officier auquel cette mesure d'ordre est appliquée n'est pas seulement suspendu de ses fonctions, mais de la vocation à remplir n'importe quelle fonction de son grade.

Il y a dès lors lieu d'omettre les mots "de ses fonctions" que l'on trouve dans la première phrase de cet article 18.

+

+ +

.../...

Articles 20 et 21.

Le régime des pensions de retraite des officiers est fixé par les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923.

L'article 2 de ces lois, modifié par la loi du 14 juillet 1930, dispose en son littéra A, 1°, 2° et 4° :

"Ont droit à une pension de retraite pour ancienneté de service :

- A. 1° les officiers supérieurs et les officiers généraux qui ont quarante années de service effectif et qui sont âgés de cinquante-cinq ans accomplis; les officiers supérieurs et les officiers généraux qui comptent quarante années de service effectif, dont douze au moins dans le cadre du personnel navigant de l'aviation militaire et qui sont âgés de quarante-cinq ans accomplis;
- 2° les officiers subalternes qui ont trente-cinq années de service effectif et qui sont âgés de cinquante ans accomplis; les officiers subalternes qui comptent trente-cinq années de service effectif, dont dix ans au moins dans le cadre du personnel navigant de l'aviation militaire et qui sont âgés de quarante ans accomplis;
- ...
- 4° les officiers ... qui ont au moins dix années de service effectif et qui sont hors d'état de continuer à servir pour cause de blessures ou d'infirmités ouvrant droit à la pension prévue au titre II. Lorsque cette dernière pension est accordée à titre provisoire, la pension pour ancienneté de service résultant des dispositions ci-dessus n'est acquise que temporairement; elle devient définitive lorsque la pension provisoire susdite est convertie en pension définitive; elle cesse d'être acquise si cette pension provisoire est supprimée".

A l'exception de ce 4°, les dispositions de l'article 2 que nous venons de citer et qui confèrent un droit à la pension d'ancienneté à un âge déterminé sont peu appliquées parce que, dans la pratique, les conditions exigées sont rarement remplies. L'officier est généralement admis à la pension par application de l'article 3 des lois coordonnées modifié par la loi du 13 juillet 1934, dont les dispositions relatives aux officiers sont les suivantes :

"Le Roi a la faculté de mettre à la pension :

A. Les officiers :

- 1° qui comptent dix années au moins de service effectif ... et qui sont placés en non-activité par mesure disciplinaire en vertu d'un arrêté royal;
- 2° qui comptent dix années au moins de service effectif ... et qui ne sont plus jugés aptes à exercer les fonctions de leur grade;
- 3° qui comptent quarante années de service effectif et qui en font la demande;
- 4° qui ont atteint l'âge de cinquante ans accomplis s'il s'agit d'officiers subalternes, et cinquante-cinq ans accomplis s'il s'agit d'officiers supérieurs et généraux
- 5° qui font partie du cadre de l'aviation militaire et qui ont atteint l'âge de quarante ans s'il s'agit d'officiers subalternes, et de quarante-cinq ans s'il s'agit d'officiers supérieurs ou généraux;

.../...

6° sur leur demande, les officiers comptant au moins dix années de service effectif ... dont quatre années dans le grade d'officier et au plus trente années, qui consentiront à passer dans le cadre de réserve et à accomplir les obligations imposées à ce cadre.

Cette pension ne devient définitive qu'au moment où les dites obligations sont accomplies.

Un arrêté royal fixera annuellement par grade, arme ou service, le nombre d'officiers qui pourront bénéficier de cette disposition.

...

C. Les officiers ... qui comptent dix ans au moins de service effectif ... et qui sont contraints de quitter le service pour cause d'inaptitude physique...

D. Les officiers ... du personnel navigant qui comptent dix années de service effectif ... et qui sont reconnus inaptes au service de l'aviation militaire".

Il importe donc d'examiner l'incidence que les articles 20 et 21 du projet peuvent avoir sur ces dispositions des lois coordonnées sur les pensions militaires.

.../...

L'article 20 du projet prévoit que le retrait définitif de l'emploi peut avoir lieu notamment "par mise à la retraite"; l'article 21 dispose en son alinéa 1er que "la mise à la retraite a lieu dans les cas prévus par les lois sur les pensions militaires". Pour justifier l'introduction de cette notion dans la législation militaire, l'exposé des motifs déclare que "l'octroi d'une pension d'ancienneté est l'acte qui suit le retrait définitif de l'emploi par mise à la retraite; cette dernière notion n'existe pas dans les lois actuelles; c'est une lacune qu'il faut combler".

Quoiqu'il en soit de cet aspect des choses, on est amené à se demander si l'article 20, 1°, et l'article 21 doivent trouver leur place dans le présent projet de loi. Toute la matière des pensions d'ancienneté a toujours été réglée non dans les lois sur la position et l'avancement des officiers, mais dans les lois spéciales sur les pensions militaires. Si l'on veut rester dans la voie qui a été suivie jusqu'à présent, ces dispositions du projet devraient être insérées dans les lois coordonnées sur les pensions militaires.

Si toutefois le Gouvernement entend, comme semble l'indiquer l'exposé des motifs, dissocier à l'avenir l'opération complexe de l'admission à la pension, en deux opérations, celle de la mise à la retraite et celle de l'octroi d'une pension, il serait plus logique de prévoir dans le projet les divers cas dans lesquels un officier peut être mis à la retraite, les lois

sur les pensions n'ayant à tirer que les conséquences pécuniaires de cette décision administrative. Dans cette hypothèse, les articles 2 et 3 des lois coordonnées sur les pensions militaires ainsi que l'article 21 du projet devraient être réexaminés afin de réaliser le partage des matières.

L'alinéa 2 de l'article 21 appelle une autre observation. Suivant son texte, "le Roi détermine l'âge auquel les officiers des différents grades doivent être mis à la retraite dans les différents corps".

Cette disposition, qui ne semble viser que la mise à la retraite par limite d'âge et non par mesure disciplinaire ou pour inaptitude, est en contradiction avec l'article 2, A, 1° et 2°, ainsi qu'avec l'article 3, A, 4° et 5°, qui prévoient des limites d'âge donnant droit, à ces âges, à une pension de retraite ou la faculté pour le Roi de mettre à la pension les officiers qui ont atteint tel ou tel âge moins avancé.

Tel qu'il est rédigé, l'article 21, alinéa 2, modifie implicitement les limites d'âge fixées par les lois coordonnées sur les pensions militaires en donnant au Roi le pouvoir général de fixer de nouvelles limites d'âge.

Si cette disposition ne devait avoir pour portée que de permettre au Roi de fixer les âges de mise à la retraite dans les limites prévues par les lois coordonnées, elle devrait être remaniée pour mieux faire ressortir cette limitation.

L'article 21, alinéa 4, dispose que l'intéressé (à la retraite) n'a plus d'obligations militaires".

Suivant les intentions du Gouvernement qui résultent notamment de l'article 11, 4°, cette disposition n'a trait qu'aux seuls officiers mis à la retraite pour cause d'inaptitude physique auxquels il y a lieu de joindre, pour identité de motifs, les officiers bénéficiaires de l'article 2, A, 4°, des lois sur les pensions militaires.

Cet alinéa doit dès lors être modifié.

+

+ +

S'il n'entrerait pas dans les intentions du Gouvernement de procéder ultérieurement au réexamen des articles 2 et 3 des lois sur les pensions militaires et des articles 20, 1°, et 21 du projet, le Conseil d'Etat proposerait, en attendant ce réexamen, de rédiger l'article 21 du projet comme suit :

"Article 21.-

La mise à la retraite a lieu dans les cas où le titre Ier des lois coordonnées sur les pensions militaires prévoit l'octroi d'une pension définitive de retraite pour ancienneté de service.

Le Roi détermine dans les limites fixées par le titre Ier de ces lois, l'âge de la retraite des officiers des divers grades dans les différents corps.

.../...

La mise à la retraite pour cause d'inaptitude physique a lieu sur avis conforme d'une commission médicale.

L'officier qui est mis à la retraite pour cause d'inaptitude physique ou qui tombe sous l'application de l'article 2, A, 4°, des lois coordonnées sur les pensions militaires, n'a plus d'obligations militaires".

+

+

+

Article 22.

Cet article dispose :

" La démission doit résulter d'une demande écrite par laquelle l'officier marque sa volonté non équivoque de quitter son emploi. Elle n'a d'effet que si elle est acceptée par le Roi. Elle peut être refusée par le Ministre de la Défense nationale s'il estime qu'elle est contraire à l'intérêt du service".

Il s'ensuit que le Roi n'aura à se prononcer sur la démission offerte par un officier que dans la mesure où le Ministre de la Défense nationale n'aura pas au préalable estimé qu'il serait contraire à l'intérêt du service de l'accepter et ne l'aurait, partant, refusée. Un tel partage de pouvoir quant à une décision à prendre concernant un même acte manque de cohérence et prive le Roi de la plénitude de l'appréciation de l'intérêt du service.

.../...

Supprimant , en outre, ce qui, dans l'article, est surabondant, le Conseil d'Etat propose de le rédiger comme suit :

"Article 22.-

La démission doit être donnée par écrit; elle n'a d'effet que lorsqu'elle est acceptée par le Roi".

+

+ +

Article 24.

Suivant l'article 24, alinéa 2, le Roi peut démettre d'office de son emploi un officier, sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale et après consultation d'un conseil d'enquête qui est chargé d'établir les faits et de donner un avis sur leur gravité. Cet article remplace, en ce qui concerne les officiers de carrière, la loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée. Cette loi, prise en exécution de l'article 124 de la Constitution qui dispose que "les militaires ne peuvent être privés de leurs grades, honneurs et pensions que de la manière déterminée par la loi", énonce les règles qui doivent présider à la composition du conseil d'enquête et au déroulement de la procédure qui sera suivie devant lui. Le Conseil d'Etat est d'avis que s'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de reprendre ces règles dans le projet, il y aurait à tout le moins lieu , pour se conformer à

.../...

l'article 124, de prévoir dans le projet que le Roi est chargé de régler dans un arrêté organique, la composition du conseil d'enquête et la procédure qui y sera suivie.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article 24.-

Si un officier s'est rendu coupable de faits graves incompatibles avec sa qualité d'officier , il peut être démis de son emploi.

La mesure est prise par le Roi sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale et après consultation d'un conseil d'enquête.

Le conseil d'enquête recherche si les faits sont établis et donne un avis sur leur gravité.

Le Roi fixe la composition du conseil d'enquête et règle la procédure".

+

+ +

Article 25.

La portée de cet article ressortirait mieux si les mots "Sous réserve de l'âge de la retraite" par lesquels débute l'article 25, alinéa 2, étaient remplacés par les mots : "Sans préjudice aux dispositions fixant l'âge de la retraite ... ".

+

+ +

.../...

Article 26.

Suivant le § 3 de l'article 26 "sont considérées de plein droit comme périodes de non-activité :

... toute période d'emprisonnement subi par un condamné". Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de ne considérer comme période de non-activité que la seule période d'emprisonnement à laquelle un officier aurait été condamné et qu'il aurait subie, le § 3 doit être quelque peu remanié pour que soit exclue de la période de non-activité, la période de détention préventive dans le cas où elle dépasserait la peine infligée.

+

+ +

Après avoir disposé que "sont considérées de plein droit comme périodes de non-activité,...toute période d'emprisonnement subi par un condamné", l'article 26, § 3, poursuit : "le Ministre de la Défense nationale peut déroger à cette disposition lorsque la condamnation est prononcée par une juridiction étrangère".

Il résulte de la combinaison de ces deux dispositions qu'une condamnation prononcée par une juridiction étrangère en application de sa loi nationale aura, à l'égard de l'officier, le même effet que si elle était prononcée par une juridiction nationale.

Une telle mesure va à l'encontre du principe selon lequel les jugements étrangers en matière pénale sont sans effets juridiques en Belgique, sauf l'application de l'article 13 de la loi du 17 avril 1878 (Répertoire pratique du Droit belge, V° Exécution des jugements et arrêts en matière répressive, n°2).

.../...

Pour ne pas déroger à ce principe, le projet doit se comprendre comme prévoyant que le Ministre décidera, dans chaque cas particulier, après avoir apprécié les faits qui ont donné lieu à l'emprisonnement à l'étranger, s'il y a lieu de considérer que l'absence qui s'en est suivie a ou non un caractère irrégulier. Dans le cas où l'emprisonnement aura eu lieu pendant un congé, le Ministre sera armé de l'action disciplinaire.

Pour éviter tout doute quant à la portée de ces dispositions, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 26, § 3, de la manière suivante :

"§ 3. Sont considérés de plein droit en non-activité :

- 1° les officiers dont l'absence a été reconnue irrégulière;
- 2° les officiers condamnés en Belgique, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi à une peine privative de liberté, pendant qu'ils subissent cette peine".

Cette rédaction insère les emprisonnements subis à l'étranger en vertu de décisions judiciaires étrangères dans le champ d'application du § 3, 1°. Elle laisse toutefois dans le champ d'application du 2°, les emprisonnements subis en vertu de décisions judiciaires rendues au Congo belge et au Ruanda-Urundi.

+

+ +

Article 27.

Suivant l'article 27, l'officier qui a été séparé de l'armée "soit en raison de circonstances de guerre", soit "en raison de circonstances extraordinaires qui ne sont pas son fait", doit "être admis, lorsqu'il rejoint l'armée, à présenter ses justifications devant l'autorité militaire désignée à cet effet par le Roi".

Cet officier est, en vertu de l'article 26, dans la position d'activité, mais le Roi peut toutefois convertir en tout ou en partie la période d'absence en non-activité "si les faits qui sont à l'origine de l'absence ou si la conduite de l'officier pendant l'absence sont incompatibles avec son état d'officier".

En vertu des dispositions en vigueur, ce sont des commissions dont la composition est déterminée par le Roi , et une commission d'appel dont la composition est également fixée par le Roi mais qui doit être présidée par un conseiller à la Cour d'appel, qui donnent un avis sur les conséquences qui doivent être attachées à la captivité relativement à l'ancienneté de l'officier (art. 18 de la loi du 15 septembre 1924 - art. 22 de la loi du 3 avril 1948 - art. 22 de la loi du 14 juin 1951). Ces dispositions respectent mieux le prescrit de l'article 118 de la Constitution disposant que la loi règle l'avancement des militaires, que le projet suivant lequel l'officier séparé de l'armée présentera ses justifications "devant l'autorité militaire désignée à cet effet par le Roi".

Le Conseil d'Etat est d'avis que la loi devrait prévoir qu'il s'agit d'une commission militaire dont le Roi fixe, dans un arrêté organique et non dans chaque cas particulier, la composition. Il suggère de rédiger l'article 27, alinéas 2 et 3, de la manière suivante :

.../...

"Lorsqu'elle a pris fin, la période d'absence est convertie en tout ou en partie, par le Roi, en non-activité, si les faits qui sont à l'origine de l'absence ou si la conduite de l'officier pendant l'absence, sont incompatibles avec ses devoirs d'officier ou compromettent la dignité de son caractère.

L'officier est admis, lorsqu'il a rejoint l'armée, à présenter ses justifications devant une commission militaire.

Le Roi fixe la composition de la commission et règle la procédure".

Si le législateur estimait que la présidence de la commission devait être confiée à un magistrat, le texte devrait être complété sur ce point. Il en serait de même s'il estimait devoir maintenir une commission d'appel.

+
+ +

Article 28.

En disposant en son article 28 que "les officiers sont, dans chacune des forces armées, répartis en corps, lesquels sont déterminés par le Roi", le projet, qui est relatif au statut des officiers, n'a pas pour objet, dans l'intention du Gouvernement, d'énoncer une règle d'organisation des forces armées, mais se borne à charger le Roi de répartir les officiers entre les divers corps.

.../...

Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet article 28 de la manière suivante :

"Article 28.-

Les officiers sont, dans chacune des forces armées, répartis par le Roi entre les divers corps qu'il détermine".

+

+ +

Article 29.

En disposant en son article 29 que "l'inscription dans un corps a lieu au plus tard au moment où l'officier est nommé au grade de sous-lieutenant", le projet, suivant les intentions du Gouvernement, doit permettre cette inscription dès la commission au grade de sous-lieutenant dans les cas prévus à l'article 10.

L'article 29, alinéa 1er, gagnerait en clarté s'il faisait mieux ressortir ces intentions; il pourrait être rédigé comme suit :

"L'inscription dans un corps a lieu au moment où l'officier est nommé au grade de sous-lieutenant; elle peut avoir lieu dès le jour où le Roi a commissionné au grade de sous-lieutenant les candidats dont il est question à l'article 10".

+

+ +

.../...

Article 30.

En disposant à l'article 30, alinéa 2, que le transfert d'office dans l'intérêt du service "est ordonné par le Roi, sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale et après avis de l'autorité militaire désignée par le Roi", le projet semble prévoir que le Roi désignera l'autorité militaire chargée de donner un avis, dans chaque cas particulier. Comme l'intention du Gouvernement est, au contraire, de faire de cette mission une attribution organique permanente de l'autorité désignée, le Conseil d'Etat propose de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"Le transfert est ordonné par le Roi, sur le rapport motivé du Ministre de la Défense nationale et après avis de l'autorité militaire auquel le Roi confère cette attribution".

+

+ +

Article 32.

Pour répondre exactement aux intentions du Gouvernement qui entend donner au Roi le pouvoir d'ordonner des transferts non seulement en cas de modification des corps composant une force armée, mais également en cas de création de nouveaux corps ou de modification des forces armées elles-mêmes, l'article 32 du projet gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

.../...

"Article 32.-

Lorsqu'une modification dans l'organisation des forces armées impose une nouvelle répartition des officiers, le Roi ordonne les transferts nécessaires".

+
+ +

Article 33.

Suivant l'article 33, "à l'exclusion des officiers de gendarmerie, tout officier peut, quel que soit le corps dans lequel il est inscrit, être désigné pour faire du service dans toute formation des forces armées".

Telle qu'elle est rédigée, cette disposition exclut la possibilité pour les officiers de gendarmerie d'être désignés pour faire du service dans les autres forces armées, mais elle permet par contre aux officiers des forces terrestre, aérienne et navale, d'être désignés pour faire du service dans la gendarmerie.

Actuellement, en application de l'article 15 de la loi du 15 septembre 1924, seuls des officiers issus du corps de gendarmerie peuvent y faire du service.

L'article 10 du projet de loi sur la gendarmerie (Session 1955-1956, Sénat, Doc. parl. n°335) apporte à ce principe une dérogation rédigée comme suit :

.../...

"Des officiers médecins, pharmaciens et vétérinaires et des officiers du service financier peuvent être désignés pour faire du service à la gendarmerie".

Il existe, dès lors, une certaine contradiction entre l'article 33 du projet qui permet d'une manière générale aux officiers des forces terrestre, aérienne et navale, de faire du service à la gendarmerie, et l'article 10 du projet de loi sur la gendarmerie qui ne permet de désigner pour faire du service dans ce corps que les officiers médecins, pharmaciens, vétérinaires et les officiers du service financier.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cet article 10 devrait trouver sa place dans le projet actuel et être fusionné avec l'article 33 qui pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 33.-

Tout officier peut, quel que soit le corps auquel il appartient, être désigné pour faire du service dans une autre formation des forces armées.

Le présent article ne s'applique pas à la gendarmerie.

Toutefois, des officiers médecins, pharmaciens et vétérinaires ainsi que des officiers d'administration et des officiers administrateurs militaires peuvent être désignés pour y faire du service".

+

+ +

.../...

Article 34.

L'intitulé du chapitre VI annonçant que ce chapitre a trait à l'ancienneté pour l'avancement de grade, l'article 34 est inutile et peut être omis.

+
+ +

Article 35.

Les deux derniers alinéas de l'article 35, § 2, pourraient être rédigés comme suit :

"Toutefois, lorsque l'officier commissionné n'a pas terminé sa formation dans le délai fixé ou lorsqu'il a subi une perte d'ancienneté en application de l'article 37, § 1er, la date de sa nomination est fixée en tenant compte du délai supplémentaire qui lui a été nécessaire pour terminer cette formation ou de la perte d'ancienneté qu'il a subie".

+
+ +

Article 36.

L'article 36, § 1er, du projet qui a trait à l'ancienneté l'un à l'égard de l'autre, des sous-lieutenants nommés à la même date, ne désigne pas l'autorité compétente pour fixer les règles qui seront

nécessaires à son application. L'intention du Gouvernement étant de fixer ces règles par arrêté royal, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 36, § 1er, de la manière suivante :

"Article 36.-

§ 1er . L'ancienneté relative des sous-lieutenants nommés à la même date et qui ont participé à un même examen, est déterminée par le classement établi suivant les règles fixées par le Roi, à l'issue des épreuves imposées pour leur nomination.

L'ancienneté relative des sous-lieutenants nommés à la même date et qui n'ont pas participé à un même examen, est déterminée en tenant compte, suivant les règles fixées par le Roi, des différents classements établis et du nombre d'officiers nommés".

+

+

+

Article 37.

Après avoir disposé au paragraphe 1er que les pertes d'ancienneté sont déduites de l'ancienneté dans le grade de sous-lieutenant, l'article 37 du projet dispose au paragraphe 2 que "l'ancienneté dans le grade que détient l'officier est modifiée conséquemment à l'application du paragraphe 1er".

.../...

Comme cette modification ne peut avoir lieu que suivant certaines règles actuellement fixées par le Roi, il y aurait lieu de rédiger l'article 37, § 2, de la manière suivante :

"§ 2. L'ancienneté dans le grade dont l'officier est titulaire est modifiée, suivant les règles fixées par le Roi, en fonction de l'application qui lui est faite du paragraphe 1er".

L'article 37, § 3, gagnerait à être rédigé
comme suit :

"§ 3. Au moment où un officier, après avoir été dépassé à l'avancement à raison d'une inaptitude temporaire, est nommé à un autre grade d'officier subalterne, le Roi lui confère une nouvelle ancienneté de sous-licutenant comprise entre celle de l'officier qui le précède et celle de l'officier qui le suit immédiatement dans son nouveau grade".

+

+

+

• • • / • • •

Article 38.

En prévoyant la possibilité d'octroyer un supplément d'ancienneté pour l'accession au grade de capitaine, aux officiers qui, avant de commencer leur formation d'officier, ont effectué "des études supérieures", le projet emploie une terminologie peu précise. L'article 11 de la loi du 15 septembre 1924, modifié par la loi du 14 juillet 1930 qui se sert de la même formule, a été exécuté par l'arrêté royal du 26 août 1935. Dans cet arrêté le Roi ne prend en considération que les diplômes et certificats universitaires.

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de donner aux mots "études supérieures" un sens plus large et d'y inclure notamment des diplômes délivrés par des écoles techniques supérieures ou des diplômes délivrés par des écoles supérieures étrangères, le Conseil d'Etat suggère de modifier l'alinéa 4 de l'article 38 en donnant compétence au Roi pour déterminer les études supérieures qui pourraient donner lieu à une bonification d'ancienneté.

+

+

+

Les deux premiers alinéas de l'article 38 pourraient être rédigés comme suit :

.../...

"Bénéficie d'un supplément d'ancienneté pour sa nomination au grade de capitaine :

- 1° l'officier qui, avant son admission soit à l'Ecole royale militaire, soit au cycle de formation prévu à l'article 1er, 5°, b, a fait avec succès des études supérieures;
- 2° l'officier médecin, pharmacien ou dentiste, recruté en vertu de l'article 2, 3°, b".

+

+

+

Le Conseil d'Etat est d'avis que la disposition de l'alinéa 3 de l'article 38, aux termes de laquelle "le supplément d'ancienneté, une fois acquis, vaut pour la carrière ultérieure de l'officier", n'est d'aucune utilité lorsque le même alinéa dispose que "son ancienneté dans le grade de sous-lieutenant est modifiée en conséquence".

+

+

+

.../...

Pour tenir compte de l'observation formulée en tête du commentaire relatif à l'article 38, l'alinéa 4 de l'article devrait être rédigé comme suit :

"Le Roi détermine les études qui peuvent donner lieu à l'octroi d'un supplément d'ancienneté ainsi que les autres conditions qui doivent être remplies pour bénéficier d'une telle bonification".

+
+ +

Article 39.

La seconde phrase de l'article 39, § 1er, serait mieux rédigée comme suit :

"Il suit, pour l'avancement, le sort des officiers de son nouveau corps qui ont été nommés en même temps que lui au grade de sous-lieutenant et ont effectué dans ce corps une carrière normale".

L'alinéa 2 de l'article 39, § 2, serait mieux rédigé comme suit :

"Toutefois, si cet officier est, par la suite, transféré dans un autre corps des forces armées, en application de l'article 32, il retrouvera son classement d'origine".

+
+ +

.../...

Article 40.

Selon l'article 40, les grades d'officier subalterne sont conférés à l'ancienneté; toutefois, l'officier qui n'est pas jugé apte à l'exercice d'un emploi du grade supérieur, peut être dépassé à l'avancement.

Les lois qui règlent actuellement l'avancement des officiers contiennent une disposition similaire mais ne prévoient pas, de façon expresse, le réexamen de la candidature de l'officier qui a été dépassé à l'avancement. Le Conseil d'Etat a décidé toutefois que cet officier reste toujours candidat lors des promotions suivantes à ce grade jusqu'à ce qu'il soit atteint par la limite d'âge ou par toute autre cause d'exclusion (C.E. Kckelbergh, 4-12-1953, Rec. D.B. p.1374); il a estimé d'autre part qu'il y a obligation de procéder à un nouvel examen de la candidature lorsqu'un fait nouveau est intervenu (C.E. Mathieu, 13-6-1952, Rec. D.B. p. 565).

Selon l'exposé des motifs, "le projet offre plus de garanties à l'officier subalterne retardé dans son avancement pour inaptitude temporaire".

Le projet prévoit sans doute que la candidature de l'officier qui a été dépassé "peut être réexaminée", mais il ne l'impose pas expressément et il laisse dans l'incertitude non seulement le moment où ce réexamen devra avoir lieu, mais également l'autorité qui pourra le provoquer ainsi que les raisons qui doivent inciter celle-ci à prendre une telle décision..

.../...

Il dispose enfin que la candidature ne sera plus examinée une fois cinq années écoulées à compter du premier examen.

Le Conseil d'Etat se demande en conséquence si les intentions du Gouvernement, telles qu'elles résultent de l'exposé des motifs, sont bien traduites dans l'article 40 du projet.

Sous réserve de cette observation, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 40 de la manière suivante:

"Article 40.-

§ 1er. Les grades d'officier subalterne sont conférés à l'ancienneté.

Toutefois, l'officier que le Ministre de la Défense nationale ne juge pas apte à l'exercice des fonctions du grade supérieur ou dont il juge la manière de servir non satisfaisante, peut être dépassé à l'avancement.

Avant de porter cette appréciation, le Ministre de la Défense nationale prend l'avis des supérieurs hiérarchiques ; aucun avis ne peut être transmis sans que l'officier n'ait été mis à même d'y joindre ses explications.

§ 2. La candidature de l'officier dépassé peut être réexaminée ; un dernier examen aura lieu dans le courant de la cinquième année à dater du premier examen qui en a été fait.

.../...

L'officier qui n'a pas été promu après ce dernier examen ne participe plus à l'avancement".

+
+ +

Article 41.

L'article 41 charge le Roi de fixer les conditions régissant la participation aux épreuves pour l'accession au grade de major et de déterminer les modalités d'organisation de ces épreuves. Contrairement aux dispositions actuellement en vigueur, rien n'est prévu en ce qui concerne le programme de ces épreuves. Si le projet confie au Roi le soin de déterminer les modalités d'organisation des épreuves, c'est-à-dire les détails de cette organisation, a fortiori entend-il sans doute confier aussi au Roi l'élaboration des programmes des dites épreuves. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il faudrait néanmoins le dire expressément ; il propose de rédiger l'article 41, alinéa 1er, de la manière suivante :

"Nul officier ne peut être nommé au grade de major s'il n'a satisfait à des épreuves dont le Roi fixe les règles de participation, le programme et les modalités d'organisation".

+
+ +

Après avoir disposé en son alinéa 1er que "nul officier ne peut être nommé au grade de major s'il ne satisfait à des épreuves", l'article 41 dispose en

.../...

son alinéa 2 que "les officiers porteurs de certains brevets militaires que le Roi détermine peuvent être dispensés de tout ou partie de ces épreuves".

Le projet laisse donc au Roi le soin de déterminer les brevets militaires auxquels peut être attachée une dispense des épreuves de major, alors que l'article 12 de la loi du 15 septembre 1924 et l'article 16 de la loi du 14 juin 1951 prévoient actuellement que la dispense de l'examen de major n'existe qu'en faveur des officiers de la force terrestre et de la force navale, brevetés d'état-major.

Les dispositions plus précises, actuellement en vigueur, répondent mieux au prescrit de l'article 118 de la Constitution que l'alinéa 2 de l'article 41 du projet.

Dans une matière aussi importante que celle de l'avancement des officiers, plus spécialement de l'accession à la catégorie des officiers **supérieurs**, que le Constituant a entendu confier au législateur, le Conseil d'Etat **croit** qu'il serait préférable de suivre la tradition et de citer dans la loi les brevets qui, actuellement, pourraient donner lieu à dispense de **tout** ou partie des épreuves de major.

+

+

+

.../...

Sous réserve de l'observation qui précède, l'article 41, alinéa 2, devrait mieux faire ressortir que le Roi détermine non seulement les brevets qui peuvent donner lieu à dispense, mais également, d'une manière générale et objective, l'objet précis de la dispense qui découlera de la possession de tel ou tel brevet.

+

+ +

Article 42.

Les lois des 15 septembre 1924 et 3 avril 1948 contiennent toutes deux, pour la nomination aux divers grades d'officier supérieur et d'officier général, une disposition identique aux termes de laquelle les grades d'officier supérieur et d'officier général sont conférés au choix du Roi. La loi du 14 juin 1951 contient, en ce qui concerne les officiers de la force navale, une disposition similaire.

Suivant l'exposé des motifs "les règles relatives à l'avancement sont inchangées; les grades d'officier subalterne sont conférés à l'ancienneté; ceux d'officier supérieur et général, aux choix du Roi".

Si le Gouvernement n'entend pas apporter de changement aux dispositions actuellement existantes, il serait préférable de rédiger l'article 42 du projet d'une manière identique aux dispositions existantes. Depuis plus d'un siècle, le Roi a organisé une procédure propre à lui permettre de s' éclairer au moment

.... /

où il doit faire son choix ; il puise donc dans son pouvoir de nomination au choix le droit d'organiser l'examen des candidatures. Il ne pourrait toutefois, sans s'exposer à contrevenir à l'article 118 de la Constitution, fixer des conditions de fond non prévues par le législateur.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de rédiger l'article 42 de la manière suivante :

"Article 42.-

Les grades d'officier supérieur et d'officier général sont conférés au choix du Roi".

Si, toutefois, le législateur entendait obliger le Roi à instituer une procédure pour l'examen des candidatures, du genre de celle que jusqu'à présent il a établie sans qu'aucun texte de loi ne l'ait prévu, il y aurait lieu de rédiger cet article 42 de la manière suivante :

"Article 42.-

Les grades d'officier supérieur et d'officier général sont conférés au choix du Roi suivant les règles et la procédure qu'il détermine".

+

+ +

.../...

Article 45.

Après avoir disposé que les nominations ont lieu au sein de chaque corps, l'article 45 prévoit cependant des exceptions à ce principe en ce qui concerne la force terrestre. La seconde exception est rédigée comme suit :

"2° l'examen des candidatures des colonels au grade de général-major a lieu, non seulement au sein de chaque corps, mais également entre les différents corps".

L'exposé des motifs justifie cette exception au principe de l'avancement au sein de chaque corps par la considération que "la compétence d'un général-major s'étend au delà de l'échelon du corps dont il est issu". "Le choix du Roi devrait", continue l'exposé des motifs, "pouvoir s'exercer à partir d'une liste unique des colonels candidats appartenant à tous les corps".

Cette règle devrait cependant être aménagée car il existerait des emplois de général-major qui resteraient spécifiques à chaque corps encore qu'il y ait lieu d'assurer aux différents corps des perspectives d'avancement comparables.

Le Conseil d'Etat est d'avis que si telle est bien l'intention du Gouvernement, il serait préférable de n'énoncer dans la loi que les principes sur lesquels le Roi devra se baser pour organiser l'examen des candidatures au grade de général-major tout en lui laissant le soin de fixer le détail des règles qu'il suivra à cet égard.

.../...

Le Roi pourrait alors s'inspirer de l'arrêté royal du 26 juin 1935 relatif à l'accession au grade de général-major et de lieutenant général, qui fut abrogé par l'arrêté royal du 12 mars 1951 mais qui contenait déjà des règles spéciales relatives à l'examen des candidatures au grade de général-major.

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, de rédiger l'article 45, alinéa 3, 2°, de la manière suivante :

"2° Les généraux-majors sont choisis parmi les colonels des différents corps selon les règles que le Roi détermine et qui doivent concilier les intérêts supérieurs de l'armée avec le respect d'une proportion équitable d'officiers généraux à choisir dans les différents corps".

+

+ +

La disposition de l'article 45, alinéa 2, 2°, suppose nécessairement que le Roi ne répartisse pas entre les armes tous les emplois comme le prescrit l'article 3 de la loi des cadres en officiers du 16 juin 1937. Le projet modifie implicitement cette disposition légale. Comme il sera dit plus loin, la loi du 16 juin 1937 devra, à raison du projet, subir diverses modifications.

+

+ +

.../...

L'article 45, dernier alinéa, dispose que les exceptions dont il est question à l'alinéa précédent "ne visent pas les corps spécialisés où les nominations ont lieu au sein du corps jusqu'au sommet de la hiérarchie".

Le projet ne précise pas ce qu'il faut entendre par "corps spécialisés". L'exposé des motifs cite comme exemples : "le corps du personnel navigant de la force aérienne ou de la force navale, le corps médical"; ces exemples, à l'exception du corps médical, sont inadéquats puisque ces corps spécialisés ne sont pas des corps de la force terrestre. Aucune définition des corps spécialisés n'étant donnée par d'autres dispositions du projet, il y aurait lieu de confier au Roi le soin d'en faire l'énumération.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"L'alinéa 2 n'est pas applicable aux corps spécialisés de la force terrestre énumérés par le Roi".

+

+ +

Article 46.

Tels qu'ils sont rédigés, les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 46 ne donnent aucun droit à obtenir que sa nomination ait un effet rétroactif à l'officier qui a été nommé avec retard par rapport aux autres officiers de son ancienneté. Le projet confère au Roi à cet égard un pouvoir d'appréciation complet, même en ce qui concerne les nominations aux grades d'officier subalterne qui se font en principe à l'ancienneté.

Si l'intention du Gouvernement était de limiter ce pouvoir d'appréciation, ne serait-ce que pour les nominations aux grades des officiers subalternes, il y aurait lieu d'apporter à l'article 46 les modifications nécessaires.

+
+ +

L'article 46, § 4, gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ 4. Le Roi peut également nommer un officier avec effet rétroactif lorsque l'examen de sa candidature a été retardée pour des raisons indépendantes de sa volonté".

+
+ +

La possibilité de procéder à des nominations rétroactives soulève, en ce qui concerne les nominations aux grades d'officier général ou supérieur, le problème de l'examen des candidatures.

Ce problème n'est résolu par le paragraphe 3 qu'en ce qui concerne les officiers qui ont été séparés de l'armée pendant un certain temps. Une disposition analogue serait utilement prise pour l'examen des autres candidatures à des nominations rétroactives. L'article 46, § 2 et § 4, devrait être modifié en conséquence.

.../...

Si telle était l'intention du Gouvernement et sous réserve des observations formulées ci-dessus, l'article 46 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 46.-

§ 1er... (Le § 1er de l'article 46 du projet) ...

§ 2. Peut être promu avec effet rétroactif:

- 1° l'officier repris à l'activité après une non-activité pour motif de santé et qui n'a subi aucune perte d'ancienneté en raison de celle-ci;
- 2° l'officier qui a été suspendu, compte étant tenu des pertes d'ancienneté éventuellement subies;
- 3° l'officier qui rejoint l'armée après en avoir été séparé;
- 4° l'officier dont l'examen de la candidature a été retardé pour des raisons indépendantes de sa volonté.

Le Roi peut prendre des dispositions spéciales pour la régularisation de l'avancement des officiers visés au présent paragraphe.

Le présent paragraphe est applicable à la nomination au grade de sous-lieutenant".

+

+

+

.../...

Article 48.

La loi du 27 juin 1930, modifiée par la loi du 9 juillet 1951, a complété la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers en prévoyant une disposition spéciale pour le commandant militaire du Palais de la Nation.

Cet officier, qui est placé hors cadres, peut être commissionné aux divers grades jusques et y compris celui de général-major; en raison de ses fonctions spéciales, il est dispensé des épreuves fixées pour l'avancement des officiers.

La loi actuelle dispose enfin :

"Toutefois, en cas de rentrée dans les cadres organiques de l'armée, l'officier intéressé ne conservera le ou les grades obtenus par commissionnement pendant sa position hors cadres que s'il a satisfait aux conditions exigées par les lois et instructions sur la matière".

En disposant en son article 48, alinéa 4, que le commandant du Palais de la Nation ne peut conserver, "lorsqu'il cesse ses fonctions" le ou les grades obtenus par commission que sous réserve de satisfaire aux conditions qui sont imposées aux autres officiers, le projet modifie le statut de l'officier commandant du Palais de la Nation.

On n'aperçoit pas la raison pour laquelle la disposition en vigueur n'est pas reprise telle quelle.

.../...

Il pourra en résulter des difficultés lors de la fixation du montant de la pension de retraite pour ancienneté de cet officier.

Suivant l'article 27 des lois coordonnées sur les pensions militaires, "le traitement servant de base à la pension est le dernier traitement dont l'intéressé a bénéficié ou dont il aurait bénéficié dans le grade auquel il est assimilé au moment de sa mise à la pension".

De son côté, l'article 28 de ces mêmes lois dispose que "la pension d'ancienneté se règle sur le grade dont le militaire est titulaire".

Si le commandant du Palais de la Nation ne conserve pas, lorsqu'il cesse ses fonctions, les grades obtenus par commission, on pourra prétendre que le montant de sa pension ne doit pas être fixé suivant le grade auquel il était commissionné.

Pour qu'aucun doute ne subsiste à cet égard, le Conseil d'Etat est d'avis que le projet devrait reprendre telle quelle la disposition qui règle actuellement cette question.

+

+

+

Le chapitre IX du titre 1er du projet est intitulé "Dispositions transitoires". Les articles 49 à 54 qui forment ce chapitre devraient trouver leur place non dans le titre 1er du projet, mais bien dans le titre III du projet, qui devrait contenir toutes les dispositions finales et transitoires.

+

+

+

Article 50.

Suivant l'article 50 du projet, "les dispositions de l'article 23 n'entreront en vigueur qu'à la date fixée par le Roi".

L'exposé des motifs explique que l'institution de la "réforme" pour les officiers physiquement inaptes ayant effectué un temps de service effectif insuffisant pour pouvoir bénéficier d'une pension d'ancienneté, apporte un changement fondamental au statut de ces officiers; "ce changement ne peut s'effectuer" dit l'exposé des motifs "que moyennant des garanties formelles en matière de pension civile" puisque "le temps qu'il a passé à l'armée n'est pas supputé pour le calcul de la pension civile qui lui sera octroyée à 65 ans".

Par les mots "pension civile", l'exposé des motifs n'entend pas se référer aux diverses pensions d'ancienneté de service pour le calcul desquelles il est tenu compte des services militaires prestés, comme c'est, par exemple, le cas des pensions accordées par la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

Les mots "pension civile" de l'exposé des motifs doivent se comprendre comme signifiant les pensions accordées en application de la législation sur les pensions de vieillesse des ouvriers et des employés et éventuellement de la législation sur les pensions de vieillesse des travailleurs indépendants.

Il s'indique, dès lors, de préciser l'exposé des motifs sur ce point.

+

+

+

.../...

Articles 51 et 52.

En prenant l'article 51, l'intention du Gouvernement est de prévoir que l'article 44 du projet ne sera applicable qu'à partir de la date fixée par le Roi, aux officiers qui, au moment de l'entrée en vigueur du projet, feront partie des corps auxquels la règle dite "de la forclusion" n'était pas applicable.

Si telle est bien l'intention du Gouvernement, il y aurait lieu soit de compléter l'énumération de l'article 51, soit de rédiger celui-ci d'une manière plus générale comme il est proposé ci-dessous.

+

+

+

Les articles 51 et 52 du projet ayant tous deux trait à l'application de l'article 44, peuvent être fusionnés comme suit :

"Article"

L'article 44 n'est applicable qu'à partir de la date fixée par le Roi, aux officiers qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, font partie des corps auxquels l'article 19 de la loi du 15 septembre 1924 n'était pas applicable.

L'article 44 n'est pas applicable pour la nomination au grade de capitaine-commandant, aux officiers revêtus du grade de capitaine à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi".

+

+

+

.../...

Article 54.

L'article 54 du projet dispose qu'à titre transitoire le Roi peut commissionner au grade de sous-lieutenant élève dentiste le candidat qui a notamment "suivi avec succès le cycle de formation des candidats officiers de réserve du service de santé".

Suivant les intentions du Gouvernement, cela ne signifie nullement que les candidats sous-lieutenant dentiste doivent avoir suivi le cycle de formation des candidats officiers de réserve du service de santé en tant que candidats officiers de réserve, mais bien qu'ils doivent avoir suivi un cycle de formation similaire.

+

+

+

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 54 de la manière suivante :

"Article 54.-

Jusqu'à la date fixée par le Roi, peut être commissionné au grade de sous-lieutenant élève dentiste, le candidat qui a accompli avec succès les trois premières années d'études universitaires prévues par les lois coordonnées sur la collation des grades académiques pour l'obtention du diplôme de licencié en science dentaire, et qui a suivi avec succès le cycle de formation militaire fixé par le Roi".

+

+

+

.../...

Titre II. - Les officiers de réserve.Article 55.

Pour les mêmes raisons que celles qui sont formulées au début de l'observation relative à l'article 1er, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 55, § 1er, de la manière suivante :

"§ 1er. Pour être nommé au grade de sous-lieutenant de réserve dans les forces armées, il faut :
...
3° être âgé de 19 ans au moins et ne pas avoir dépassé l'âge que le Roi fixe".

+

+ +

Pour la raison donnée lors de l'examen de l'article 17, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 55, § 1er, 4°, de la manière suivante :

"4° posséder les qualités morales indispensables pour exercer les fonctions d'officier de réserve".

+

+ +

L'article 2 du décret du 20 juillet 1831 dispose que "tous les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, les officiers de la garde civique et de l'armée et, en général, tous les citoyens chargés d'un ministère ou d'un service public quelconque seront tenus avant d'entrer en fonctions, de prêter le serment dans la teneur qui suit : ...".

.../...

Le § 2 de l'article 55 du projet, en disposant que le sous-lieutenant de réserve et le sous-lieutenant milicien prêtent le serment prévu par le décret du 20 juillet 1831, ne fait que répéter l'article 2 de ce décret. Sous les termes "officiers de l'armée", il faut comprendre, étant donné la généralité des termes employés, les officiers de réserve comme ceux de carrière. C'est en ce sens que le décret du 20 juillet 1831 a toujours été interprété (C.M. 16 janvier 1945 portant instruction relative à la prestation de serment des officiers - A. 1°).

Le § 2 de l'article 55 peut, dès lors, être omis.

+
+ +

Article 56.

Le Conseil d'Etat propose de fusionner les articles 56 et 58.

Ce dernier, qui donne au Roi le pouvoir d'ajouter des conditions à remplir pour être admis dans le cadre de réserve, s'applique non seulement aux hypothèses prévues par l'article 56, 1° et 2°, mais également aux officiers issus du cadre de complément en vertu de l'article 14 de la loi du 14 juillet 1951 ainsi qu'aux officiers auxiliaires de la force aérienne qui ne tombent pas sous l'application de l'article 19 de la loi du 23 décembre 1955.

.../...

Le Conseil d'Etat propose d'insérer comme second alinéa de l'article 56, l'article 58 rédigé comme suit :

"Sans préjudice des dispositions relatives aux officiers auxiliaires de la force aérienne, les officiers visés à l'alinéa 1er sont admis, à leur demande, dans le cadre de réserve avec leur grade, s'ils satisfont aux conditions déterminées par le Roi".

+

+ +

Article 57.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 57 de la manière suivante :

"Article 57.-

Les qualités morales du candidat sont appréciées par le Ministre de la Défense nationale avant qu'il ne commence sa formation d'officier prévue à l'article 55.

Cette appréciation peut être modifiée au cours de la formation.

Le Ministre de la Défense nationale apprécie à nouveau les qualités morales du candidat préalablement à l'octroi du grade de sous-lieutenant milicien et du grade de sous-lieutenant de réserve".

+

+ +

.../...

Article 59.

Pour les raisons développées dans l'observation relative à l'article 7, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 59 de la manière suivante :

"Article 59.-

Les grades conférés par le Roi dans la réserve des forces armées sont les mêmes que ceux des officiers de carrière".

+
+ +

Article 60.

Suivant l'exposé des motifs, l'article 60 crée un grade spécial d'officier pour les miliciens, le grade de sous-lieutenant milicien. L'alinéa 1er de l'article 60 devrait être modifié pour mieux faire ressortir la création de ce nouveau grade; il pourrait être rédigé comme suit :

"Il est créé le grade de sous-lieutenant milicien auquel le Roi peut nommer, pendant qu'il poursuit son terme de service actif, le milicien candidat officier de réserve".

+
+ +

.../...

L'article 60, alinéa 2, dispose que le Roi "règle les modalités d'octroi et de retrait de la nomination et fixe les dispositions particulières qui sont applicables au sous-lieutenant milicien".

En donnant au Roi la compétence de fixer les conditions d'octroi et de retrait du grade de sous-lieutenant milicien, le projet lui confère une compétence que la Constitution a donnée au législateur par les articles 118 et 124.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'une telle disposition ne serait admissible que s'il ne s'agissait pas de l'octroi ou du retrait d'un grade mais d'une simple commission à un grade, comme il est prévu pour les candidats officiers de carrière dans l'article 10 du projet.

+
+ +

Article 61.

Pour les raisons développées dans l'observation relative à l'article 24, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 61 de la manière suivante :

"Article 61.-

Si un officier de réserve s'est rendu coupable de faits graves incompatibles avec sa qualité d'officier de réserve, il peut être démis d'office de son grade.

La mesure est prise par le Roi, sur rapport motivé du Ministre de la Défense nationale et après consultation d'un conseil d'enquête.

Le conseil d'enquête recherche si les faits sont établis et donne un avis sur leur gravité.

Le Roi fixe la composition du conseil d'enquête et règle la procédure.

+
+ +

Article 62.

Le 2° de l'article 62 gagnerait à être rédigé comme suit :

"2° l'interdiction à perpétuité ou à temps de l'un des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal prononcée sans sursis".

+
+ +

Article 63.

A la différence de l'officier de carrière, l'officier de réserve peut offrir la démission de son grade. Cela découle de l'article 63, § 1er, alinéa 1er, mais cela gagnerait à être dit expressément.

Le second alinéa du § 1er soulève de son côté les mêmes observations que l'article 22.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet article comme suit :

.../...

"Article 63.-

§ 1er. L'officier de réserve peut démissionner de son grade.

La démission doit être donnée par écrit; elle n'a d'effet que lorsqu'elle est acceptée par le Roi.

§ 2. L'officier de réserve dont la démission aurait été acceptée pour lui permettre de participer à des épreuves de recrutement d'officier, est réintégré, à sa demande, dans le cadre de réserve avec le grade et l'ancienneté qu'il y possédait, s'il n'a pas réussi les dites épreuves".

+

+ +

Article 64.

L'article 64, § 1er, 2°, serait mieux rédigé comme suit :

"2° les rappels d'urgence en temps de paix dans les cas prévus par la législation sur la milice pour les militaires en congé illimité".

+

+ +

L'article 64, § 2, dispose qu'indépendamment des rappels prévus au § 1er, les officiers de réserve peuvent, soit à l'invitation du Ministre de la Défense nationale, soit simplement avec son agrément, effectuer des prestations de courte durée.

.../...

Cette disposition demande à être précisée. Le Ministre ne pourrait, par application de cet article, autoriser des prestations dont la durée totale dépasserait quatre années, temps maximum autorisé par l'article 65 pour les rappels dits de longue durée.

Il résulte d'ailleurs de l'article 97 du projet que les prestations prévues au paragraphe 2 ne peuvent être que des prestations de très courte durée, tout comme le sont les rappels ordinaires ou les rappels d'urgence dont il est question au paragraphe 1er.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, ces prestations de très courte durée doivent permettre aux officiers de réserve de se préparer à l'accession à un grade supérieur ou, d'une manière plus générale, de faire de l'entraînement.

Le texte gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ 2. Outre les rappels prévus au § 1er, les officiers de réserve peuvent, en vue de leur entraînement, effectuer, à l'invitation du Ministre de la Défense nationale ou avec son accord, des prestations de courte durée".

+
+ +

Article 65.

L'article 65, § 1er, dispose :

"Dans des circonstances exceptionnelles et pour assurer l'encadrement des forces armées sur le pied de paix, le Ministre de la Défense nationale peut autoriser

les officiers de réserve à servir dans une formation des forces armées. La durée totale de ces prestations ne peut excéder quatre années. Ce maximum est porté à six années pour les officiers médecins, pharmaciens, vétérinaires ou dentistes".

L'article 4, § 2, de la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, modifié par la loi du 14 juillet 1951 que l'article 65, § 1er, du projet remplacera, dispose que les officiers de réserve sont autorisés à servir "avec leur grade". Il vaudrait mieux, quoique l'article 65, § 1er, contienne implicitement cette précision, la répéter, afin que la suppression de ces mots ne provoque pas des difficultés d'interprétation.

+

+

+

L'article 27 de la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, et l'article 28 de la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale ne prévoient aucune limitation de durée pour les prestations que les officiers de réserve sont autorisés à effectuer dans des circonstances exceptionnelles.

L'article 65, § 1er, du projet introduisant une limitation de durée pour tous les officiers, la question se pose de savoir s'il n'y a pas lieu de prévoir à l'intention d'officiers de réserve de la force aérienne et de la force navale effectuant actuellement des rappels de longue durée, des dispositions transitoires. Elles devraient trouver leur place dans le titre III du projet de loi.

+

+

+

.../...

En disposant en son article 65, § 3, que "le Roi fixe les dispositions déterminant le statut applicable aux officiers de réserve visés par le présent article", c'est-à-dire aux officiers en rappel de longue durée, le projet n'entend nullement charger le Roi de fixer le statut de ces officiers par dérogation au projet; il entend simplement donner au Roi le pouvoir d'établir dans un arrêté organique, les règles spéciales relatives à ces officiers.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger ce paragraphe 3 de la manière suivante :

"§ 3. Sans préjudice aux dispositions de la présente loi, le Roi arrête les règles complémentaires applicables aux officiers visés aux paragraphes 1er et 2".

+
+ +

Article 67.

L'article 67 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 67.-

L'officier de réserve est en position d'activité dans les cas prévus aux articles 64 et 65.

Peut être maintenu en activité de service, à sa demande, l'officier de réserve qui, à l'issue d'une période d'activité, se trouve atteint d'une incapacité de travail due à un accident survenu en service et par le fait du service ou à une affection contractée ou aggravée en service et par le fait du service. Le Roi détermine le pourcentage d'incapacité justifiant ce maintien, et en fixe la durée".

+
+ +

Article 68.

L'article 8 du projet dispose :

"Le Roi fixe la durée pendant laquelle l'officier de réserve en activité peut être absent pour motif de santé. A l'expiration de cette période au plus tard, l'officier est réformé conformément à l'article 92, si son état de santé ne lui permet pas de reprendre du service".

De son côté, l'article 92 dispose :

"Sur avis conforme d'une commission médicale, le Roi réforme l'officier de réserve qui est reconnu définitivement hors d'état de continuer à servir.

L'intéressé n'a plus d'obligations militaires".

Ces deux articles sont en partie contradictoires; la mise à la réforme n'a lieu en vertu de l'article 92 que lorsque l'officier est définitivement hors d'état de continuer à servir; par contre, l'article 68 dispose que l'officier sera réformé s'il n'est pas apte à reprendre du service au plus tard à la fin de la période d'absence pour motif de santé.

Le Gouvernement n'ayant l'intention de prévoir la mise à la réforme des officiers de réserve que lorsque les intéressés sont devenus définitivement inaptes au service, conformément à l'article 92, l'article 68 devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Article 68.-

Le Roi détermine le temps pendant lequel l'officier de réserve peut être absent pour motif de santé.

A l'expiration de cette période d'absence, l'officier de réserve qui ne peut temporairement reprendre de l'activité, est placé en disponibilité".

+
+ +

Article 69.

Cet article peut être rédigé plus simplement comme suit :

"Article 69.-

L'officier de réserve est en position de disponibilité dans tous les cas autres que ceux visés aux articles 67 et 70".

+
+ +

Article 70.

L'article 67 définit la position d'activité de l'officier de réserve; l'article 69 définit la position de disponibilité. Il serait, dès lors, souhaitable qu'un article définisse la position de non-activité, position qui est prévue par les articles 71 à 74 pour les officiers de réserve mobilisés et, par ce dernier article, pour tous les officiers de réserve qui ont été séparés de l'armée.

L'article 70 pourrait être remplacé par la disposition suivante :

"Article 70.-

L'officier de réserve est en position de non-activité dans les cas visés aux articles 71, 72, 73, alinéa 3, et 74, alinéa 2".

+
+ +

Article 71.

Afin d'éviter toute erreur d'interprétation, l'article 71 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 71.-

Au cours de la période visée à l'article 68, le Roi peut mettre en non-activité pour motif de santé, l'officier de réserve mobilisé qui, de l'avis d'une commission médicale, est encore incapable de reprendre du service".

+
+ +

Article 72.

Il résulte des explications données au Conseil d'Etat que la mise en non-activité par mesure disciplinaire de l'officier de réserve mobilisé doit être décidée de la même manière que pour les officiers de carrière. Il y aurait, dès lors, lieu de rédiger l'article 72 d'une manière identique à l'article 17 :

"Article 72.-

L'officier de réserve mobilisé peut être mis, pour une période déterminée, en non-activité par mesure disciplinaire.

La mesure est prise par le Roi. Elle est, toutefois, prise par le Ministre de la Défense nationale lorsque sa durée ne doit pas excéder trois mois".

+
+ +

.../...

Article 73.

Cet article, comme les trois précédents, ne s'applique qu'aux officiers de réserve mobilisés. Le Conseil d'Etat propose de le rappeler en ajoutant le mot "mobilisées" après les mots "forces armées" dans la première phrase de l'article 73, alinéa 1er.

+

+

+

Pour les raisons énoncées dans l'observation relative à l'article 18, il y a lieu d'omettre les mots "de ses fonctions" que l'on trouve dans la première phrase du premier alinéa de l'article 73.

+

+

+

L'article 18, qui a trait à la suspension par mesure d'ordre des officiers de carrière, règle en ses alinéas 3 à 5 l'incidence de cette mesure sur la position de l'officier. Lorsque aucune sanction ayant pour effet de retirer l'emploi n'est prononcée, la période de suspension est convertie en période d'activité (alinéa 3); la période de suspension est au contraire convertie en période de non-activité lorsque l'emploi a été retiré définitivement ou le grade retiré (alinéa 5); lorsque, enfin, il n'y a eu que retrait temporaire d'emploi, cette période est convertie en non-activité et la période complémentaire de suspension en activité (alinéa 4).

.../...

Dans l'article 73, au contraire, on ne prévoit qu'une hypothèse où soit l'emploi, soit le grade sont définitivement retirés; les deux autres hypothèses ne sont pas prévues.

Par souci de concordance avec l'article 18, et par identité de motifs, il y aurait lieu de reprendre dans l'article 73 les alinéas 3 et 4 de l'article 18.

+

+

+

Article 74.

Le Conseil d'Etat se réfère pour cet article aux observations formulées à propos de l'article 27.

Il propose, sous réserve de ces observations, de rédiger les alinéas 3 et 4 de l'article comme suit :

"Lorsqu'elle a pris fin, la période d'absence est convertie en tout ou en partie par le Roi en non-activité, si les faits qui sont à l'origine de l'absence ou si la conduite de l'officier pendant l'absence sont incompatibles avec ses devoirs d'officier ou compromettent la dignité de son caractère.

L'officier est admis, lorsqu'il a rejoint l'armée, à présenter ses justifications devant une commission militaire. Le Roi fixe la composition de la commission et règle la procédure".

+

+

+

Le dernier alinéa de l'article 74 gagnerait à préciser qu'il ne concerne que les officiers de réserve qui ont été séparés de l'armée. Il serait à formuler comme ci-après :

"La date à partir de laquelle l'officier qui a été séparé de l'armée doit être considéré comme démobilisé, est déterminée par le Ministre de la Défense nationale conformément aux dispositions générales prévues

Article 75.

Suite à l'observation formulée sous l'article 28, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 75 comme suit :

"Article 75.-

Les officiers de réserve sont, dans chacune des forces armées, répartis par le Roi entre les divers corps qu'il détermine".

+
+ +

Articles 78 et 79.

Les articles 78 et 79 seraient mieux rédigés comme suit :

"Article 78.-

Le Roi règle l'avancement des officiers de réserve conformément aux principes énoncés par le présent chapitre.

Article 79.-

L'avancement des officiers de réserve est distinct de celui des officiers de carrière; il ne peut être plus rapide que ce dernier, sauf dans les cas exceptionnels prévus par le Roi dans un règlement".

+
+ +

Article 80.

L'article 80 dispose que "les grades d'officier subalterne sont conférés à l'ancienneté aux officiers qui satisfont aux conditions d'aptitude déterminées par le Roi".

Cette règle que le Roi devra respecter n'est pas, comme celle de l'article 40 relative à l'avancement des officiers subalternes de carrière, assortie de modalités qui pourraient permettre le dépassement de certains officiers dont la manière de servir ne donne pas entière satisfaction.

Le Conseil d'Etat observe de plus que si l'aptitude des officiers de carrière peut être appréciée d'après l'ordre de leur ancienneté, il n'en sera pas toujours de même de celle des officiers de réserve; leur aptitude n'est, en effet, examinée qu'en cas de rappels et ceux-ci ne sont pas nécessairement ordonnés en suivant leur ancienneté. N'y aurait-il dès lors pas lieu de prévoir, dans l'article 80 ou dans un autre article du projet, la possibilité de donner à l'arrêté de nomination un effet rétroactif qui permettrait de remplacer l'officier dépassé à son rang d'ancienneté ?

Si le Gouvernement considérait qu'ultérieurement des mesures seront nécessaires à cette fin, il importerait de compléter l'article 80. Il est suggéré, à cet effet, de rédiger l'article de la manière suivante :

.../...

"Article 80.-

Les grades d'officier subalterne sont conférés à l'ancienneté aux officiers qui satisfont aux conditions d'aptitude déterminées par le Roi.

Si, lors de nominations, l'ordre d'ancienneté n'a pu être suivi, le Roi peut rétablir cet ordre avec effet rétroactif s'il le juge opportun".

+

+ +

Article 83.

Après avoir prévu que "les nominations ont lieu au sein de chaque corps", l'article 83 dispose que "toutefois, à la force terrestre, les nominations à partir du grade de général major ont lieu dans l'Etat-major général" sans faire de réserve en ce qui concerne les officiers qui, en raison de la nature même de leur emploi, ne peuvent être candidats à un grade dans l'Etat-major général. C'est pour cette raison que l'article 45, après avoir pris des dispositions similaires à celles de l'article 83, pour les officiers de carrière, distingue les "corps spécialisés".

Le Conseil d'Etat suggère en conséquence de rédiger l'article 83, alinéa 2, de la manière suivante :

"Toutefois, à la force terrestre , sauf dans les corps que le Roi détermine, les nominations aux grades d'officier général ont lieu dans l'Etat-major général".

+

+ +

Article 87.

L'article 9 de la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve est libellé comme suit :

"Durant leur présence sous les armes, de même que durant toute la journée dans laquelle ils reprennent ou quittent le service actif, les officiers de réserve sont soumis aux mêmes lois pénales que les autres officiers.

En dehors de ces cas, ils ne sont soumis aux lois pénales militaires que pour les infractions énumérées à l'article 4 de la loi du 15 juin 1899, comprenant le titre Ier du Code de procédure pénale militaire".

L'article 87 du projet remplace cet article par la disposition suivante :

"Les officiers de réserve présents sous les armes sont soumis aux lois pénales militaires.

Quand ils sont en disponibilité, ils ne sont soumis aux lois pénales militaires que pour les infractions énumérées à l'article 4 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre Ier du Code de procédure pénale militaire".

Le projet reprend donc les termes de l'article 9 de la loi du 18 avril 1905 sous la réserve suivante : il ne dispose pas, comme la loi de 1905, que les officiers de réserve sont soumis aux lois pénales militaires "durant toute la journée dans laquelle ils reprennent ou quittent le service actif".

Le Conseil d'Etat observe que la loi du 15 juin 1899 comprenant les titres Ier et II du Code de procédure pénale militaire contient un certain nombre de dispositions relatives aux militaires en congé illimité, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 22. Cette notion de militaire en congé illimité s'oppose à celle de militaire au service actif.

Suivant le rapport de la Commission du Code de procédure pénale militaire annexé au projet de loi qui devint la loi du 15 juin 1899 (session 1894-1895, Chambre des Représentants, Doc. parl. n° 15, page 37): "Les militaires en congé illimité sont, en général, ceux qui, ayant achevé leur terme ordinaire de service actif, sont renvoyés dans leurs foyers jusqu'à ce qu'ils soient l'objet d'un ordre de rappel".

Les officiers de réserve dont l'institution eut lieu par l'arrêté royal du 22 décembre 1887 et qui étaient en vertu de cet arrêté en congé sans solde lorsqu'ils n'étaient pas en activité de service furent considérés par la Cour de cassation, pour l'application des lois pénales militaires, comme des miliciens qui ne sont pas en service actif, c'est-à-dire comme des militaires en congé illimité (Cas. 12.2.1900, Pas. 1900, I, 145).

Selon les auteurs, cette assimilation vaudrait toujours : "Les officiers de réserve non présents sous les armes sont soumis aux dispositions légales concernant les militaires en congé illimité" (R.P.D.B., v° Justice militaire, n° 213 - on consultera également le n° 281).

Bien qu'assez ancienne, cette jurisprudence n'a pas cessé d'être valable et il convient de tenir les officiers de réserve en disponibilité pour des militaires en congé illimité, en ce qui concerne l'application des lois pénales militaires.

Si le législateur se rallie à cette interprétation, il suffirait de rédiger l'article 87, alinéa 2, du projet de la manière suivante :

"Les officiers de réserve en disponibilité sont soumis aux dispositions des lois pénales militaires applicables aux militaires en congé illimité".

+

+ +
Article 88

En vertu de l'article 88, l'officier de réserve peut être astreint à solliciter du Ministre de la Défense nationale l'autorisation de faire état de sa qualité d'officier de réserve.

Cette disposition a un double objet. Celui, d'une part, de charger d'ores et déjà le Roi d'arrêter les circonstances dans lesquelles il est interdit à l'officier de réserve de faire usage de sa qualité sans avoir non seulement sollicité, mais obtenu l'autorisation du Ministre, mais aussi de confier à ce dernier le soin de donner l'autorisation requise.

L'usage de la qualité d'officier de réserve est actuellement réglé par l'article 17, alinéa 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1954 dans les termes ci-après :

.../...

"Il (l'officier de réserve) ne peut faire mention de sa qualité d'officier de réserve dans les actes relatifs à son activité politique ou professionnelle, dans des publications littéraires ou relatives à des entreprises à but lucratif, sans en avoir obtenu l'autorisation du Ministre de la Défense nationale".

Si cette dernière disposition donne satisfaction, elle pourrait être insérée dans la loi à la place du texte de l'article 88 du projet. Si, au contraire, elle s'est avérée incomplète, l'article 88 gagnerait à être remplacé par le texte ci-après qui formule expressément l'interdiction d'user de la qualité sans l'autorisation du Ministre dans les circonstances que le Roi détermine :

"Article 88.-

Dans les circonstances que le Roi détermine, l'officier de réserve ne peut faire mention de sa qualité sans une autorisation du Ministre de la Défense nationale".

+

+

+

Article 89.

L'article 89, alinéa 1er, qui concerne les cas dans lesquels un officier cesse d'appartenir au cadre de réserve, omet de citer la démission qui a été acceptée par application de l'article 63.

.../...

Comme il résulte de l'exposé des motifs que "le titre honorifique n'est pas accordé à l'officier de réserve qui offre sa démission des cadres", il ; aurait lieu de citer ce cas au 1° de l'article 89 de la manière suivante :

"1° par démission du grade, démission d'office du grade ou par retrait du grade".

+

+ +

Article 90.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Le Roi détermine l'âge auquel les officiers de réserve des différents grades et des différents corps cessent de faire partie du cadre de réserve".

+

+ +

Article 94.

Aux termes de l'article 94, "l'officier de réserve présent sous les armes a droit au traitement des officiers de carrière de son grade".

Actuellement l'article 5 de la loi du 18 avril 1905 prévoit que l'officier de réserve présent sous les armes a "droit à toutes les allocations dues aux officiers de leur grade".

Comme l'intention du Gouvernement, telle qu'elle a été exposée au Conseil d'Etat, est de continuer à faire bénéficier les officiers de réserve non seulement du traitement des officiers de carrière mais également du régime d'allocations et d'indemnités dont bénéficient ces officiers, il y aurait lieu de rédiger l'article 94

"Article 94.-

L'officier de réserve en position d'activité a droit au traitement ainsi qu'aux allocations et indemnités dont bénéficient les officiers de carrière de son grade".

De plus, la loi du 26 mars 1937 que le projet n'abroge pas, a comme résultat d'accorder des allocations de foyer et de résidence et des allocations familiales d'un montant identique à celui des allocations accordées aux officiers de carrière, aux officiers de réserve, agents "des administrations et régies de l'Etat, des provinces, des communes et des associations de communes, des entreprises concessionnaires de services publics..., des établissements subsideés par ces administrations et services ou placés sous leur contrôle".

Si l'article 94 du projet n'était pas modifié comme il vient d'être suggéré, le régime pécuniaire des officiers de réserve serait différent suivant que le bénéficiaire est ou non agent d'une des administrations visées par la loi du 26 mars 1937.

+

+ +

Article 95.

L'article 95 reprend, mutatis mutandis, l'article 13. Pour les raisons développées sous cet article, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 95 de la manière suivante :

.../...

"Article 95.-

Dans des cas exceptionnels qui doivent faire l'objet d'un rapport du Ministre, le Roi peut commissionner temporairement un officier de réserve pour exercer l'emploi d'un grade supérieur.

L'arrêté de commission ainsi que le rapport au Roi sont publiés au Moniteur belge.

Sans préjudice aux dispositions de la présente loi, les effets de la commission sont déterminés par le Roi".

+

+

+

La loi du 6 juillet 1935 instituant l'octroi de grades par voie de commissionnement dans les cadres de réserve de l'armée, modifiée par l'arrêté royal du 18 novembre 1939, dispose en son article 2 que les officiers de réserve spécialistes peuvent recevoir "un ou des grades par voie de commissionnement". Ces commissionnements, qui peuvent avoir lieu en temps de paix, sont des commissionnements à un grade et non simplement à l'emploi d'un grade supérieur; ils sont octroyés sans qu'aucune procédure ne soit prévue.

.../...

Le projet n'abrogeant pas le chapitre Ier de la loi du 6 juillet 1935, aura comme résultat de créer une situation quelque peu incohérente. Le commissionnement à l'emploi sera entouré de diverses formalités qui ne seront pas obligatoires pour le commissionnement à un grade des officiers de réserve spécialistes.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la présente disposition devrait être revue à la lumière de la loi du 6 juillet 1935.

+

+

+

Article 96.

Les paragraphes 1er et 3 pourraient être fusionnés dans une disposition rédigée comme suit :

"§ 1er. L'officier autorisé à servir en temps de paix par application de l'article 65 ou maintenu en service après cette période d'activité, en application de l'article 67, 2°, est soumis à la législation relative aux pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie".

+

+

+

.../...

Article 97.

L'article 97 dispose :

"Les prestations prévues à l'article 64, § 1er, 1° et 2°, et § 2, de même que la période d'activité visée à l'article 67, 2°, sont comprises dans les rappels sous les armes donnant lieu aux mesures de sauvegarde ou à l'octroi des avantages prévus par la législation et la réglementation relative au contrat d'emploi, au contrat de travail, aux allocations familiales et à la sécurité sociale des travailleurs, sans préjudice des sauvegardes et avantages accordés pour des prestations autres que celles qui sont visées par le présent article".

L'exposé des motifs donne les explications suivantes :

"L'article 97 permettra d'étendre automatiquement aux officiers de réserve accomplissant des prestations militaires en vertu de l'article 64, § 1er, 1° et 2°, et § 2, le bénéfice de toutes les dispositions qui pourront être prises en faveur des militaires rappelés sous les armes dans les conditions normales du temps de paix".

Cette disposition a donc pour effet de définir la notion de rappel sous les armes que l'on trouve dans les diverses lois et les divers arrêtés dont elle parle, en englobant dans cette notion celle de :

.../...

- 1° rappels ordinaires (article 64, § 1er, 1°);
- 2° rappels d'urgence (article 64, § 1er, 2°);
- 3° rappels effectués à l'invitation du Ministre ou avec son accord (article 64, § 2);
- 4° la période durant laquelle un officier de réserve qui a été atteint d'une incapacité de travail pendant un rappel, est maintenu en service (article 67, 2°).

En introduisant une telle notion du rappel sous les armes, le projet modifie implicitement certains des lois et arrêtés qui prévoient des mesures de sauvegarde ou le maintien d'avantages d'ordre social aux militaires rappelés sous les armes. Il a également comme effet d'introduire une notion du rappel sous les armes uniforme pour toutes ces lois et tous ces arrêtés en ce qui concerne les officiers de réserve, alors que les dispositions existantes ne donnent pas toujours à cette notion le même contenu.

Le Conseil d'Etat est d'avis que c'est chacune des lois et chacun des arrêtés auxquels se réfère l'article 97 qui devraient être modifiés explicitement. L'article 97 ne devrait dès lors pas trouver sa place dans le projet.

+

+ +

Tel qu'il est rédigé, l'article 97 n'est pas applicable aux officiers de réserve qui, étant agents définitifs des services publics, sont sous un régime

.../...

statutaire. S'il est nécessaire de définir la notion de rappels sous les armes, il y a certainement lieu de la définir à l'égard de tous les officiers de réserve et non pas seulement à l'égard de certains d'entre eux, ceux qui sont assujettis à la législation sur la sécurité sociale.

+

+ +

Sous réserve des deux observations qui viennent d'être formulées, il y a lieu de noter que l'article 97, en introduisant une notion uniforme de rappel sous les armes pour les officiers de réserve, aura comme résultat, dans certains cas, d'établir entre les bénéficiaires des lois visées dans cet article, des inégalités qui ne sont certainement pas voulues par le Gouvernement.

Deux exemples peuvent illustrer cette affirmation :

1° dans la matière du contrat d'emploi et du contrat de travail : l'article 97 ne prévoit pas que les rappels en cas de mobilisation puissent suspendre l'exécution du contrat d'emploi ou de travail, alors que la législation sur cette matière est interprétée en ce sens à la suite des déclarations qui ont été faites lors des travaux préparatoires de ces lois (Pasinomie 1922, pp. 341, 343, 345 - 1939, p.331).

.../...

Le projet crée donc pour les officiers de réserve une situation moins favorable que celle dont bénéficient les autres militaires mobilisés.

2° Dans la matière de la sécurité sociale qui traite des vacances annuelles des travailleurs : l'article 1er de l'arrêté royal du 15 février 1954 dispose que "sont assimilées à des journées de travail effectif, les journées d'interruption de travail résultant ... d'un rappel sous les armes prévu à l'article 68, 1°, de la loi du 15 juin 1951 sur la milice ... ", c'est-à-dire uniquement le rappel ordinaire. Le projet, au contraire, vise d'autres rappels; il crée dans ce domaine pour l'officier de réserve, une situation différente, en l'occurrence plus favorable, que celle des autres militaires rappelés.

+

+ +

L'article 97 vise parmi les périodes de rappel, celle dont il est question à l'article 67, 2°. L'article 96 fait, de son côté, compter la période d'activité prévue par l'article 67, 2°, comme période durant laquelle l'officier est soumis à la législation relative aux pensions des veuves et orphelins de l'armée, lorsqu'elle suit une période d'activité prévue à l'article 65; on ne peut, dès lors, comprendre la référence à l'article 67, 2°, contenue dans l'article 97 que comme visant une période d'activité suivant immédiatement une des prestations prévues à l'article 64, § 1er, 1° et 2°, et § 2. Le texte devrait être remanié en conséquence.

+

+ +

On observera enfin que l'article 97 vise, parmi les périodes d'activité de l'officier de réserve qui doivent donner lieu à certaines mesures de sauvegarde, notamment les périodes d'activité dont il est question à l'article 64, § 2. Le Conseil d'Etat se réfère à l'observation qu'il a faite ci-dessus au sujet de cet article 64, § 2.

+

+

+

Article 98.

Suivant l'article 98 du projet, les administrations publiques entendues dans un sens très large "doivent accorder à leurs agents, officiers de réserve, les congés nécessaires à l'exécution des prestations militaires prévues tant pour leur instruction que pour leur avancement; ces congés ne sont pas décomptés de ceux dont les intéressés peuvent normalement bénéficier".

Cet article reprend textuellement, sous réserve de détails de pure forme, les 1er et 2ème alinéas de l'article unique de la loi du 26 mars 1937 dont l'existence a été rappelée dans l'observation faite sous l'article 94.

Le projet n'abrogeant pas cette loi du 26 mars 1937, l'article 98 ne revêt aucune utilité.

.../...

L'exposé des motifs explique cette disposition de la manière suivante :

"Il arrive souvent que l'employeur de l'officier de réserve lui oppose des difficultés à l'octroi de son congé annuel alors que cet officier a dû s'absenter de ses occupations civiles pour effectuer ses prestations réglementaires. Le présent article lève ces difficultés".

Les difficultés dont parle l'exposé des motifs n'existent pas dans l'état actuel de la législation puisque la loi du 26 mars 1937 les a déjà levées en ce qui concerne les agents des pouvoirs publics au sens large. De plus, il y a lieu d'observer que cet article 98 ne s'applique pas aux officiers de réserve qui n'ont pas la qualité d'agent des pouvoirs publics au sens prévu par cette disposition; les autres officiers de réserve auront, dans la mesure où ils sont assujettis à la sécurité sociale, leurs vacances annuelles sauvegardées par la législation sur la matière et par l'article 97 du projet.

L'article 98 du projet doit donc être omis.

+

+

+

.../...

TITRE III. - DISPOSITIONS FINALES.

Le titre III du projet intitulé "Dispositions finales" comprend trois articles. Comme il a été dit ci-avant, il y aurait lieu d'y placer les articles 49 à 54, ainsi que les autres dispositions transitoires qui s'avèrent nécessaires. Le titre III devrait alors s'intituler "Dispositions finales et transitoires".

+
+ +

Article 99.

Les articles 13 et 95 prévoient des mesures de publicité pour l'octroi aux officiers de carrière et de réserve d'une commission à un emploi d'un grade supérieur. Il n'entre évidemment pas dans les intentions du Gouvernement de recommander de telles mesures de publicité pour l'octroi d'une commission à un emploi, en temps de mobilisation de l'armée. Les dispositions qui les prévoient devraient, dès lors, figurer parmi celles que le Roi peut suspendre en temps de mobilisation, en application de l'article 99. Cet article devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 99.-

Lorsque l'armée est mobilisée, le Roi peut suspendre l'application des articles 13, alinéa 2, 29, alinéa 1er, 41, 43, 44, 55, § 1er, 5° et 7°, 79, 82 et 95, alinéa 2".

.../...

Article 100.

Sous réserve des observations relatives à l'abrogation d'autres dispositions légales et d'autres observations formulées dans le présent avis, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 100 du projet de la manière suivante :

"Article 100.-

Sont abrogés :

- 1° la loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée;
- 2° l'article 14, alinéa 5, de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole militaire;
- 3° la loi du 14 décembre 1846 relative à l'avancement des Princes de la famille royale dans l'armée;
- 4° la loi du 18 avril 1905 déterminant l'état et la position des officiers de réserve, modifiée par la loi du 14 juillet 1951;
- 5° la loi du 14 juillet 1951 modifiant la loi du 18 avril 1905, modifiée par la loi du 30 juillet 1955;
- 6° la loi du 28 juillet 1922 relative à l'avancement des chefs de musique, modifiée par les lois du 13 juillet 1934, du 16 juin 1937 et du 19 avril 1949;
- 7° la loi du 8 mai 1924 relative à la création d'un corps d'officiers ingénieurs des fabrications militaires, à l'exception de l'article 2, alinéa 2;
- 8° la loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, modifiée par les lois du 18 mars 1927, des 27 juin et 14 juillet 1930, des 30 mai et 9 juillet 1951, et du 15 mars 1954;

.../...

9° la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, modifiée par les lois du 14 juin 1951, du 15 mars 1954 et du 23 décembre 1955, sous réserve de l'article 21 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs;

10° la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, modifiée par la loi du 15 mars 1954, à l'exception de l'article 35, § 2°.

+
+ +

Ce texte appelle encore deux observations.

Le projet abroge la loi du 3 avril 1948 sur la position et l'avancement des officiers de la force aérienne, modifiée par les lois du 14 juin 1951, du 15 mars 1954 et du 23 décembre 1955 "à l'exception des articles 35, 36 et 37". D'une part, ces trois articles ne contiennent que des dispositions transitoires; d'autre part, le projet ne maintient pas en vigueur l'article 36 bis qui a été inséré dans la loi du 3 avril 1948 par la loi du 14 juin 1951.

Suivant les explications qui ont été données au Conseil d'Etat, les articles 35 à 37 ne sont maintenus en vigueur que par souci de sécurité juridique; les officiers qui en ont bénéficié pourraient croire, si ces articles étaient abrogés, que les avantages qui leur ont été accordés pourraient leur être retirés. Une telle raison ne peut

justifier le maintien dans la législation, de dispositions qui ont cessé de sortir leurs effets; aucun article du projet ne fait craindre que les avantages accordés en application des dispositions transitoires de la loi du 3 avril 1948 ne soient remis en question.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, d'abroger purement et simplement la loi du 3 avril 1948, telle qu'elle a été modifiée sous la seule réserve de l'article 21 de la loi du 23 décembre 1955 qui la maintient en vigueur à titre transitoire pour certains officiers ou candidats officiers auxiliaires de la force aérienne.

+
+ +

Article 101.

Le paragraphe 1er de l'article 101 dispose : "le Roi est chargé de coordonner les dispositions légales en vigueur relatives au statut des militaires des forces armées ...". Au paragraphe 3, le même article prévoit que "la coordination portera l'intitulé suivant : "Lois relatives au statut des militaires des forces armées, coordonnées le ...".

Le Roi sera donc chargé d'établir la coordination non seulement des textes légaux relatifs au statut des officiers des forces armées, mais également de ceux relatifs au statut des sous-officiers et des simples soldats.

.../...

Si telle était vraiment l'intention du Gouvernement, il s'agirait plutôt d'une codification qui grouperait toute la législation relative au personnel militaire des forces armées, les dispositions qui toucheraient à un même objet, par exemple les officiers, ayant au préalable été coordonnées entre elles.

Comme selon l'exposé des motifs du projet, et conformément aux vues de la commission de la Défense nationale de la Chambre des représentants (Session 1955-1956, doc.parl. 358, n° 2), ce sont en réalité les seules lois relatives au statut des officiers qu'il est envisagé de réunir et de coordonner, c'est-à-dire les dispositions du projet et celles des lois relatives aux officiers du cadre de complément et du cadre auxiliaire ainsi qu'éventuellement les dispositions des lois fixant les cadres des forces armées, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 101 de la manière suivante :

"Article 101.-

Le Roi peut coordonner les dispositions légales en vigueur relatives au statut des officiers des forces armées.

A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre et le numérotage des titres, chapitres, sections, articles et paragraphes des lois à coordonner et les regrouper sous d'autres divisions

.../...

- 2° modifier les références contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;
- 3° sans porter atteinte aux principes inscrits dans les dispositions à coordonner et en tenant compte des modifications implicites qu'elles auraient subies, en modifier la rédaction en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie.

La coordination portera l'intitulé suivant :
"Lois relatives au statut des officiers des forces armées coordonnées le ...".

+

+

+

Observations relatives à l'incidence du projet sur
diverses lois en vigueur.

L'article 8 du projet donne aux grades des officiers de la force navale des appellations différentes de celles prévues par la loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale

Sans doute l'article 49, § 2, du projet dispose-t-il qu'il y a équivalence entre les grades énumérés à l'article 8 et ceux énumérés par la loi du 14 juin 1951 : il n'empêche que dans diverses lois que le projet ne modifie pas les anciennes appellations demeureront telles :

.../...

- la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément (articles 2, 6, 7, 8, 10 et 11);
- la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, modifiée par la loi du 30 juillet 1955 (articles 1er, 2, 3, 4 bis, 5 et 7);
- la loi du 18 décembre 1951 fixant le cadre des officiers en activité de service de la force navale en temps de paix (article 3,5°).

Les modifications nécessaires devront être apportées à ces lois, soit à l'occasion de la coordination prévue à l'article 101 du projet, soit lorsque d'autres modifications s'avéreront nécessaires.

+
+ +

Incidence sur la loi du 18 mars 1838 organique de
l'Ecole militaire.

Une observation a déjà été faite lors de l'examen de l'article 10 concernant l'incidence de celui-ci sur la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole militaire.

Cette loi, qui a été modifiée à diverses reprises, n'est plus guère adaptée à la nouvelle organisation des forces armées. En supprimant, par l'article 28, la distinction entre armes et services, et en prenant aux articles 1er à 5 des dispositions faisant que tous les candidats officiers se destinant aux diverses forces armées et aux divers corps peuvent accéder au grade de sous-lieutenant s'ils ont suivi

.../...

les cours de l'Ecole royale militaire, à l'exception sans doute des candidats officiers médecin, pharmacien, dentiste, vétérinaire et chef de musique, le projet se substitue implicitement à l'article 1er de la loi du 18 mars 1838 et modifie, également implicitement, les dispositions de cette loi où il est question des sections des armes simples et des armes spéciales.

Les articles 17, 4°, et 25 de cette loi emploient, de plus, en ce qui concerne les officiers de marine, une terminologie différente de celle en vigueur à la force navale.

Il s'indique d'apporter à cette loi les adaptations nécessaires.

+

+

+

Incidence du projet sur la loi du 14 juillet 1951 sur
la position et l'avancement des officiers du cadre de
complément.

L'article 19 de la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément dispose :

"Sont applicables aux officiers de complément:

- 1° les lois sur la position et l'avancement des officiers, dans la mesure où la présente loi n'y déroge pas;
- 2° la loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée;
- 3° ...".

.../...

Le projet abroge, en son article 100, les lois existantes sur la position et l'avancement des officiers ainsi que la loi du 16 juin 1836; la perte du grade notamment est remplacée par de nouvelles mesures disciplinaires. Le projet rend, dès lors, inutiles l'article 19, 2°, de la loi du 14 juillet 1951 ainsi que l'allusion que l'article 17 de cette même loi fait à l'application de la loi du 16 juin 1836.

Le Conseil d'Etat propose d'insérer dans le titre III du projet, un article rédigé comme suit :

"Article ...

§ 1er. L'article 17, alinéa 2, de la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément est remplacé par la disposition suivante :

"L'officier qui sort du cadre de complément à sa demande, celui qui, par application de l'article 18 de la présente loi réintègre les cadres subalternes et celui auquel le grade est retiré, ne bénéficient pas de cette disposition".

§ 2. L'article 19 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 19.-

Sont applicables aux officiers du cadre de complément :

- 1° les dispositions de la loi relative au statut des officiers de carrière et de réserve concernant les officiers de carrière;
- 2° les lois coordonnées sur les pensions militaires et la législation relative aux pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie".

Incidence du projet sur la loi du 16 juin 1937, loi des cadres en officiers de l'armée sur pied de paix, non compris la gendarmerie.

L'article 2 de la loi du 16 juin 1937, intitulée loi des cadres en officiers de l'armée sur pied de paix non compris la gendarmerie, fixe les effectifs maxima en officiers des cadres actifs, d'une part pour les différentes armes et le corps des transports et, d'autre part, pour l'ensemble des services.

En supprimant la distinction entre les armes et les services parce que, suivant l'exposé des motifs, il est difficile de cataloguer comme arme ou service les formations logistiques, le projet a pour résultat de supprimer implicitement la distinction faite par l'article 2 de la loi du 16 juin 1937.

Cet article devra être mis en concordance avec la loi nouvelle.

L'article 4 de la loi du 16 juin 1937 dispose que "le corps des officiers ingénieurs des fabrications militaires reste régi par la loi du 8 mai 1924 le concernant".

L'article 100 du projet abroge cette loi du 8 mai 1924, à l'exception de l'article 2, alinéa 2, aux termes duquel "le nombre total de ces officiers est fixé par arrêté royal selon les besoins des différents services et établissements intéressés".

L'insertion de cette disposition dans la loi du 16 juin 1937 permettrait d'abroger complètement la loi du 8 mai 1924.

Suivant l'article 5 de la loi du 16 juin 1937, sont notamment considérés comme hors cadres "les officiers en non-activité pour motif de santé ou en non-activité par mesure disciplinaire".

Le projet introduisant par son article 15 la non-activité pour convenances personnelles, il serait logique de modifier l'article 5 de la loi du 16 juin 1937 afin d'y prévoir cette nouvelle hypothèse.

L'article 7 de la loi du 16 juin 1937 dispose que "dans les nombres d'officiers subalternes déterminés à l'article 2 ci-devant, sont compris les sous-lieutenants élèves de l'école d'application de l'Ecole royale militaire en ce qui concerne les armes et les sous-lieutenants élèves médecins, élèves pharmaciens ou élèves vétérinaires en ce qui concerne les services".

Suivant l'article 10 du projet, le Roi ne confèrera plus le grade de sous-lieutenant élève, mais il commissionnera au grade de sous-lieutenant les candidats officiers qui continuent des études.

L'article 7 de la loi du 16 juin 1937 devrait être modifié si le législateur entendait compter parmi les effectifs prévus à l'article 2 de cette loi, les militaires commissionnés au grade de sous-lieutenant; dans le cas contraire, cet article devrait être abrogé comme étant devenu sans utilité.

Incidence du projet sur la loi du 14 juillet 1951 fixant
le cadre des officiers en activité de la force aérienne
en temps de paix.

L'introduction dans la législation de la notion de "corps" nécessitera une modification de terminologie de l'article 2 de la loi du 14 juillet 1951 fixant le cadre des officiers en activité de la force aérienne en temps de paix, aux termes duquel le Roi assure la répartition des officiers "entre les trois catégories de la force aérienne".

L'article 3 de la loi du 14 juillet 1951 dispose que "ne sont pas compris dans les chiffres fixés à l'article 1er :

...

- 4° les officiers de réserve effectuant des rappels obligatoires;
- 5° les sous-lieutenants de réserve pendant leur terme de service actif".

Il faut entendre par rappels obligatoires, les rappels prévus par l'article 64, § 1er. En plus de ceux-ci l'article 64 prévoit en son second paragraphe des rappels d'entraînement qui sont purement volontaires. Ces rappels étant de courte durée, il semble qu'il ne faille pas comprendre les officiers qui les effectuent dans les

.../...

nombres fixés par l'article 1er de la loi du 14 juillet 1951. Il y aurait dès lors lieu de modifier l'article 3, 4°, afin d'y prévoir le cas que vise l'article 64, § 2, du projet.

En application de l'article 55, 7°, il n'y aura plus de sous-lieutenant de réserve milicien; il y aura en revanche, dans la mesure où l'article 60 du projet sera appliqué, des sous-lieutenants miliciens. L'article 3, 5°, de la loi du 14 juillet 1951 doit être modifié, si le législateur entend les maintenir hors des cadres prévus par cette loi.

+

+ +

Incidence du projet sur la loi du 18 décembre 1951 fixant
le cadre des officiers en activité de la force navale en
temps de paix.

Les observations faites ci-dessus concernant l'incidence du projet sur la loi du 14 juillet 1951 fixant le cadre des officiers en activité de la force aérienne en temps de paix valent mutatis mutandis pour la loi du 18 décembre 1951 fixant le cadre des officiers en activité de la force navale en temps de paix.

Il y a cependant lieu d'y ajouter une observation particulière.

.../...

L'article 8 du projet prévoit le grade de commodore, grade équivalent à celui de général-major. L'article 1er de la loi du 18 décembre 1951 ne prévoyant pas d'officier général dans le cadre des officiers de la force navale, devra être modifié afin que l'article 8 du projet puisse sortir ses effets sur ce point.

+

+

+

Incidence du projet sur les lois sur les pensions militaires
coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923.

Aux observations déjà formulées concernant l'incidence des articles 20, 1^o, et 21 du projet sur les lois sur les pensions militaires, il y a lieu d'en ajouter deux, l'une concernant l'incidence du projet sur l'article 2 de ces lois, et l'autre sur l'article 5.

L'article 2 B des lois coordonnées sur les pensions militaires, modifiées par la loi du 13 juillet 1934,
dispose :

"Les officiers et militaires au-dessous du rang d'officier, y compris ceux de la gendarmerie, qui sont sous le coup d'une sanction comportant la destitution, la

.../...

déchéance du grade ou l'exclusion de l'armée ne peuvent revendiquer les droits à pension prévus par le présent article 2. Ils perdent ces droits lorsque pareille sanction est prononcée; toutefois, le Roi peut, à leur demande, leur accorder une pension égale aux trois cinquièmes de celle à laquelle ils auraient pu prétendre en vertu du dit article 2".

Cette disposition fut insérée dans les lois coordonnées sur les pensions militaires par la loi du 13 juillet 1934 pour supprimer une anomalie; sous le régime antérieur l'officier mis à la pension alors qu'il était en non-activité par mesure disciplinaire ne pouvait bénéficier que d'une pension réduite alors que le militaire destitué, déchu ou renvoyé de l'armée, pouvait faire valoir ses droits à pension en application de l'article 2 des lois coordonnées.

L'exposé des motifs explique notamment :

"... un B nouveau qui tend à appliquer, aux officiers et militaires déchus, destitués ou exclus de l'armée, un traitement analogue à celui qui est prévu pour les fonctionnaires civils frappés de la révocation (loi du 21 juillet 1844, article 50). Il leur est interdit, tant qu'ils sont sous le coup d'une sanction comportant déchéance ou exclusion de l'armée, d'exercer les droits prévus à l'article 2, afin qu'ils ne puissent se soustraire aux conséquences de la faute grave qui entraînerait pareille sanction".

Le projet, qui abroge la loi du 16 juin 1836 concernant la perte des grades des officiers de l'armée, prévoit à l'article 11 le retrait de plein droit du grade dans les cas suivants :

- "1° perte de la nationalité belge;
- 2° interdiction non conditionnelle, à perpétuité ou à temps, de l'un des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal;
- 3° démission de l'emploi acceptée si l'officier n'a pas demandé à faire partie du cadre d'officiers de réserve ou n'y est pas admis;
- 4° mise à la retraite lorsque l'intéressé est encore astreint à des obligations militaires et n'est pas admis dans le cadre de réserve;
- 5° démission d'office de l'emploi".

En vertu de cette disposition, le retrait du grade ne constitue la sanction d'une faute grave que dans les hypothèses prévues aux 2° et 5°.

En introduisant le retrait du grade comme conséquence d'une interdiction à temps de l'un des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal prononcée sans sursis, le projet innove. S'il entrerait dans les intentions du Gouvernement d'appliquer en ce cas l'article 2, B, des lois coordonnées sur les pensions militaires, il y aurait lieu de préciser cette dernière disposition.

L'article 5 des lois coordonnées sur les pensions militaires dispose :

"Le temps passé hors d'activité sans traitement ne peut compter dans la supputation du service effectif.

Le temps passé en disponibilité compte pour toute sa durée. Il en est de même du temps passé en non-activité pour cause de maladie contractée à l'occasion du service, pour licenciement de corps ou suppression d'emploi.

Le temps passé en non-activité pour toute autre cause compte pour la moitié de sa durée et le temps passé en réforme pour le quart seulement".

Cet article tient compte des positions d'officiers telles qu'elles étaient prévues dans la loi du 16 juin 1836 qui fixe la position des officiers de l'armée. Si sa terminologie pouvait déjà donner lieu à des difficultés par suite des modifications apportées à ces positions par la loi du 15 septembre 1924 et par les autres lois sur la position et l'avancement des officiers et des sous-officiers, ces difficultés seront beaucoup plus grandes lorsque le projet sera devenu loi. La position de disponibilité notamment est, suivant l'article 69 du projet, une position qui n'existe que pour l'officier de réserve et la position de réforme est, suivant l'article 23 du projet, une position définitive et non plus une position temporaire. Le projet ne prévoit pas de position de non-activité pour licenciement de corps ou suppression d'emploi.

Il y aura dès lors lieu de revoir l'article 5 des lois coordonnées sur les pensions militaires pour le mettre en concordance avec la loi nouvelle. La nouvelle rédaction de cet article 5 devra au demeurant être très large car elle n'aura pas seulement à tenir compte des dispositions du présent statut mais également du statut des sous-officiers et des soldats de carrière.

+

+ +

Incidence du projet sur la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Outre les modifications de terminologie qu'il y aurait lieu d'apporter à la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée à la suite de nouvelles appellations des grades des officiers de la force navale et qui ont été signalées ci-dessus, il y aurait lieu d'apporter à l'article 4 de cette loi, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 30 juillet 1955, une modification de terminologie nécessitée par la suppression des "armes et services" et la création, en leurs lieu et place, des corps.

+

+ +

.../...

Incidence du projet sur la loi du 6 juillet 1935 instituant
l'octroi de grades par voie de commissionnement dans les
cadres de réserve de l'armée.

Aux observations faites ci-avant concernant l'article 95 du projet au regard de la loi du 6 juillet 1935 instituant l'octroi de grades par voie de commissionnement dans les cadres de réserve de l'armée, il y a lieu d'examiner l'incidence du projet sur cette dernière loi.

Divers articles de cette loi du 6 juillet 1935 modifiée par l'arrêté royal du 18 novembre 1939, se réfèrent soit à la loi du 15 septembre 1924, soit à la loi du 18 avril 1905. L'article 100 du projet abrogeant notamment ces deux lois, les références qui y sont faites deviendront inadéquates et devront être remplacées.

L'article 5 de la loi du 6 juillet 1935 dispose :

"Les officiers de réserve spécialistes commissionnés à un grade peuvent, au moment où ils sortent par limite d'âge des cadres de réserve, obtenir le grade de réserve honoraire immédiatement supérieur à celui dont ils étaient revêtus par commissionnement . Ce grade de réserve honoraire est accordé dans les conditions prévues pour l'octroi de ce grade aux officiers de réserve".

Cette disposition est pratiquement devenue sans application depuis que l'arrêté royal du 20 octobre 1953

.../...

relatif au grade honoraire et au titre honorifique du dernier grade des officiers des forces armées n'a plus prévu l'attribution du grade honoraire aux officiers de réserve.

Le projet non seulement ne prévoit pas de grade honoraire pour les officiers de réserve, mais le supprime même pour les anciens officiers de carrière parce que, lit-on dans l'exposé des motifs, le grade supérieur honoraire, "qui ne correspond à aucune notion de l'emploi, n'a, en fait, aucune signification".

Il s'ensuit que pour ne pas créer une contradiction entre le projet et l'article 5 de la loi du 6 juillet 1935, il y aurait lieu d'abroger cette dernière disposition.

Sous réserve des observations ci-dessus, le Conseil d'Etat est d'avis que la loi du 6 juillet 1935, modifiée par l'arrêté royal du 18 novembre 1939, qui lui-même a été confirmé par la loi du 16 juin 1947, devrait être insérée dans le projet ou, tout au moins, être comprise dans la coordination prévue par son article 101.

+

+

+

.../...

Incidence du projet sur la loi du 26 mars 1937 créant l'obligation pour les diverses administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des associations de communes d'accorder des facilités à leurs agents officiers de réserve, afin de permettre à ceux-ci d'accomplir les prestations imposées par leur situation d'officiers de réserve.

Aux observations émises à propos des articles 94 et 98 du projet au regard de la loi du 26 mars 1937, il y a lieu d'ajouter qu'il serait souhaitable, lorsque les modifications estimées nécessaires auront été apportées à cette loi, de l'insérer dans le projet ou tout au moins dans la coordination prévue par son article 101.

+

+ +

Incidence du projet sur la loi du 15 mars 1954 sur l'avancement des officiers d'active ayant combattu en territoire étranger au service de l'Organisation des Nations-Unies.

La loi du 15 mars 1954 sur l'avancement des officiers d'active ayant combattu en territoire étranger, au service de l'Organisation des Nations-Unies, prévoit, en son article unique, pour l'officier des cadres actifs qui a contracté un engagement volontaire au service de l'Organisation des Nations-Unies avant sa nomination au grade de sous-lieutenant, une bonification d'ancienneté pour

.../...

l'accession au grade supérieur, bonification calculée par trimestres entiers passés en dehors du territoire national. Cette loi se réfère aux lois sur la position et l'avancement des officiers, actuellement en vigueur.

L'article unique de cette loi dispose enfin que cette bonification "n'est accordée que dans le cas où l'intéressé a été nommé sous-lieutenant après avoir rempli les conditions prévues par :

- 1° l'article 7 de la loi du 15 septembre 1924 pour les officiers de la force terrestre;
- 2° l'article 13 de la loi du 3 avril 1948 modifiée par la loi du 14 juin 1951 pour les officiers de la force aérienne;
- 3° l'article 9 ou 10, ou 11 de la loi du 14 juin 1951 pour les officiers de la force navale".

L'article 100 du projet abrogeant les lois sur la position et l'avancement des officiers citées dans l'article unique de la loi du 15 mars 1954, il y aurait lieu d'apporter à cet article les modifications nécessaires. Cet article ainsi modifié pourrait trouver sa place dans le titre Ier, chapitre VIII, du projet qui contient certaines dispositions spéciales. A tout le moins, cet article pourrait-il être compris dans la coordination prévue par l'article 101 du projet.

En ce qui concerne spécialement le texte néerlandais du projet, la concordance, l'uniformité de la terminologie et la correction de la langue requièrent un réexamen au cours duquel les modifications proposées à la fin du texte néerlandais du présent avis pourraient y être apportées.

Volgens de memorie van toelichting strekt het ontwerp ertoe "de wetten op de stand en de bevordering van de beroeps- en reserveofficieren van de krijgsmacht met inbegrip van de rijkswacht, te ordenen en er de wijzigingen en de aanvullingen aan te brengen die de ondervinding als onontbeerlijk heeft doen uitschijnen".

Het ontwerp is het eerste deel van een omvangrijker werk, dat het statuut van de verschillende categorieën van officieren der krijgsmacht zou bestrijken.

Gelet op het belang van het ontwerp verdeelt de Raad van State zijn advies in twee : in een eerste deel onderzoekt hij de artikelen die tot opmerkingen aanleiding geven ; in het tweede gaat hij na welke terugslag het ontwerp op andere wetten kan hebben.

+

+ +

Titel I. - Beroepsofficieren.

Artikel 1.

Waar artikel 1, 3°, bepaalt dat de kandidaat, om in de graad van onderluitenant te kunnen worden benoemd, "de leeftijd die de Koning kan bepalen" niet mag hebben overschreden, laat het aan de Koning de taak over te beslissen, of al dan niet een maximumleeftijd moet worden bepaald welke een kandidaat voor de graad van onderluitenant niet mag hebben overschreden.

.../...

Om geheel te voldoen aan het voorschrift van artikel 118 van de Grondwet, volgens hetwelk de bevordering van militairen door de wet wordt geregeld, zou de wet het beginsel van een leeftijdsgrens moeten stellen, terwijl zij het aan de Koning overlaat deze grens te bepalen.

De Raad van State moge opmerken, dat de Koning bij het vervullen van deze opdracht rekening zal dienen te houden met hetgeen de wet van 18 maart 1838 tot inrichting van de Militaire School inzake leeftijd voor toelating tot deze School bepaalt. Voorts moge de Raad erop wijzen, dat de Koning in de praktijk, wat de werving van officieren langs het kader om betreft, impliciet de leeftijd vaststelt welke voor bevordering tot de graad van onderluitenant niet mag worden overschreden, wanneer hij voor deelneming aan de examens die hij bepaalt, een maximumleeftijd vaststelt.

De Raad van State stelt derhalve voor, artikel 1, 3°, als volgt te lezen :

"3° tenminste 19 jaar oud te zijn en de leeftijd die de Koning bepaalt, niet te hebben overschreden".

+

+ +

In artikel 1, 5°, is sprake van "bijzondere korpsen", waarvoor de vereisten om in de graad van onderluitenant benoemd te worden, in de artikelen 2, 3 en 5 worden bepaald. De woorden "bijzondere korpsen" hebben geen welomschreven betekenis; bovendien spreekt artikel 45 van "gespecialiseerde korpsen", en dit zijn niet uitsluitend die waar de artikelen 2, 3 en 5 op doelen.

.../...

De woorden "voor de bijzondere korpsen" dienen in artikel 1, 5°, achterwege te blijven.

+

+ +

Artikel 1, 5°, b, bepaalt, dat de kandidaat "met welslagen de vormingscyclus moet gevolgd hebben - met inbegrip van de cursussen - en geslaagd moet zijn in de proeven, voorzien voor de kandidaten aangeworven langs het kader om".

Door speciaal te zeggen "met inbegrip van de cursussen", voegt het ontwerp niets aan de bepaling toe. In die woorden schuilt gevaar voor een interpretatiemoeilijkheid, vermits de artikelen 2, 3 en 4 spreken van een "vormingscyclus" zonder nadere aanduiding betreffende de cursussen. Het ware daarom verkieslijk deze woorden te schrappen.

+

+ +

Het laatste lid van artikel 1 kan beter als volgt worden gelezen :

"Leerlingen van de Koninklijke Militaire School en kandidaat-officieren die langs het kader om moeten worden aangeworven, kunnen worden verplicht hun opleiding geheel of gedeeltelijk in een buitenlandse militaire instelling te ontvangen".

+

+ +

Artikel 2.

Van 3° en 4° van artikel 2, een en ander op "vormingscyclussen" betrekking hebbend, kan één bepaling worden gemaakt, als volgt :

"3° met goed gevolg, onder meer in de Koninklijke School van de Gezondheidsdienst, de door de Koning bepaalde opleidingscyclussen te hebben gevolgd".

+

+ +

Artikelen 3 en 4.

Voor de overeenstemming met de zoëven aanbevolen tekst, dienen de artikelen 3 en 4 als volgt te worden gewijzigd :

"Artikel 3.-

3° met goed gevolg de door de Koning bepaalde opleidingscyclus te hebben gevolgd.

Artikel 4.-

2° in de Applicatieschool van de rijkswacht met goed gevolg de door de Koning bepaalde opleidingscyclus te hebben gevolgd".

+

+ +

.../...

Artikel 6.

De Raad van State stelt voor, artikel 6 als volgt te lezen :

"Artikel 6.-

De Minister van Landsverdediging beoordeelt de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat vooraler deze zijn opleiding tot officier begint. Deze beoordeling kan in de loop van deze opleiding worden gewijzigd.

De Minister van Landsverdediging beoordeelt de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat opnieuw vooraleer deze de aanstelling in de graad van onderluitenant en de benoeming in deze graad ontvangt".

+

+ +

Artikel 7.

Artikel 7 bepaalt, dat "de graden die de Koning toekent in de krijgsmachten de staat van officier vestigen"; dit is een bepaling die sedert de wet van 16 juni 1836 in de verschillende wetten op de stand en de bevordering van de officieren wordt teruggevonden.

.../...

Ofschoon deze bepaling traditie is geworden, is aan het begrip "staat van officier" nooit enig rechtsgevolg verbonden. Artikel 124 van de Grondwet spreekt alleen van "graden, eretitels en pensioenen" die de militairen niet dan krachtens een wet kunnen worden ontnomen. Deze bepaling kan dus worden geschrapt.

Artikel 8.

In paragraaf 1, eerste lid, schrappe men het woord "opklimmende", dat niets aan de bepaling toevoegt.

Het eerste lid, § 2, van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"De Koning kan andere graden van opper-officier instellen. Deze worden echter alleen tot wederopzeggens toe, bij wege van aanstelling, verleend, voor de uitoefening van ambten in internationale lichamen of in intergeallieerde militaire formaties".

+

+ +

Deze paragraaf 2 bevat nog een tweede lid, dat zegt : "Voor de toepassing van onderhavige wet komt alleen de graad tot dewelke de officier benoemd is in aanmerking".

.../...

Uit deze bepaling zullen ongetwijfeld moeilijkheden ontstaan, vooral bij de toepassing van de kaderwetten, van de wetten op de militaire pensioenen, van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, en van het tuchtreglement.

In het bijzonder moet worden gewezen op eventuele moeilijkheden bij het samenstellen van een militair gerechtshof dat kennis moet nemen van een misdrijf, begaan door een aldus aangesteld officier.

Het onderhavige lid zou daarom met alle nodige bijzonderheden moeten worden aangevuld.

+
+ +

Artikel 10.

Krachtens artikel 10 kan de Koning onder meer in de graad van onderluitenant aanstellen "de leerlingen van de Koninklijke School van de Gezondheidsdienst, die met welslagen drie universitaire studiejaren volbracht hebben waarvan één ten minste in hoedanigheid van leerling van de Koninklijke School van de Gezondheidsdienst".

De bedoeling van de Regering is, dat de Koning eventueel academisch gevormden die met goed gevolg meer dan drie jaren studie hebben gedaan, als kandidaat-onderluitenant kan aanwerven.

.../...

Artikel 10, 2°, ware als volgt te lezen :

"2° de leerlingen van de Koninklijke School van de Gezondheidsdienst, die sedert ten minste één jaar leerling van deze school zijn en met goed gevolg ten minste drie jaren universitaire studiën hebben gedaan".

+

+ +

In artikel 10, 4°, van de Franse tekst, zouden de woorden "deux ans de formation nautique d'officier" beter vervangen worden door de woorden "deux ans de formation d'officier de marine". Een dergelijke formulering wordt trouwens in de Nederlandse tekst gebruikt.

+

+ +

Het slot van artikel 10, tweede lid, bepaalt dat de "onthefing" van de aanstelling "verplichtend is wanneer de aangestelde officier niet te gepasten tijde voldoet aan de voorwaarden die te vervullen blijven voor zijn benoeming".

Artikel 16, eerste lid, van de wet van 18 maart 1838 tot inrichting van de Militaire School bepaalt daarentegen dat "de leerlingen-onderluitenanten die niet mochten slagen voor de examens van het derde of voor die van het vierde studiejaar, in de infanterie of in de kavalerie worden geplaatst".

...../....

Aangezien het ontwerp deze bepaling niet opheft, zal de aanstelling welke, na twee jaar studie bij de Koninklijke Militaire School, wordt verleend aan de leerlingen die zich tot de bijzondere wapens voorbereiden, niet worden ingetrokken indien zij in het derde of het vierde jaar niet slagen ; zij blijven het voordeel genieten van artikel 16, eerste lid, van de wet van 18 maart 1838.

De Raad van State stelt voor, de laatste bepaling van artikel 10, tweede lid, als volgt te lezen :

"Onverminderd de toepassing van de wetsbepalingen betreffende de Koninklijke Militaire School is de intrekking evenwel verplicht wanneer de aangestelde officier niet te rechter tijd voldoet aan de vereisten welke voor zijn benoeming te vervullen blijven".

+
+ +

Artikel 11.

Artikel 11, 2° en 3°, kan beter als volgt worden gelezen :

"2° de onvoorwaardelijk uitgesproken levenslange of tijdelijke ontzetting van een der rechten opgesomd in artikel 31 van het Strafwetboek ;

3° het aangenomen ontslag uit het ambt, indien de officier niet tot het kader der reserve-officiëren wordt toegelaten".

+
+ +

.../...

Artikel 12.

Aangezien artikel 12 bovenaan staat in het hoofdstuk dat over het ambt handelt, ware het verkieslijk het als volgt te lezen :

"Artikel 12.-

Het ambt wordt uitgeoefend krachtens dienstbrieven uitgereikt door de overheid die de Koning bepaalt".

+

+ +

Artikel 13.

Voor artikel 13, eerste lid, ware de volgende lezing duidelijker :

"In uitzonderingsgevallen waarover de Minister verslag uitbrengt, kan de Koning tijdelijk een officier aanstellen om het ambt van een hogere graad uit te oefenen".

+

+ +

De bepaling van het derde lid, dat "de gevolgen van de aanstelling door de Koning worden bepaald", zou zo kunnen worden geïnterpreteerd, dat het de Koning bevoegd maakt de gevolgen van de aanstelling te bepalen, eventueel met afwijking van de onderhavige wet. Aangezien dit niet de bedoeling van de Regering is, ware het derde lid als volgt te lezen:

.../...

"Onverminderd de voorzieningen van deze wet ,
bepaalt de Koning de gevolgen van de aanstelling".

+

+ +

Artikel 14.

Om interpretatiemoeilijkheden te voorkomen,
leze men het begin van artikel 14 beter als volgt :

"Artikel 14.-

Tijdelijke ambtsontheffing heeft alleen
plaats ...".

+

+ +

Volgens artikel 14 kan tijdelijke ambtsont-
heffing onder meer "bij schorsing" plaats hebben.

Uit artikel 18 blijkt, dat het hier niet om
een tuchtmaatregel maar om een ordemaatregel gaat. Het
ware dus juister artikel 14, 4°, als volgt te lezen :

"4° door schorsing bij ordemaatregel".

+

+ +

.../...

Artikel 16.

Teneinde interpretatiemoeilijkheden te voorkomen, leze men artikel 16 als volgt :

"Artikel 16.-

De Koning bepaalt de tijd gedurende welke de officier om gezondheidsredenen afwezig mag zijn. Uiterlijk bij het verstrijken van deze tijd wordt de officier, naar gelang van het geval, in ruste dan wel op reform gesteld, indien zijn gezondheidstoestand hem niet in staat stelt de dienst te hervatten.

Gedurende deze tijd kan de Koning, op advies van een geneeskundige commissie, de officier die nog niet in staat is de dienst te hervatten, op non-activiteit om gezondheidsredenen stellen".

+

+ +

Artikel 17.

Na in beginsel te hebben gesteld, dat non-activiteit bij tuchtmaatregel een van de Koning uitgegaande maatregel is, bepaalt artikel 17, tweede lid, dat die maatregel "voor ten hoogste drie maand" door de Minister van Landsverdediging kan worden genomen.

Artikel 3, A, 1°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934, bepaalt dat de Koning kan op pensioen stellen

.../...

de officieren "met ten minste tien jaar werkelijke dienst ... en die krachtens een koninklijk besluit bij tuchtmaatregel op non-activiteit gesteld worden". Een op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel voor even zware feiten kan dus verschillende gevolgen hebben naar gelang de Koning dan wel de Minister van Landsverdediging daartoe heeft besloten.

Aangezien uit de memorie van toelichting niet blijkt, dat het ontwerp op dit punt wil innoveren, zou het tweede lid van artikel 17 als volgt moeten worden gelezen :

"De maatregel wordt door de Koning genomen. Hij wordt echter door de Minister van Landsverdediging genomen wanneer hij ten hoogste drie maanden moet duren".

+
+ +

Artikel 18.

Artikel 18 stelt de regelen die voor schorsing bij ordemaatregel in acht moeten worden genomen.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg wordt de officier tegen wie deze ordemaatregel wordt uitgesproken, niet alleen geschorst in zijn ambt maar ook in zijn aanspraken op het uitoefenen van enig ambt van zijn graad.

De woorden "in zijn functies", in de eerste volzin van dit artikel 18, moeten dus achterwege blijven.

+
+ +

.../...

Artikelen 20 en 21.

Het stelsel der rustpensioenen van de officieren is vastgesteld in de wetten op de militaire pensioenen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 11 augustus 1923.

Artikel 2 van deze wetten, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1930, bepaalt onder A, 1°, 2° en 4° :

"Hebben recht op een rustpensioen wegens dienstouderdom :

- A. 1° de hogere en de opperofficieren die veertig jaar werkelijke dienst hebben en die ten volle vijftig jaar oud zijn ; de hogere officieren en de opperofficieren die veertig jaar werkelijke dienst hebben, waarvan tenminste twaalf bij het kader van het varend personeel van het militair vliegwezen, en die ten volle vijfenveertig jaar oud zijn ;
- 2° de lagere officieren die vijfendertig jaar werkelijke dienst hebben en die ten volle vijftig jaar oud zijn ; de lagere officieren die vijfendertig jaar werkelijke dienst hebben, waarvan ten minste tien bij het kader van het varend personeel van het militair vliegwezen, en die ten volle veertig jaar oud zijn ;

...

.../...

4° de officieren ... met ten minste tien jaar werkelijke dienst en die wegens verwondingen of lichaamsgebreken, waardoor zij recht verkrijgen op het bij titel II voorziene pensioen, buiten staat zijn nog te dienen. Wanneer dit laatste pensioen voorlopig wordt toegekend, komt het dienstouderdomspensioen uit hoofde van bovenstaande bepalingen slechts tijdelijk ten goede ; het wordt definitief, wanneer bovenvermeld voorlopig pensioen in definitief pensioen wordt omgezet ; het valt weg, wanneer dit voorlopig pensioen onttrokken wordt".

Behalve dit 4° worden de aangehaalde bepalingen van artikel 2, die het recht op anciënniteitspensioen op een bepaalde leeftijd verlenen, weinig toegepast omdat in de praktijk zelden aan de gestelde vereisten wordt voldaan. Over het algemeen wordt de officier op pensioen gesteld bij toepassing van artikel 3 van de gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934, dat ten aanzien van de officieren bepaalt :

"De Koning kan op pensioen stellen :

A. De officieren :

- 1° met ten minste tien jaar werkelijke dienst ... en die krachtens een koninklijk besluit bij tuchtmaatregel op non-activiteit gesteld worden ;
- 2° met ten minste tien jaar werkelijke dienst ... die niet meer geschikt bevonden worden om de functies van hun graad waar te nemen ;
- 3° met veertig jaar werkelijke dienst, die het aanvragen;

.../...

- 4° die de leeftijd van volle vijftig jaar bereikt hebben zo er sprake is van lagere officieren, en de leeftijd van volle vijfenvijftig jaar wanneer het hoofd en opperofficieren geldt ;
- 5° die tot het kader van het militaire vliegwezen behoren en veertig jaar oud zijn zo het lagere officieren geldt, en vijfenveertig jaar indien het hoofd- of opperofficieren betreft ;
- 6° op hun verzoek, de officieren met ten minste tien jaar werkelijke dienst ... waarvan vier jaar in de graad van officier en ten hoogste dertig jaar, die er in toestemmen naar het reservekader over te gaan en de aan dit kader opgelegde verplichtingen na te komen.

Dit pensioen wordt maar definitief op het oogenblik dat gezegde verplichtingen vervuld zijn .

Een koninklijk besluit zal jaarlijks, per graad, wapen of dienst, het aantal officieren bepalen die het voordeel van deze bepalingen kunnen genieten.

...

C. De officieren ... met tenminste tien jaar werkelijke dienst en die gedwongen zijn de dienst te verlaten wegens lichamelijke ongeschiktheid ...

D. De officieren ... van het varend personeel, die tien jaar werkelijke dienst tellen ... en voor de dienst van het militair vliegwezen ongeschikt bevonden worden".

.../...

Er moet dus worden onderzocht, welke terugslag de artikelen 20 en 21 van het ontwerp kunnen hebben op deze bepalingen van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen.

Artikel 20 van het ontwerp bepaalt, dat definitieve ambtsontheffing onder meer kan plaats hebben door "opruststelling"; artikel 21, eerste lid, zegt : "de opruststelling heeft plaats in de gevallen voorzien door de wetten op de militaire pensioenen". Om de invoering van dit begrip in de militaire wetgeving te verantwoorden, verklaart de memorie van toelichting : "het toekennen van een anciënniteitspensioen volgt op de definitieve ontheffing uit het ambt door opruststelling ; dit laatste begrip bestaat niet in de huidige wetten ; dit is een leemte die dient aangevuld te worden".

Hoe dan ook, rijst hierbij de vraag of artikel 20, 1°, en artikel 21 in het onderhavige ontwerp van wet een plaats moeten krijgen. Al wat anciënniteitspensioenen, betreft is tot dusver altijd geregeld, niet in de wetten op de stand en de bevordering der officieren, maar in de bijzondere wetten op de militaire pensioenen. Wil men op deze weg voortgaan, dan zouden deze bepalingen van het ontwerp in de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen moeten worden ingevoegd.

Wil de Regering echter, zoals de memorie van toelichting er schijnt op te wijzen, de ingewikkelde operatie van de toelating tot het pensioen in twee splitsen, namelijk de inruststelling en de uitkering

.../...

van het pensioen, dan ware het logischer in het ontwerp de verschillende gevallen op te sommen waarin een officier in ruste kan worden gesteld, terwijl de pensioenwetten alleen nog de geldelijke gevolgen uit deze administratieve beslissing moeten afleiden. In dat geval zouden de artikelen 2 en 3 van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen en artikel 21 van het ontwerp opnieuw moeten worden onderzocht, met het oog op de splitsing van de materie.

Bij artikel 21, tweede lid, is een andere opmerking te maken. De tekst luidt : "De Koning bepaalt de leeftijd waarop de officieren van de verschillende graden op rust moeten gesteld worden in de verschillende korpsen".

Deze bepaling, die alleen betrekking schijnt te hebben op de inruststelling wegens leeftijdsgrens en niet bij tuchtmaatregel of wegens ongeschiktheid, is in tegenspraak met artikel 2, A, 1° en 2°, alsook met artikel 3, A, 4° en 5°, waarin leeftijdsgrenzen zijn vastgesteld die, op deze leeftijden, recht geven op een rustpensioen of waarin de Koning bevoegdheid krijgt, officieren die een minder gevorderde leeftijd hebben bereikt op pensioen te stellen.

Zoals het gesteld is, wijzigt artikel 21, tweede lid, impliciet de door de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen bepaalde leeftijdsgrenzen, aangezien het aan de Koning een algemene bevoegdheid geeft om nieuwe leeftijdsgrenzen te bepalen.

.../...

Dient deze bepaling alleen om de Koning toe te laten, de leeftijden voor inrustestelling te bepalen binnen de bij de gecoördineerde wetten voorgeschreven grenzen, dan moet zij zo worden omgewerkt dat deze beperking beter uitkomt.

+

+ +

Artikel 21, vierde lid, bepaalt dat "de belanghebbende (op de inrustestelling) geen militaire verplichtingen meer heeft".

Volgens de bedoeling van de Regering, die onder meer uit artikel 11, 4°, blijkt, heeft deze bepaling alleen betrekking op officieren die om redenen van lichamelijke ongeschiktheid in ruste zijn gesteld, waarbij om dezelfde reden nog moeten komen de officieren die in aanmerking komen voor artikel 2, A, 4°, van de wetten op de militaire pensioenen.

Deze alinea moet dus worden gewijzigd.

+

+ +

Indien de Regering niet het voornemen heeft, de artikelen 2 en 3 van de wetten op de militaire pensioenen en de artikelen 20, 1°, en 21 van het ontwerp later opnieuw ter hand te nemen, stelt de Raad van State in afwachting voor, artikel 21 van het ontwerp te lezen als volgt :

.../...

"Artikel 21.-

Inrustestelling heeft plaats in de gevallen waarin volgens ~~titel~~ I van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen een definitief rustpensioen wegens dienstanciënniteit wordt toegekend.

De Koning bepaalt binnen de bij titel I van deze wetten gestelde grenzen, op welke leeftijd de officieren van de verschillende graden in de onderscheiden korpsen in ruste worden gesteld.

Inrustestelling wegens lichamelijke ongeschiktheid heeft plaats op het eensluidend advies van een geneeskundige commissie.

De officier die wegens lichamelijke ongeschiktheid in ruste wordt gesteld of die onder toepassing valt van artikel 2, A, 4°, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, heeft niet langer militaire verplichtingen".

+
+ +

Artikel 22.

Dit artikel luidt :

"Het ontslag moet blijken uit een schriftelijke aanvraag waarbij de officier op ondubbelzinnige wijze zijn wil kenbaar maakt zijn ambt neer te leggen. Het ontslag heeft slechts uitwerking indien het aanvaard wordt door de Koning. De Minister van Landsverdediging kan het ontslag weigeren indien hij oordeelt dat het strijdig is met het belang van de dienst".

.../...

Hieruit volgt dat de Koning zich over het door een officier ingediende ontslag alleen heeft uit te spreken, voor zover de Minister van Landsverdediging niet vooraf heeft geoordeeld, dat het aannemen van dit ontslag met het belang van de dienst in strijd is, en het bijgevolg niet heeft geweigerd. Een zodanige splitsing van de bevoegdheid terzake van beslissingen over eenzelfde akte verbreekt de samenhang en verhindert de Koning het belang van de dienst tenvolle te beoordelen.

Voorts stelt de Raad van State, onder weglating van het overbodige, volgende lezing voor :

"Artikel 22.-

Het ontslag moet schriftelijk worden ingediend; het heeft eerst uitwerking wanneer de Koning het heeft aangenomen".

+

+ +

Artikel 24.

Volgens artikel 24, tweede lid, kan de Koning een officier van ambtswege uit zijn ambt ontsetten, op het gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging en na raadpleging van een onderzoeksråd, die tot taak heeft uit te maken of de feiten vaststaan en over de gewichtigheid ervan advies te geven. Dit artikel komt, wat de beroepsofficieren betreft, in de plaats van de wet van 16 juni 1836 aangaande het verlies van de graden der officieren bij het leger. Deze wet, tot stand gekomen ter uitvoering van artikel 124 van de Grondwet, naar luid waarvan

.../...

"de militairen uit hun graden, ererechten en pensioenen niet kunnen worden ontzet dan op de bij de wet bepaalde wijze", stelt de regelen voor de samenstelling van de onderzoeksraad en voor de afwikkeling van de procedure bij deze raad. De Raad van State is van mening dat het ontwerp, zo de Regering niet voornemens is er deze regelen in over te nemen, ter voldoening aan artikel 124 althans zou moeten bepalen dat de Koning ermede belast is de samenstelling van de onderzoeksraad en de aldaar te volgen procedure in een organiek besluit te regelen.

De Raad van State stelt voor, dit artikel te lezen als volgt :

"Artikel 24.-

Indien een officier zich aan ernstige, met zijn hoedanigheid van officier niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt, kan hij uit zijn ambt worden ontzet.

De maatregel wordt door de Koning genomen op het gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging en na raadpleging van een onderzoeksraad.

De onderzoeksraad gaat na of de feiten vaststaan en brengt advies uit over de ernst ervan.

De Koning bepaalt de samenstelling van de onderzoeksraad en regelt de procedure".

+

+ +

.../...

Artikel 25.

De strekking van dit artikel zou beter tot uiting komen indien de woorden "Onder voorbehoud van de leeftijd van opruststelling", waarmede het tweede lid van artikel 25 begint, werden vervangen door: "Onverminderd de bepalingen tot vaststelling van de leeftijd van inruststelling"...".

+

+

+

Artikel 26.

Volgens de derde paragraaf van artikel 26 "worden van rechtswege beschouwd als periodes van non-activiteit : ... elke periode van gevangenisstraf ondergaan door een veroordeelde". Daar het de bedoeling van de Regering is, alleen de tijd van de gevangenisstraf waartoe een officier mocht zijn veroordeeld en welke hij heeft uitgedaan, als periode van non-activiteit in aanmerking te nemen, behoeft de derde paragraaf in zover wijziging dat de periode van voorhechtenis, in geval zij van langere duur is dan de opgelegde gevangenisstraf, uit de periode van non-activiteit wordt uitgesloten.

+

+

+

Na de bepaling dat "van rechtswege als periodes van non-activiteit worden beschouwd : ... elke periode van gevangenisstraf ondergaan door een veroordeelde", vervolgt artikel 26, § 3 : "De Minister van Landsverdediging mag van deze bepaling afwijken wanneer de veroordeling uitgesproken wordt door een vreemde jurisdictie".

.../...

Uit de combinatie van beide bepalingen volgt dat de veroordeling, die een buitenlands gerecht bij toepassing van de eigen landswet uitspreekt, voor de officier dezelfde gevolgen zal hebben als was zij door een gerecht van zijn land uitgesproken.

Een zodanige maatregel strijdt met het beginsel, dat buitenlandse strafvonnissen geen rechtsgevolgen hebben in België, behoudens toepassing van artikel 13 van de wet van 17 april 1878 (*Répertoire pratique du Droit belge*, V^o *Exécution des jugements et arrêts en matière répressive*, n^o 2).

Wil men van dit beginsel niet afwijken dan moet men het ontwerp zo verstaan, dat de Minister in elk afzonderlijk geval, na de feiten te hebben beoordeeld die tot gevangenzetting in het buitenland aanleiding hebben gegeven, beslist of de daaruit gevolgde afwezigheid al dan niet onregelmatig is. Ingeval de gevangenzetting plaats heeft gehad gedurende een verlof, beschikt de Minister over de tuchtvordering.

Om alle twijfel omtrent de strekking van deze bepalingen te voorkomen, stelt de Raad van State voor artikel 26, § 3, volgende lezing voor :

"§ 3. Cp non-activiteit worden van rechtswege geacht te zijn :

- 1^o officieren wier afwezigheid onregelmatig is bevonden ;
- 2^o officieren in België, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi veroordeeld tot een vrijheidsstraf, terwijl zij deze straf ondergaan".

.../...

Binnen de werkingssfeer van § 3, 1°, vallen met deze tekst, de gevangenisstraffen in het buitenland ondergaan krachtens beslissingen van buitenlandse gerechten, terwijl tot de werkingssfeer van 2° blijven behoren, de gevangenisstraffen ondergaan krachtens in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi gewezen rechterlijke beslissingen.

+

+ +

Artikel 27.

Volgens artikel 27 moet de officier die "van het leger gescheiden is hetzij wegens oorlogsomstandigheden, hetzij wegens uitzonderlijke omstandigheden die niet door zijn eigen daad veroorzaakt zijn", "wanneer hij zich terug bij het leger gemeld heeft, ... gelegenheid krijgen zich te verantwoorden tegenover de militaire overheid, aangeduid door de Koning".

Deze officier bevindt zich krachtens artikel 26 in de toestand van werkelijke dienst, maar de Koning kan de periode van afwezigheid geheel of ten dele in non-activiteit veranderen "indien de feiten die de afwezigheid veroorzaakt hebben, of indien het gedrag van de officier gedurende de afwezigheid onverenigbaar zijn met de staat van officier".

Op grond van de geldende bepalingen wordt over de gevolgen die ter zake van de anciënniteit van de officier aan de gevangenschap zijn verbonden, geadviseerd door commissies waarvan de Koning de samen-

.../...

stelling bepaalt en door een commissie van beroep waarvan de Koning eveneens de samenstelling bepaalt, maar die door een raadsheer in het Hof van beroep moet worden voorgezeten (artikel 18 van de wet van 15 september 1924 - art. 22 van de wet van 3 april 1948 - art. 22 van de wet van 14 juni 1951). Deze bepalingen zijn beter in overeenstemming met artikel 118 van de Grondwet, naar luid waarvan de bevordering der militairen door de wet wordt geregeld, dan het ontwerp, volgens hetwelk de van het leger gescheiden officier verantwoording dient te geven "tegenover de militaire overheid, aangeduid door de Koning".

Volgens de Raad van State zou de wet moeten zeggen dat het gaat om een militaire commissie waarvan de Koning de samenstelling in een organiek besluit, en niet in elk afzonderlijk geval bepaalt. Voor artikel 27, tweede en derde lid, beveelt de Raad volgende lezing aan :

"Wanneer de periode van afwezigheid ten einde is, verandert de Koning ze geheel of ten dele in non-activiteit, indien de aan de afwezigheid ten grondslag liggende feiten of het gedrag van de officier gedurende de afwezigheid, met zijn plichten van officier niet overeen te brengen zijn of aan de waardigheid van zijn hoedanigheid als officier afbreuk doen.

Nadat hij zich opnieuw bij het leger heeft gevoegd, krijgt de officier gelegenheid zich voor een militaire commissie te verantwoorden.

De Koning bepaalt de samenstelling van de commissie en regelt de procedure".

.../...

Oordeelt de wetgever dat een magistraat de commissie moet voorzitten, dan behoort de tekst terzake te worden aangevuld. Aanvulling ware ook nodig indien hij een commissie van beroep meent te moeten behouden.

+
+ +

Artikel 28.

Dit artikel 28 bepaalt : "In elke krijgsmacht zijn de officieren verdeeld in korpsen die door de Koning worden bepaald"; naar de opvatting van de Regering wil het ontwerp, dat op het statuut der officieren betrekking heeft, daarmede geen regel stellen voor de inrichting der **krijgsmachtdelen**; het geeft de Koning alleen maar opdracht, de officieren over de korpsen te verdelen.

Voor dit artikel 28 beveelt de Raad van State daarom de volgende tekst aan :

"Artikel 28.-

In elk van de krijgsmachtdelen verdeelt de Koning de officieren over de door hem aangewezen korpsen".

+
+ +

.../...

Artikel 29.

Wanneer het ontwerp in artikel 29 zegt :
"De inschrijving in een korps wordt gedaan ten laatste op het ogenblik dat de officier tot de graad van onderluitenant benoemd wordt", wil het volgens de bedoeling van de Regering deze inschrijving mogelijk maken vanaf de aanstelling in de graad van onderluitenant in de onder artikel 10 bedoelde gevallen.

Artikel 29, eerste lid, zou aan duidelijkheid winnen indien deze bedoeling beter tot uiting kwam; voorgesteld wordt :

"De inschrijving in een korps heeft plaats op het tijdstip waarop de officier in de graad van onderluitenant wordt benoemd; zij kan plaats hebben vanaf de dag waarop de Koning de in artikel 10 bedoelde kandidaten in de graad van onderluitenant heeft aangesteld".

+

+ +

Artikel 30.

Met de bepaling in artikel 30, tweede lid, dat de overplaatsing van ambtswege in het belang van de dienst "uitgesproken wordt door de Koning, op gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging en na advies van een door de Koning aangeduide militaire overheid", lijkt het ontwerp te stellen dat de Koning in elk afzonderlijk geval de militaire overheid zal aanwijzen die van advies moet dienen.

.../...

Aangezien de Regering het dienen van advies daarentegen opvat als een organieke en permanente taak van de aangewezene overheid, stelt de Raad van State voor, dit lid als volgt te lezen :

"De overplaatsing wordt door de Koning bevolen op het gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging en na advies van de militaire overheid aan wie de Koning deze taak opdraagt".

+

+ +

Artikel 32.

De bedoeling van de Regering is, de Koning bevoegdheid te verlenen tot het bevelen van overplaatsing niet alleen ingeval de korpsen waaruit het krijgsmachdeel bestaat worden gewijzigd, maar ook ingeval nieuwe korpsen tot stand worden gebracht of de krijgsmacht zelf wijziging ondergaat; om die bedoeling juist tot uitdrukking te doen komen, zou artikel 32 van het ontwerp als volgt moeten luiden :

"Artikel 32.-

Wanneer een nieuwe verdeling van de officieren ingevolge een wijziging in de organisatie der krijgsmacht moet plaats hebben, beveelt de Koning de nodige overplaatsingen".

+

+ +

.../...

Artikel 33.

Volgens artikel 33, "kan elke officier, met uitsluiting van de officieren der rijkswacht, welke ook het korps weze waar hij ingeschreven is, aangeduid worden om dienst te doen in eender welke formatie van de krijgsmacht".

Aldus geredigeerd, maakt deze bepaling het voor rijkswachtofficieren onmogelijk aangewezen te worden tot het verrichten van dienst bij andere krijgsmachtdelen, terwijl zij daarentegen toestaat dat officieren van land-, lucht- en zeemacht worden aangewezen om dienst te doen bij de rijkswacht.

Thans komen, bij toepassing van artikel 15 van de wet van 15 september 1924, alleen officieren uit het rijkswachtkorps in aanmerking om bij de rijkswacht te dienen.

Artikel 10 van het ontwerp van wet op de rijkswacht (Zitting 1955-1956, Senaat, Parl. doc. nr 335) bevat de volgende afwijking van dit beginsel :

"Officieren-geneesheren, -apothekers en -dierenartsen, en officieren van de financiële dienst kunnen aangewezen worden om bij de rijkswacht dienst te doen".

Er is dus wel enige tegenspraak tussen artikel 33 van het ontwerp, dat officieren van land-, lucht- en zeemacht op algemene wijze toestaat dienst te doen bij de rijkswacht, en artikel 10 van het ontwerp van wet op de rijkswacht, op grond waarvan alleen officieren-geneesheren, -apothekers, -dierenartsen en officieren van de financiële dienst kunnen worden aangewezen om in dit korps te dienen.

De Raad van State is van oordeel, dat in het huidige ontwerp een plaats moet worden ingeruimd voor dit artikel 10, dat met artikel 33 kan worden verwerkt als volgt :

"Artikel 33.-

Ieder officier, onverschillig tot welk korps hij behoort, kan aangewezen worden om dienst te doen bij een andere formatie van de krijgsmacht.

Dit artikel geldt niet voor de rijkswacht.

Nochtans kunnen officieren-geneesheren, -apothekers en -dierenartsen, officieren van administratie en officieren-militaire administrateurs worden aangewezen om bij de rijkswacht te dienen".

+

+

+

Artikel 34.

Aangezien uit het opschrift van hoofdstuk VI al blijkt dat dit hoofdstuk handelt over de anciënniteit voor de bevordering in graad, kan artikel 34 als overbodig achterwege blijven.

+

+

+

.../...

Artikel 35.

Het tweede en het derde lid van artikel 35, § 2 kunnen als volgt worden samengevoegd :

"Wanneer de aangestelde officier zijn opleiding echter niet binnen de gestelde termijn heeft voltooid of wanneer hij bij toepassing van artikel 37, § 1, anciënniteit heeft verloren, wordt de dag van zijn benoeming vastgesteld met inachtneming van de bijkomende termijn die hij ter voltooiing van deze opleiding nodig heeft gehad of van de anciënniteit die hij verloren heeft".

+

+ +

Artikel 36.

Artikel 36, § 1, van het ontwerp, dat betrekking heeft op de onderlinge anciënniteit van de op dezelfde dag benoemde onderluitnants, zegt niet welke overheid bevoegd is de regelen te stellen, die voor de toepassing ervan nodig zijn. Aangezien de Regering zich voorneemt deze regelen bij koninklijk besluit te bepalen, stelt de Raad van State voor, artikel 36, § 1, te lezen als volgt :

"Artikel 36.-

§ 1. De betrekkelijke anciënniteit der onderluitnants die op dezelfde dag zijn benoemd en die aan hetzelfde examen hebben deelgenomen, wordt vastgesteld door de rangschikking welke volgens de door de Koning bepaalde regelen, na afloop van de voor hun benoeming opgelegde examens is opgesteld.

.../...

De betrekkelijke anciënniteit der onderluitenanten die op dezelfde dag zijn benoemd en die niet aan hetzelfde examen hebben deelgenomen wordt vastgesteld onder inachtneming, volgens de door de Koning bepaalde regelen, van de verschillende opgemaakte rangschikkingen en van het aantal benoemde officieren."

+

+ +

Artikel 37.

Na in § 1 te hebben verklaard dat het anciënniteitsverlies wordt afgetrokken van de anciënniteit in de graad van onderluitenant, stelt artikel 37 van het ontwerp in een tweede paragraaf : "De anciënniteit in de graad die de officier heeft, wordt gewijzigd ingevolge de toepassing van paragraaf 1".

Daar deze wijziging niet kan plaats hebben dan volgens bepaalde regelen, die thans door de Koning zijn vastgesteld, behoort artikel 37, § 2, als volgt te worden gelezen :

" § 2. De anciënniteit in de graad welke een officier voert, wordt volgens de door de Koning bepaalde regelen gewijzigd, naar gelang van de toepassing welke te zijnen aanzien van paragraaf 1 is gemaakt".

+

+ +

.../...

Een betere lezing voor artikel 37, § 3, ware :

"§ 3. Aan een officier die, nadat hij wegens tijdelijke ongeschiktheid bij de bevordering is voorbijgegaan, in een andere graad van lager officier wordt benoemd, kent de Koning bij deze benoeming een nieuwe anciënniteit als onderluitenant toe, tussen die van de officier onmiddellijk voor hem en die van de officier onmiddellijk na hem in zijn nieuwe graad".

+

+ +

Artikel 38.

Dit artikel, dat de mogelijkheid opent om een bijkomende anciënniteit voor de overgang naar de graad van kapitein toe te kennen aan officieren die alvorens hun officiersopleiding te beginnen, "hogere studies" hebben gedaan, gebruikt een niet zeer nauwkeurige terminologie. Artikel 11 van de wet van 15 september 1924, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1930 waarin dezelfde termen zijn gebruikt, is door het koninklijk besluit van 26 augustus 1935 uitgevoerd. In dit besluit neemt de Koning alleen de universitaire diploma's en getuigschriften in aanmerking.

Daar de bedoeling van de Regering is, het begrip "hogere studies" ruimer op te vatten, zodat het met name ook de door hogere technische scholen of door buitenlandse hogere scholen afgegeven diploma's omvat, geeft de Raad van State in overweging het vierde lid van artikel 38 zo te wijzigen, dat het de Koning bevoegdheid geeft tot het bepalen van de hogere studies waarvoor bijkomende anciënniteit kan worden verleend.

+

+ +

.../...

Het eerste en het tweede lid van artikel 38 kunnen als volgt worden gesteld :

"Bijkomende anciënniteit voor zijn benoeming in de graad van kapitein wordt verleend aan :

1° de officier die vóór hij tot de Koninklijke Militaire School of tot de in artikel 1, 5°, b, bedoelde opleidings-cyclus werd toegelaten, met goed gevolg hogere studies heeft gedaan;

2° de krachtens artikel 2, 3°, b, aangeworven officier-geneesheer, -apotheker of -tandarts".

+

+

+

De Raad van State acht het overbodig in het derde lid van artikel 38 te zeggen dat "de bijkomende anciënniteit eens verworven, geldt voor de verdere loopbaan van de officier", want hetzelfde lid bepaalt onmiddellijk daarop dat "zijn anciënniteit in de graad van onderluitenant dienovereenkomstig wordt gewijzigd".

+

+

+

.../...

Om rekening te houden met de opmerking die vooraan in de commentaar op artikel 38 is gemaakt, leze men het vierde lid van het artikel als volgt :

"De Koning bepaalt de studiën waarvoor bijkomende anciënniteit kan worden verleend, en de overige voorwaarden die aan het genot van deze bijslag worden verbonden".

+

+

+

Artikel 39.

Een betere lezing voor de tweede volzin van artikel 39, § 1, ware :

"Ter zake van de bevordering deelt hij het lot van de officieren van zijn nieuw korps die tegelijk met hem in de graad van onderluitenant zijn benoemd en in dat korps een normale loopbaan hebben gehad".

Het tweede lid van artikel 39, § 2, zou beter als volgt luiden :

"Indien deze officier echter naderhand bij toepassing van artikel 32 naar een ander korps van de krijgsmacht wordt overgeplaatst, krijgt hij zijn oorspronkelijke rangschikking terug".

+

+

+

.../...

Artikel 40.

Artikel 40 zegt : "De graden van lager officier worden begeven volgens anciënniteit. Nochtans mag de officier, die niet geschikt geoordeeld wordt om de functies van de hogere graad uit te oefenen bij de bevordering voorbijgegaan worden".

De wetten die thans de bevordering der officieren regelen, bevatten een soortgelijke bepaling maar schrijven niet uitdrukkelijk voor, dat de kandidatuur van een bij bevordering voorbijgegaan officier opnieuw wordt onderzocht. De Raad van State heeft echter beslist, dat deze officier bij latere bevorderingen in die graad kandidaat blijft tot hij de grensleeftijd bereikt of om enige andere reden wordt uitgesloten (R.S. Kokelbergh, 4-12-1953, Verz.B.D. blz. 1480); voorts heeft hij aangenomen dat een nieuw onderzoek van de kandidatuur verplicht is wanneer een nieuw feit zich voordoet (R.S. Mathieu, 13-6-1952, Verz B.D. blz. 607).

Volgens de memorie van toelichting "biedt het ontwerp meer waarborgen aan de lagere officier, die in zijn bevordering vertraagd wordt voor tijdelijke ongeschiktheid".

Het ontwerp zegt weliswaar, dat de kandidatuur van een voorbijgegaan officier "opnieuw onderzocht mag worden", maar schrijft dit onderzoek niet uitdrukkelijk voor en geeft geen zekerheid over het tijdstip waarop dit nieuwe onderzoek moet plaats hebben, noch zelfs over de overheid die dit onderzoek kan teweegbrengen en over de redenen die haar tot het nemen van zulk een beslissing zouden nopen.

.../...

Tenslotte bepaalt het ontwerp, dat de kandidatuur niet meer wordt onderzocht als eenmaal vijf jaren na het eerste onderzoek zijn verstreken.

Daarom vraagt de Raad van State zich af, of de bedoeling van de Regering, zoals die uit de memorie van toelichting blijkt, in artikel 40 van het ontwerp wel goed is weergegeven.

Onder voorbehoud van deze opmerking stelt de Raad van State voor, artikel 40 als volgt te lezen :

"Artikel 40.-

§ 1. De graden van lager officier worden volgens de anciënniteit begeven.

De officier echter van wie de Minister van Landsverdediging oordeelt dat hij niet bekwaam is de functies van de hogere graad uit te oefenen of dat hij niet op bevredigende wijze dient, kan bij de bevordering worden voorbijgegaan.

Alvorens zodanige beoordeling uit te spreken, wint de Minister van Landsverdediging het advies van de hiërarchische chefs in; geen advies mag worden doorgegeven zonder dat de officier de gelegenheid heeft gehad er zijn verklaringen aan toe te voegen.

.../...

§ 2. De kandidatuur van de officier die voorbijgegaan is, kan opnieuw worden onderzocht; een laatste onderzoek heeft plaats in het vijfde jaar te rekenen van het eerste onderzoek ervan.

De officier die na dit laatste onderzoek niet is bevorderd, komt niet langer voor bevordering in aanmerking".

+
+ +

Artikel 41.

Dit artikel draagt de Koning de zorg op, de voorwaarden van deelneming aan de examens voor majoor en de regelen voor de inrichting dezer examens vast te stellen. In tegenstelling met de thans geldende voorschriften wordt hier niets gezegd over het programma van deze examens. Aangezien het ontwerp de Koning machtigt de regelen inzake inrichting van deze examens, d.i. de bijzonderheden ervan vast te stellen, ligt het in de rede dat het hem ook het uitwerken van het programma dezer examens wil opdragen. Naar het oordeel van de Raad van State behoort dit uitdrukkelijk te worden gezegd; voor artikel 41, eerste lid, wordt daarom de volgende lezing aanbevolen :

"Geen officier kan in de graad van majoor worden benoemd, indien hij niet slaagt voor examens waarvan de Koning de regelen inzake deelneming, de programma's en de wijze van inrichting vaststelt".

+
+ +

Na in het eerste lid te hebben bepaald, dat "geen enkel officier tot de graad van majoor benoemd kan worden indien hij niet slaagt in proeven", bepaalt artikel 41 in het tweede lid, dat "de officieren die de door de Koning bepaalde militaire brevetten bezitten, geheel of gedeeltelijk van deze proeven kunnen worden vrijgesteld".

Volgens het ontwerp zal de Koning dus vaststellen, aan welke militaire brevetten vrijstelling van examens voor majoor kan worden verbonden, terwijl toch artikel 12 van de wet van 15 september 1924 en artikel 16 van de wet van 14 juni 1951 vrijstelling van het majoorsexamen thans alleen kennen voor officieren van de landmacht en de zeemacht die stafbrevethouder zijn.

De nauwkeuriger voorzieningen die thans van kracht zijn, voldoen beter aan het voorschrift van artikel 118 van de Grondwet dan het tweede lid van artikel 41 van het ontwerp.

In een zo gewichtige aangelegenheid als de bevordering van officieren, meer in 't bijzonder de overgang naar de categorie hoofdofficieren, welke de Grondwet aan de wetgever heeft willen opdragen, acht de Raad van State het verkieslijk de traditie te volgen en in de wet de brevetten te noemen die thans tot gehele of gedeeltelijke vrijstelling van het majoorsexamen kunnen leiden.

+

+

+

.../...

Onder voorbehoud van deze opmerking dient artikel 41, tweede lid, beter te doen uitkomen, dat de Koning niet alleen vaststelt welke brevetten tot vrijstelling kunnen leiden, maar tevens op algemene en objectieve wijze bepaalt, waarop de vrijstelling ingevolge het bezit van een bepaald brevet juist betrekking heeft.

+
+ +

Artikel 42.

De wetten van 15 september 1924 en 3 april 1948 bevatten allebei voor de benoeming in de verschillende graden van hoofdofficier en van opperofficier een zelfde bepaling, luidens welke de graden van hoofdofficier en van opperofficier naar keuze van de Koning worden begeven. De wet van 14 juni 1951 treft een soortgelijke voorziening voor officieren van de zeemacht.

Volgens de memorie van toelichting "blijven de regelen betreffende de bevordering ongewijzigd ; de graden van lager officier worden toegekend volgens de anciënniteit ; deze van hoofd- en opperofficier naar keuze van de Koning".

Wenst de Regering dat in de thans bestaande regelen geen wijziging wordt aangebracht, dan ware het wenselijk, artikel 42 van het ontwerp in de zin van de bestaande bepalingen te redigeren. Sinds meer dan een eeuw heeft de Koning een procedure ingericht, die hem in staat moet stellen zich bij zijn keuze te laten voorlichten ; aan zijn bevoegdheid om naar keuze te benoemen ontleent hij dus het recht om het onderzoek van de kandidaturen te regelen. Voorwaarden be-

treffende de grond, die de wetgever niet heeft voorzien, kan hij echter niet stellen zonder in strijd te komen met artikel 118 van de Grondwet.

De Raad van State stelt dus voor, artikel 42 als volgt te lezen :

"Artikel 42.-

De graden van hoofdofficier en van opperofficier worden naar keuze van de Koning begeven".

Wil de wetgever de Koning echter verplichten een procedure voor het onderzoek der kandidaturen in te stellen in de aard van die welke hij totnutoe heeft ingevoerd zonder dat enige wettekst daarin voorzag, dan dient artikel 42 als volgt te worden gelezen :

"Artikel 42.-

De graden van hoofdofficier en opperofficier worden naar keuze van de Koning begeven, volgens de regelen en de procedure die hij vaststelt".

+

+ +

Artikel 45.

Dit artikel stelt eerst, dat "de benoemingen plaats hebben in de schoot van elk korps", maar staat vervolgens uitzonderingen op dit beginsel toe ten aanzien van de landmacht. De tweede uitzondering luidt :

.../...

"2° ... heeft het onderzoek van de kandidaturen van de kolonels voor de graad van generaal-majoor niet alleen plaats in de schoot van elk korps maar insgelijks tussen de verschillende korpsen".

Deze uitzondering op het beginsel dat een officier in zijn korps zelf wordt bevorderd, verantwoordt de memorie van toelichting met de overweging, dat "de bevoegdheid van een generaal-majoor verder reikt dan het echelon van het korps waarvan hij komt". "De keuze van de Koning zou - zo gaat de memorie van toelichting verder - moeten kunnen geschieden op een enige lijst van kolonels-kandidaten, behorende tot alle korpsen".

Deze regel moet nochtans worden aangepast, want er zouden betrekkingen van generaal-majoor zijn, die specifiek zouden blijven voor ieder korps, en toch moeten aan de verschillende korpsen vergelijkbare kansen op bevordering worden gegeven.

De Raad van State adviseert, indien dit wel de bedoeling van de Regering is, in de wet enkel de beginselen neer te leggen waarvan de Koning zal moeten uitgaan als hij het onderzoek van de kandidaturen voor de graad van generaal-majoor regelt, terwijl hem anderzijds de zorg wordt gelaten, de door hem in dit opzicht te volgen regelen in bijzonderheden vast te stellen.

.../...

De Koning zou zich dan kunnen richten naar het koninklijk besluit van 26 juni 1935 betreffende de overgang naar de graad van generaal-majoor en luitenant-generaal, welk besluit door het koninklijk besluit van 12 maart 1951 is opgeheven maar reeds bijzondere regelen stelde inzake onderzoek van de kandidaturen voor de graad van generaal-majoor.

De Raad van State stelt dus voor, artikel 45, derde lid, 2°, als volgt te lezen :

"2° de generaal-majors worden uit de kolonels van de verscheidene korpsen gekozen volgens de regelen die de Koning bepaalt, welke regelen de hogere belangen van het leger moeten overeenbrengen met de inachtneming van een billijke verhouding bij de keuze van opperofficieren uit de verschillende korpsen".

+

+ +

Het bepaalde in artikel 45, tweede lid, 2°, onderstelt noodzakelijk, dat de Koning niet alle betrekkingen over de wapens zou verdelen zoals voorgeschreven is in artikel 3 van de wet van 16 juni 1937 betreffende het kader der officieren. Het ontwerp wijzigt impliciet deze wetsbepaling. Zoals verder wordt aangetoond, dient de wet van 16 juni 1937 tengevolge van het ontwerp verschillende wijzigingen te ondergaan.

+

+ +

.../...

Artikel 45, laatste lid, bepaalt, dat de uitzonderingen van het voorgaande lid "niet de gespecialiseerde korpsen beogen waar de benoemingen plaats hebben in de schoot van het korps, tot de hoogste hiërarchische graden".

Het ontwerp zegt niet, wat onder "gespecialiseerd korps" moet worden verstaan. De memorie van toelichting geeft als voorbeeld : "het korps van het varend personeel van de luchtmacht of de zeemacht en het geneeskundig korps"; met uitzondering van het geneeskundig korps zijn deze voorbeelden niet terzake dienend, want deze gespecialiseerde korpsen zijn geen korpsen van de landmacht. Daar het ontwerp nergens een omschrijving van het begrip "gespecialiseerde korpsen" geeft, dient het aan de Koning de zorg op te dragen deze korpsen aan te wijzen.

De Raad van State stelt voor, dit lid als volgt te lezen :

"Het tweede lid is niet van toepassing op de gespecialiseerde korpsen van de landmacht die de Koning aanwijst".

+
+ +

Artikel 46.

Zoals zij geredigeerd zijn, geven de paragrafen 2, 3 en 4 van artikel 46 aan de officier die met vertraging op andere officieren met dezelfde anciënniteit is bevorderd, geen recht op een benoeming

.../...

met terugwerkende kracht. Het ontwerp verleent in dit opzicht aan de Koning een volledige beoordelingsmacht zelfs voor benoemingen in de graden van lager officier, die in beginsel volgens anciënniteit worden gedaan.

Wenst de Regering deze beoordelingsmacht te beperken, al ware het maar voor benoemingen in graden van lager officier, dan dient artikel 46 dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

+

+ +

Artikel 46, § 4, ware beter als volgt te lezen :

"§ 4. De Koning kan een officier eveneens met terugwerkende kracht benoemen, wanneer het onderzoek van diens kandidatuur om redenen buiten diens wil is verstraagd".

+

+ +

De mogelijkheid, dat benoemingen met terugwerkende kracht worden gedaan, doet ten aanzien van de benoemingen in de graden van hoofdofficier en opperofficier het probleem van het onderzoek der kandidaturen rijzen.

.../...

Dit probleem wordt in paragraaf 3 alleen opgelost voor officieren die gedurende een bepaalde tijd van het leger zijn gescheiden. Een soortgelijke bepaling ware ook nuttig voor het onderzoek van andere kandidaturen voor benoemingen met terugwerkende kracht. Artikel 46, § 2 en § 4, dient dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Indien dit de bedoeling van de Regering is, en onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen, kan artikel 46 als volgt worden gelezen :

"Artikel 46.-

§ 1. Geen officier kan tot een hogere graad worden bevorderd terwijl hij hetzij in de toestand van non-activiteit is, hetzij bij ordemaatregel geschorst is, hetzij van het leger gescheiden is.

§ 2. Met terugwerkende kracht kan worden benoemd :

- 1° de officier die na een periode van non-activiteit om gezondheidsredenen opnieuw in werkelijke dienst wordt genomen en hierdoor geen anciënniteit heeft verloren ;
- 2° de officier die geschorst is, met inachtneming van het eventuele verlies van anciënniteit ;
- 3° de officier die zich opnieuw bij het leger vervoegt na ervan gescheiden te zijn geweest ;

.../...

4° de officier wiens kandidatuur om redenen buiten zijn wil met vertraging is onderzocht .

De Koning kan bijzondere voorzieningen treffen voor de regularisatie van de bevordering der in deze paragraaf bedoelde officieren.

Deze paragraaf vindt toepassing op de benoeming in de graad van onderluitenant".

+
+ +

Artikel 48.

De wet van 27 juni 1930, gewijzigd bij de wet van 9 juli 1951, heeft de wet van 15 september 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren aangevuld met een bijzondere voorziening voor de militaire commandant van het Paleis der Natie.

Deze officier, die buiten kader wordt geplaatst, kan in de verschillende graden tot en met de graad van generaal-majoor worden aangesteld; wegens zijn bijzondere functies is hij vrijgesteld van de examens, geëist bij de bevordering van officieren.

.../...

Tenslotte zegt de huidige wet.:

"Ingeval echter de betrokken officier terug in de organieke kaders van het leger treedt, zal hij de graad of de graden tijdens zijn stand "buiten kader" bij commissiënering bekomen, niet behouden tenzij hij voldaan heeft aan de vereisten door de wetten en de onderrichtingen op dit gebied gesteld".

Waar het artikel 48, vierde lid, bepaalt dat de commandant van het Paleis der Natie de graad of de graden die hij bij aanstelling heeft bekomen, niet kan behouden "wanneer hij zijn functies neerlegt", tenzij hij voldoet aan de voorwaarden die voor de overige officieren zijn gesteld, wijzigt het ontwerp het statuut van de officier commandant van het Paleis der Natie .

Het is niet duidelijk waarom de thans geldende bepaling niet zonder meer wordt overgenomen.

Moeilijkheden zouden hieruit kunnen volgen wanneer voor deze officier het bedrag van het rustpensioen wegens anciënniteit moet worden vastgesteld.

Volgens artikel 27 van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen "is de jaarwedde, die voor het pensioen tot grondslag dient, de uiterste jaarwedde door de betrokkene genoten of welke hij zou genoten hebben in de graad waarmede hij, op het oogenblik zijner oppensioenstelling, is gelijkgesteld".

.../...

Anderzijds bepaalt artikel 28 van dezelfde wetten, dat "het pensioen wegens dienstjaren wordt geregeld naar de graad waarmede de militair bekleed is".

Indien de commandant van het Paleis der Natie, wanneer hij zijn functies neerlegt, de bij aanstelling ontvangen graden niet behoudt, kan men aanvoeren dat het bedrag van zijn pensioen niet moet worden vastgesteld volgens de graad waarin hij aangesteld was.

Opdat geen twijfel mogelijk zou zijn, adviseert de Raad van State het voorschrift dat deze gelegenheid thans regelt, ongewijzigd over te nemen.

+
+ +

Hoofdstuk IX van titel 1 van het ontwerp heeft als opschrift "Overgangsbepalingen". De artikelen 49 tot 54 die dit hoofdstuk vormen, horen niet thuis in titel 1 van het ontwerp, maar wel in titel III waarin alle slot- en overgangsbepalingen moeten worden ondergebracht.

+
+ +

Artikel 50.

Volgens artikel 50 van het ontwerp "worden de bepalingen van artikel 23 slechts van kracht op de datum door de Koning vastgesteld".

.../...

De memorie van toelichting verklaart, dat de invoering van de "reform" voor de lichamelijk ongeschikte officieren, die niet voldoende werkelijke diensttijd tellen om voor een anciënniteitspensioen in aanmerking te komen, "een fundamentele wijziging aanbrengt aan het statuut van deze officieren" ; "deze wijziging - aldus de memorie van toelichting - kan slechts uitgevoerd worden mits formele waarborgen inzake het burgerlijk pensioen" aangezien "de tijd die hij in het leger doorgebracht heeft niet in aanmerking genomen wordt bij het berekenen van het burgerlijk pensioen dat hij zal verkrijgen op 65 jaar".

Onder "burgerlijk pensioen" verstaat de memorie van toelichting niet de verscheidene pensioenen wegens anciënniteit in de dienst, bij de berekening waarvan de verrichte militaire diensten medetellen, zoals bijvoorbeeld de pensioenen toegekend krachtens de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen.

De woorden "burgerlijk pensioen" in de memorie van toelichting moeten zo worden opgevat dat zij doelen op de pensioenen toegestaan krachtens de wetgeving inzake arbeiders- en bediendenpensioenen en eventueel krachtens de wetgeving betreffende de ouderdomspensioenen voor zelfstandigen.

.../...

De memorie van toelichting behoort in dit opzicht verduidelijkt te worden.

+
+ +

Artikelen 51 en 52.

Met artikel 51 wenst de Regering voor te schrijven, dat artikel 44 van het ontwerp eerst vanaf een door de Koning vast te stellen tijdstip toepassing zal vinden op de officieren die bij de inwerkingtreding van de wet behoren tot de korpsen waarop de zogenaamde "uitsluitingsregel" niet van toepassing was.

Bedoelt de Regering het wel zo, dan dient men ofwel de opsomming van artikel 51 aan te vullen, ofwel dit artikel in algemenere bewoordingen te redigeren, zoals hierna wordt voorgesteld.

+
+ +

Daar de artikelen 51 en 52 van het ontwerp beide betrekking hebben op de toepassing van artikel 44, kunnen zij als volgt worden samengebracht :

"Artikel ...

Artikel 44 is eerst vanaf een door de Koning vast te stellen tijdstip van toepassing op officieren die bij de inwerkingtreding van deze wet behoren tot de korpsen waarop artikel 19 van de wet van 15 september 1924 niet van toepassing was.

.../...

Artikel 44 geldt niet voor de benoeming in de graad van kapitein-commandant van officieren die bij de inwerkingtreding van deze wet de graad van kapitein bekleden".

+
+ +

Artikel 54.

Volgens artikel 54 van het ontwerp kan de Koning bij overgangsmaatregel de kandidaat die "geslaagd is in de vormingscyclus van de kandidaat-reserveofficieren van de gezondheidsdienst" aanstellen in de graad van onderluitenant-leerling-tandarts .

De Regering bedoelt hiermee, dat de kandidaat-onderluitenant-tandarts niet, als kandidaat-reserve-officier, de opleidingscyclus voor kandidaat-reserve-officieren van de gezondheidsdienst, maar een soortgelijke opleidingscyclus moet hebben gevolgd.

+
+ +

De Raad van State stelt voor, artikel 54 als volgt te lezen :

"Artikel 54.-

Tot een door de Koning vast te stellen tijdstip kan in de graad van onderluitenant-leerling-tandarts worden aangesteld, de kandidaat, die de eerste drie jaren universiteitsstudiën welke door de gecoördineerde wetten op de toekenning van de academische graden zijn voorgescreven voor het behalen van het diploma van licentiaat in de tandheelkunde, met goed gevolg heeft gedaan en met goed gevolg de door de Koning bepaalde militaire opleidingscyclus heeft gevolgd".

.../...

Titel II. - Reserve-officieren.Artikel 55.

Om de redenen uiteengezet vooraan in de opmerking bij artikel 1, stelt de Raad van State voor, artikel 55, § 1, als volgt te lezen :

"§ 1. Om in de graad van reserve-onderluitenant in de krijgsmacht te worden benoemd, is het nodig :

...

3° ten minste 19 jaar oud te zijn en de leeftijd die de Koning bepaalt, niet te hebben overschreden".

+

+

+

Om de reden die opgegeven is bij het onderzoek van artikel 7, stelt de Raad van State voor, artikel 55, § 1, 4°, als volgt te lezen :

4° de zedelijke hoedanigheden bezitten die onontbeerlijk zijn om de functies van reserve-officier uit te oefenen".

+

+

+

.../...

Artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831 zegt: "al de ambtenaren van het gerecht en van het bestuur, de officieren van de burgerwacht en van het leger en, in 't algemeen, al de ingezetenen belast met enig openbaar ambt of enige openbare dienst zijn verplicht, alvorens hun betrekking te aanvaarden, de eed af te leggen in de volgende bewoordingen : ...".

Waar § 2 van artikel 55 van het ontwerp bepaalt, dat de reserve-onderluitenant en de dienstplichtige onderluitenant de door het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed afleggen, is dit alleen een herhaling van artikel 2 van dit decreet. Onder "officieren van het leger" moeten, gelet op de algemeenheid van de gebruikte termen, zowel de reserve-officieren als de beroepsofficieren worden begrepen. In die zin is het decreet van 20 juli 1831 altijd uitgelegd (M.O. 16 januari 1945 houdende instructie betreffende de eedaflegging van de officieren - A. 1°).

§ 2 van artikel 55 kan derhalve worden geschrapt.

+

+

+

Artikel 56.

De Raad van State stelt voor, de artikelen 56 en 58 samen te brengen.

.../...

Artikel 58, dat de Koning het recht toekent bijkomende voorwaarden voor de toelating tot het reservekader te stellen, vindt niet alleen toepassing op de gevallen bedoeld in artikel 56, 1° en 2°, maar ook op de officieren die krachtens artikel 14 van de wet van 14 juli 1951 uit het aanvullingskader zijn gekomen, en op de hulpofficieren van de luchtmacht op wie artikel 19 van de wet van 23 december 1955 niet van toepassing is.

De Raad van State stelt voor, artikel 58 in de vorm van een tweede lid van artikel 56 als volgt te lezen :

"Onverminderd de bepalingen betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, worden de in het eerste lid bedoelde officieren op hun verzoek in het reservekader toegelaten met hun graad, indien ze voldoen aan de voorwaarden die de Koning bepaalt".

+

+

+

Artikel 57.

De Raad van State stelt voor, artikel 57 als volgt te lezen :

"Artikel 57.-

De Minister van Landsverdediging beoordeelt de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat vooraleer deze zijn opleiding tot officier als bedoeld in artikel 55 begint.

.../...

Deze beoordeling kan in de loop van de opleiding worden gewijzigd.

De Minister van Landsverdediging beoordeelt de zedelijke hoedanigheden van de kandidaat opnieuw vooraleer deze de graad van dienstplichtige onderluitenant en de graad van reserve-onderluitenant ontvangt".

+

+

+

Artikel 59.

Om de redenen uiteengezet in de opmerking bij artikel 7 stelt de Raad van State voor, artikel 59 als volgt te lezen :

"Artikel 59.-

De graden die de Koning in de reserve van de krijgsmacht begeeft, zijn dezelfde als die van de beroepsofficieren".

+

+

+

Artikel 60.

Volgens de memorie van toelichting voert artikel 60 een bijzondere officiersgraad voor dienstplichtigen in, de graad van dienstplichtig onderluitenant. Het eerste lid van artikel 60 behoort te worden gewijzigd om beter te doen uitkomen, dat deze nieuwe graad wordt ingesteld; dit kan als volgt :

.../...

"De graad van dienstplichtig onderluitenant wordt ingesteld. De Koning kan de dienstplichtige die kandidaat-reserve-officier is, in die graad benoemen, terwijl deze zijn werkelijke dienstdtijd voortzet".

+
+ +

Volgens artikel 60, tweede lid, "bepaalt de Koning de wijze waarop het verlenen en het intrekken van de benoeming geschiedt en stelt hij de bijzondere bepalingen vast die van toepassing zijn op de milicien-onderluitenant".

De bevoegdheid die het ontwerp aan de Koning opdraagt, om de voorwaarden inzake het verlenen en ontnemen van de graad van dienstplichtig onderluitenant vast te stellen, is een bevoegdheid welke de Grondwet in de artikelen 118 en 124 aan de wetgever heeft gegeven.

De Raad van State acht een dergelijke bepaling alleen aannemelijk indien het gaat om het verlenen of ontnemen niet van een graad maar van een eenvoudige aanstelling in die graad, zoals artikel 10 van het ontwerp voor de kandidaat-beroepsofficieren bepaalt.

+
+ +

.../...

Artikel 61.

Om de redenen opgegeven in de opmerking bij artikel 24 stelt de Raad van State voor, artikel 61 als volgt te lezen :

"Artikel 61.-

Indien een reserve-officier zich aan ernstige, met zijn hoedanigheid van reserve-officier niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt, kan hij van ambtswege uit zijn graad worden ontzet.

De maatregel wordt door de Koning genomen op het gemotiveerd verslag van de Minister van Landsverdediging en na raadpleging van een onderzoeksraad.

De onderzoeksraad gaat na of de feiten vaststaan en brengt advies uit over de ernst ervan.

De Koning bepaalt de samenstelling van de onderzoeksraad en regelt de procedure".

+

+

+

Artikel 62.

Het tweede lid van artikel 62 kan beter als volgt worden gelezen :

"2° de onvoorwaardelijk uitgesproken levenslange of tijdelijke ontzetting van een der rechten opgesomd in artikel 31 van het Strafwetboek".

+

+

+

.../...

Artikel 63.

Anders dan de beroepsofficier, kan de reserve-officier zijn ontslag uit de graad indienen. Dit volgt uit artikel 63, § 1, eerste lid, maar zou beter uitdrukkelijk worden gezegd.

Voorts zijn voor het tweede lid van § 1 dezelfde opmerkingen te maken als bij artikel 22.

De Raad van State stelt voor, artikel 63 als volgt te lezen :

"Artikel 63.-

§ 1. De reserve-officier kan ontslag uit zijn graad indienen.

Het ontslag moet schriftelijk worden ingediend. Het heeft eerst uitwerking wanneer de Koning het heeft aangenomen.

§ 2. De reserve-officier wiens ontslag is aangenomen om hem in staat te stellen deel te nemen aan examens voor werving als officier, wordt op zijn verzoek opnieuw in het reservekader opgenomen met de graad en de anciënniteit die hij daarin bezat, indien hij voor deze examens niet is geslaagd".

+

+

+

.../...

Artikel 64.

Artikel 64, § 1, 2°, kan beter als volgt worden gelezen :

"2° speedwederoproepingen in vreedstijd, in de gevallen welke de dienstplichtwetgeving voor militairen met onbepaald verlof voorziet".

+

+

+

Volgens artikel 64, § 2, kunnen reserve-officiëren, afgezien van de in § 1 bepaalde wederoproepingen, nog "prestaties van korte duur uitvoeren", hetzij op verzoek van de Minister van Landsverdediging, hetzij eenvoudig met diens instemming.

Deze bepaling behoeft nadere toelichting. De Minister zou immers krachtens dit artikel geen prestaties kunnen toestaan die samen meer dan vier jaar zouden duren, dit is het maximum dat artikel 65 toestaat voor zogenaamde lange wederoproepingstermijnen.

Overigens blijkt uit artikel 97 van het ontwerp, dat de in § 2 bedoelde prestaties alleen van zeer korte duur kunnen zijn, zoals dit het geval is met de gewone wederoproepingen of de speedwederoproepingen waarvan sprake in § 1.

Naar aan de Raad van State is verklaard, moeten deze prestaties van zeer korte duur de reserve-officiëren in staat stellen, zich voor te bereiden voor de overgang naar een hogere graad of, meer in het algemeen, zich te trainen.

.../...

De tekst kan beter als volgt worden gelezen :

"§ 2. Behalve de in § 1 bedoelde wederopvoedingen, kunnen de reserve-officieren op verzoek of met goedvinden van de Minister van Landsverdediging prestaties van korte duur verrichten met het oog op hun training".

+

+

+

Artikel 65.

Artikel 65, § 1, zegt :

"In uitzonderlijke omstandigheden en met het oog op de kaderbehoeften van de krijgsmachten op voet van vrede, kan de Minister van Landsverdediging de reserve-officieren toelaten in een formatie van de krijgsmachten te dienen. De totale duur van deze prestaties mag vier jaar niet te boven gaan. Dit maximum wordt op zes jaar gebracht voor de officieren-geneesheren, -apothekers, -dierenartsen of -tandartsen".

Artikel 4, § 2, van de wet van 18 april 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserve-officieren, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951, dat door artikel 65, § 1, van het ontwerp wordt vervangen, bepaalt dat de reserve-officieren gemachtigd zijn te dienen "met hun graad". Ofschoon artikel 65, § 1, impliciet deze verduidelijking bevat, ware het beter deze te herhalen opdat de schrapping van deze woorden niet tot interpretatiemoeilijkheden zou leiden.

+

+

+

Artikel 27 van de wet van 3 april 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht en artikel 28 van de wet van 14 juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht stellen geen tijdsbeperking op de prestaties die reserve-officieren gemachtigd worden in buitengewone omstandigheden te verrichten.

Artikel 65, § 1, van het ontwerp voert een tijdsbeperking in voor alle officieren, zodat de vraag rijst of er geen overgangsbepalingen nodig zijn ten behoeve van de reserve-officieren van de luchtmacht en de zeemacht die thans lange wederoproepingstermijnen volbrengen. Deze voorschriften horen dan thuis in titel III van het ontwerp van wet.

+

+

+

Waar artikel 65, § 3, bepaalt dat de Koning "de beschikkingen vaststelt die het statuut bepalen dat op de reserve-officieren bedoeld door onderhavig artikel toepasselijk is", dit wil zeggen op de officieren die een lange wederoproepingstermijn volbrengen, bedoelt het ontwerp geenszins de Koning de zorg op te dragen, het statuut van deze officieren met afwijking van het ontwerp vast te stellen; de bedoeling is alleen, de Koning bevoegdheid te geven om de bijzondere regelen betreffende deze officieren in een organiek besluit vast te stellen.

.../...

De Raad van State stelt voor, deze paragraaf 3 als volgt te lezen :

"§ 3. Onverminderd de bepalingen van deze wet stelt de Koning de bijkomende regelen vast die toepassing vinden op de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde officieren".

+
+ +

Artikel 67.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen:

"Artikel 67.-

De reserve-officier bevindt zich in de toestand van werkelijke dienst in de gevallen bedoeld onder de artikelen 64 en 65.

Op zijn verzoek kan in werkelijke dienst worden behouden de reserve-officier die, aan het einde van een periode van werkelijke dienst, tot werken ongeschikt wordt ingevolge een ongeval dat zich tijdens de dienst en door het feit van de dienst heeft voorgedaan, of ingevolge een kwaal, die tijdens de dienst of door het feit van de dienst opgedaan of verergerd is. De Koning bepaalt het percentage van ongeschiktheid dat het in dienst houden wettigt, alsook de duur ervan!

+
+ +

.../...

Artikel 68.

Dit artikel zegt :

"De Koning bepaalt de periode tijdens welke de reserve-officier in activiteit afwezig mag zijn wegens gezondheidsredenen. Ten laatste op het einde van deze periode wordt de officier op reform gesteld overeenkomstig artikel 92, indien zijn gezondheidstoestand hem niet toelaat zijn dienst te hervatten".

Anderzijds bepaalt artikel 92 :

"Op eensluidend advies van een geneeskundige commissie stelt de Koning op reform de reserve-officier die definitief erkend wordt niet meer in staat te zijn te dienen.

De belanghebbende heeft geen militaire verplichtingen meer".

Deze beide artikelen spreken elkaar gedeeltelijk tegen. De opreformstelling heeft krachtens artikel 92 eerst plaats nadat de officier voorgoed niet meer in staat is verder te dienen; volgens artikel 68 daarentegen wordt de officier gereformeerd indien hij niet meer in staat is zijn dienst te hervatten uiterlijk op het einde van de periode van afwezigheid om gezondheidsredenen.

Aangezien de Regering voornemens is, de reserve-officiëren eerst op reform te stellen wanneer zij overeenkomstig artikel 92 voorgoed voor de dienst ongeschikt zijn geworden, dient artikel 68 als volgt te worden gelezen :

.../...

"Artikel 68.-

De Koning bepaalt hoelang de reserve-officier om gezondheidsredenen afwezig mag zijn.

Bij einde van deze afwezigheidsperiode wordt de reserve-officier die de werkelijke dienst tijdelijk niet kan hervatten, in disponibiliteit gesteld".

+
+ +

Artikel 69.

Dit artikel kan eenvoudiger als volgt worden gelezen :

"Artikel 69.-

De reserve-officier bevindt zich in de toestand van disponibiliteit in alle gevallen die niet zijn bedoeld in de artikelen 67 en 70".

+
+ +

Artikel 70.

Artikel 67 omschrijft de toestand van werkelijke dienst van de reserve-officier; artikel 69 omschrijft de toestand van disponibiliteit. Daarom ware het aangewezen, dat een artikel de toestand van non-activiteit zou omschrijven, welke toestand door de artikelen 71 tot 74 voor gemobiliseerde reserve-officieren, en door artikel 74 voor alle van het leger gescheiden reserve-officieren wordt voorzien.

Artikel 70 kan door de volgende bepaling
vervangen worden :

"Artikel 70.-

De reserve-officier bevindt zich in de toestand van non-activiteit in de gevallen bedoeld onder de artikelen 71, 72, 73, derde lid, en 74, tweede lid".

+
+ +

Artikel 71.

Om elke verkeerde interpretatie te voorkomen, stelde men artikel 71 als volgt :

"Artikel 71.-

Gedurende de in artikel 68 bedoelde tijd kan de Koning de gemobiliseerde reserve-officier die volgens het advies van een geneeskundige commissie nog niet in staat is de dienst te hervatten, op non-activiteit om gezondheidsredenen stellen".

+
+ +

.../...

Artikel 72.

Uit de aan de Raad van State verstrekte uitleg blijkt, dat voor de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel van een gemobiliseerd reserve-officier op dezelfde wijze wordt te werk gegaan als voor beroeps-officieren. Derhalve stelle men artikel 72 zoals artikel 17:

"Artikel 72.-

De gemobiliseerde reserve-officier kan voor een bepaalde tijd op non-activiteit bij tuchtmaatregel worden gesteld.

De maatregel wordt door de Koning genomen. Hij wordt echter door de Minister van Landsverdediging genomen wanneer hij ten hoogste drie maanden moet duren".

+

+

+

Artikel 73.

Evenals de drie vorige vindt dit artikel alleen op de gemobiliseerde reserve-officieren toepassing. De Raad van State stelt voor, hieraan te herinneren door in de eerste volzin van artikel 73, eerste lid, het woord "gemobiliseerde" toe te voegen aan het woord "krijgsmacht".

+

+

+

.../...

Om de in de opmerking bij artikel 18 opgegeven redenen, dienen de woorden "in zijn functie" voorkomend in de eerste volzin van het eerste lid van artikel 73 geschrapt te worden.

+

+

+

Artikel 18, dat betrekking heeft op de schorsing bij ordemaatregel van beroepsofficieren, regelt in het derde, vierde en vijfde lid, de terugslag van deze maatregel op de toestand van de officier. Wanneer geen sanctie waaruit ambtsontheffing volgt, wordt uitgesproken, wordt de periode van schorsing omgezet in een periode van werkelijke dienst (derde lid); wanneer definitieve ambtsontheffing dan wel ontneming van graad heeft plaats gehad, wordt de periode van schorsing daarentegen omgezet in een periode van non-activiteit (vijfde lid); in geval van tijdelijke ambtsontheffing tenslotte wordt deze periode in non-activiteit en de aanvullende periode van schorsing in werkelijke dienst omgezet (vierde lid).

Artikel 73 daarentegen spreekt alleen over het geval van definitieve ambtsontheffing of van definitieve ontneming van de graad; de overige twee gevallen blijven onbesproken.

Voor de overeenstemming met artikel 18 en om dezelfde redenen wordt voorgesteld, in artikel 73 het derde en het vierde lid van artikel 18 over te nemen.

+

+

+

.../...

Artikel 74.

Voor dit artikel verwijst de Raad van State naar de bij artikel 27 gemaakte opmerkingen.

Onder voorbehoud daarvan stelt hij voor, het derde en het vierde lid van het artikel als volgt te lezen :

"Wanneer de periode van afwezigheid ten einde is, verandert de Koning ze geheel of ten dele in non-activiteit, indien de aan de afwezigheid ten grondslag liggende feiten of het gedrag van de officier gedurende de afwezigheid, met zijn plichten van officier niet overeen te brengen zijn of aan de waardigheid van zijn hoedanigheid als officier afbreuk doen.

Nadat hij zich opnieuw bij het leger heeft vervoegd, krijgt de officier gelegenheid zich voor een militaire commissie te verantwoorden.

De Koning bepaalt de samenstelling van de commissie en regelt de procedure".

+

+ +

Het laatste lid van artikel 74 zou nauwkeuriger zijn indien het deed uitschijnen dat het alleen op van het leger gescheiden reserve-officieren betrekking heeft. Men leze het als volgt :

"De datum met ingang waarvan de van het leger gescheiden officier als gedemobiliseerd moet worden beschouwd, wordt door de Minister van Landsverdediging bepaald volgens de algemene voorzieningen welke de Koning treft".

Artikel 75.

In aansluiting met de bij artikel 28 gemaakte opmerking stelt de Raad van State voor, artikel 75 als volgt te lezen :

"Artikel 75.-

In elk van de krijgsmachtdelen verdeelt de Koning de reserve-officieren over de door hem aangewezen korpsen".

+
+ +

Artikelen 78 en 79.

De artikelen 78 en 79 zouden beter gelezen worden als volgt :

"Artikel 78.-

De Koning regelt de bevordering van de reserve-officieren overeenkomstig de in dit hoofdstuk neergelegde beginselen.

Artikel 79.-

De bevordering van de reserve-officieren is te onderscheiden van de bevordering van de beroepsofficieren; zij mag niet vlugger gaan dan deze laatste, behalve in uitzonderingsgevallen die de Koning in een verordening bepaalt".

+
+ +

.../...

Artikel 80.

Artikel 80 luidt : "De graden van lager officier worden begeven volgens anciënniteit aan de officieren die voldoen aan de door de Koning bepaalde geschiktheidsvoorwaarden".

Deze regel, welke de Koning in acht moet nemen, verschilt hierin van artikel 40, betreffende de bevordering van beroepsofficieren van lagere rang, dat hij niet gepaard gaat met voorzieningen, die het zouden mogelijk maken bepaalde officieren, wier wijze van dienen geen algehele voldoening schenkt, voorbij te gaan.

De Raad van State merkt bovendien op, dat het mogelijk is de geschiktheid van beroepsofficieren in de volgorde van hun anciënniteit, te beoordelen, maar dat dit met reserve-officieren niet altijd het geval zal zijn; hun geschiktheid wordt immers alleen onderzocht bij wederoproeping, die niet noodzakelijk volgens hun anciënniteit worden bevolen. Moet derhalve in artikel 80 of in een ander artikel van het ontwerp niet de mogelijkheid in het vooruitzicht worden gesteld, dat aan het benoemingsbesluit terugwerkende kracht wordt verleend, zodat de voorbijgegangene officier zijn anciënniteitsrang opnieuw kan innemen ?

Mocht de Regering oordelen dat later maatregelen zouden nodig zijn om dit te verwezenlijken, dan ware artikel 80 aan te vullen. Met het oog hierop beveelt de Raad van State de volgende redactie aan voor dit artikel :

.../...

"Artikel 80.-

De graden van lager officier worden naar anciënniteit begeben aan de officieren die aan de door de Koning bepaalde geschiktheidsvereisten voldoen.

Indien bij benoemingen de anciënniteitsrangorde niet is gevolgd, kan de Koning, zo hij dit nodig acht, deze orde met terugwerkende kracht herstellen".

+
+ +

Artikel 83.

Na bepaald te hebben dat "de benoemingen plaats hebben in de schoot van elk korps" zegt artikel 83: "nochtans bij de landmacht hebben de benoemingen vanaf de graad van generaal-majoor plaats in de generale staf", zonder enig voorbehoud te maken voor officieren die, wegens de aard zelf van hun ambt, geen kandidaat kunnen zijn voor een graad in de generale staf. Daarom is het dat artikel 45, na voor beroepsofficieren soortgelijke voorzieningen te hebben getroffen als artikel 83, "gespecialiseerde korpsen" onderscheidt.

De Raad van State geeft derhalve in overweging, artikel 83, tweede lid, als volgt te lezen :

"Bij de landmacht echter, behalve in de korpsen welke de Koning bepaalt, hebben de benoemingen in de graden van opperofficier plaats in de generale staf".

+
+ +

.../...

Artikel 87.

Artikel 9 van de wet van 18 april 1905 bepallende de stand en de rechtstoestand der reserve-officieren luidt als volgt :

"Gedurende hun aanwezigheid onder de wapens, alsmede gedurende de ganse dag waarop zij de werkelijke dienst hornemen of verlaten, zijn de reserve-officieren onderworpen aan dezelfde strafwetten als de andere officieren.

Buiten deze gevallen zijn zij slechts aan de militaire strafwetten onderworpen voor de overtredingen aangehaald bij artikel 4 van de wet van 15 juni 1899, bevattende de titel 1 van het Wetboek van strafrechtspeling voor het leger".

Artikel 87 van het ontwerp vervangt dit artikel door de volgende bepalingen :

"De reserve-officieren, aanwezig onder de wapens, zijn onderworpen aan de militaire strafwetten.

Wanneer zij in beschikbaarheid zijn, zijn ze slechts onderworpen aan de militaire strafwetten voor de inbreuken opgesond in artikel 4 van de wet van 15 juni 1899, houdende titel 1 van het Militair Strafwetboek".

Het ontwerp neemt dus de bewoordingen van artikel 9 van de wet van 18 april 1905 over met het volgende voorbehoud : het bepaalt niet, zoals de wet van 1905, dat de reserve-officieren "gedurende de ganse dag waarop zij de werkelijke dienst hornemen of verlaten aan de militaire strafwetten onderworpen zijn".

De Raad van State merkt op, dat de wet van 15 juni 1899, inhoudende de titels I en II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, een aantal bepalingen bevat die betrekking hebben op militairen met onbepaald verlof, namelijk de artikelen 4, 5, 7, 8 en 22. Dit begrip "militair met onbepaald verlof" staat tegenover dat van "militair in werkelijke dienst".

Het verslag van de Commissie voor het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, gevoegd bij het ontwerp van wet dat de wet van 15 juni 1899 is geworden (zitting 1894-1895, Kamer van Volksvertegenwoordigers, Parl. doc. nr 15, blz. 37), zegt onder meer : "Over het algemeen zijn militairen met onbepaald verlof, zij die na hun gewone termijn van werkelijke dienst te hebben volbracht, naar hun haardstede worden teruggezonden tot dat hun wederoproeping wordt bevolen!"

De reserve-officieren, wier instelling dagtekent van het koninklijk besluit van 22 december 1887 en die krachtens dit besluit met verlof zonder soldij waren wanneer zij zich niet in werkelijke dienst bevonden, werden, voor de toepassing van de militaire strafwetten, door het Hof van cassatie beschouwd als dienstplichtigen die niet in werkelijke dienst waren, dit wil zeggen als militairen met onbepaald verlof (Cass. 12.2.1900, Pas. 1900, I, 145).

Volgens de rechtsleer zou deze gelijkstelling nog steeds gelden : "Voor niet onder de wapens aanwezige reserve-officieren gelden de wettelijke voorschriften betreffende militairen met onbepaald verlof" (R.P.D.B., v° Justice militaire, nr 213; zie ook het nr 281).

Ofschoon vrij oud, heeft deze rechtspraak niet opgehouden geldig te zijn en moeten in disponibiliteit gestelde reserve-officiëren, voor de toepassing van de militaire strafwetten, geacht worden militairen met onbepaald verlof te zijn.

Is de wetgever het met deze zienswijze eens, dan is het voldoende artikel 87, tweede lid, van het ontwerp als volgt te lezen :

"In disponibiliteit gestelde reserve-officiëren zijn onderworpen aan de militaire strafwetten die gelden voor militairen met onbepaald verlof".

+

+

+

Artikel 88.

Krachtens artikel 88 "kan de reserve-officier verplicht worden aan de Minister van Landsverdediging toelating te vragen om van zijn hoedanigheid van reserve-officier melding te maken".

Dit voorschrift heeft een tweeledig doel. Ten eerste draagt het nu reeds aan de Koning de zorg op, vast te stellen onder welke omstandigheden het de reserve-officier verboden is van zijn hoedanigheid gebruik te maken zonder de toelating van de Minister te hebben gevraagd én verkregen; vervolgens machtigt het de Minister tot het verlenen van de vereiste toelating.

.../...

Het gebruik van de hoedanigheid van reserve-officier is thans als volgt geregeld door artikel 17, tweede lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1954 :

"Zonder machtiging vanwege de Minister van Landsverdediging mag hij (de reserve-officier) van zijn hoedanigheid van reserve-officier geen melding maken in akten betreffende zijn politieke of beroeps-activiteit, in letterkundige uitgaven of in publicaties betreffende ondernemingen met winstoogmerk".

Indien dit voorschrift voldoening geeft, kan het in de onderhavige wet in de plaats komen van het ontworpen artikel 88. Is het daarentegen onvolledig gebreken, dan kan artikel 88 gevoeglijk worden vervangen door de volgende tekst, die uitdrukkelijk verbiedt, van de hoedanigheid van reserve-officier gebruik te maken zonder een machtiging vanwege de Minister onder de door de Koning bepaalde omstandigheden te hebben verkregen:

"Artikel 88.-

Onder de omstandigheden die de Koning bepaalt, mag de reserve-officier zonder machtiging vanwege de Minister van Landsverdediging geen melding van zijn hoedanigheid maken".

+

+

+

.../...

Artikel 89.

Artikel 89, eerste lid, dat de gevallen noemt waarin een officier ophoudt tot het reservekader te behoren, vergeet het ontslag dat bij toepassing van artikel 63 is aangenomen, te vermelden.

Daar de memorie van toelichting verklaart dat "de eretitel niet wordt verleend aan de reserve-officier die zijn ontslag uit het kader aanbiedt", moet ook dit geval in 1° van artikel 89 worden genoemd, als volgt :

"1° door ontslag uit de graad, door ontslag van ambtswege uit de graad of door ontneming van de graad".

+
+ +

Artikel 90.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"De Koning bepaalt op welke leeftijd de reserve-officieren van de verschillende graden en korpsen ophouden tot het reservekader te behoren".

+
+ +

.../...

Artikel 94.

Luidens artikel 94 "heeft de reserve-officier aanwezig onder de wapens recht op de bezoldiging der beroepsofficieren van zijn graad".

Thans bepaalt artikel 5 van de wet van 18 april 1905, dat de reserve-officier die onder de wapens is, "recht heeft op al de aandelen verschuldigd aan de officieren van zijn graad".

Daar de Regering, volgens hetgeen aan de Raad van State is verklaard, de bedoeling heeft de reserve-officieren niet alleen de wedde van de beroepsofficieren te betalen maar ze ook de toelagen en vergoedingen te laten genieten die deze officieren ontvangen, dient artikel 94 als volgt te worden gelezen :

"Artikel 94.-

De reserve-officier in de toestand van werkelijke dienst heeft recht op de wedde en op de vergoedingen en toelagen welke de beroepsofficieren van zijn graad ontvangen".

Voorts brengt de wet van 26 maart 1937, die door het ontwerp niet wordt opgeheven, mede dat haard- en standplaatsvergoedingen en kinderbijslag tot een zelfde bedrag als aan beroepsofficieren worden toegekend aan reserve-officieren die beambte zijn van "de besturen en regiediensten van de Staat, van de provinciën, gemeenten en verenigingen van gemeenten, van de concessiehoudende ondernemingen van openbare diensten alsmede van de door die besturen of diensten gesubsidieerde of onder dezer toezicht geplaatste inrichtingen".

.../...

Indien artikel 94 niet in de hierboven aangeduide zin wordt gewijzigd, zullen de reserve-officieren een verschillende bezoldigingsregeling genieten naargelang zij al dan niet beambte van een der in de wet van 26 maart 1937 bedoelde administraties zijn.

+
+ +

Artikel 95.

Artikel 95 herhaalt mutatis mutandis artikel 13. Om de bij dit artikel uiteengezette redenen stelt de Raad van State voor, artikel 95 als volgt te lezen :

"Artikel 95.-

In uitzonderingsgevallen waarover de Minister verslag uitbrengt, kan de Koning een reserve-officier tijdelijk aanstellen om het ambt van een hogere graad uit te oefenen.

Het besluit van aanstelling en het verslag aan de Koning worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

Onverminderd de voorzieningen van deze wet bepaalt de Koning de gevolgen van de aanstelling".

+
+ +

.../...

De wet van 6 juli 1935 waarbij de toekenning van graden bij aanstelling in de reservekaders van het leger wordt ingevoerd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 november 1939, bepaalt in artikel 2 dat de reserve-officieren-specialisten "een graad of graden bij aanstelling kunnen bekomen". Deze aanstellingen, die in vredestijd kunnen plaats hebben, zijn aanstellingen in een graad en niet alleen maar aanstellingen in het ambt van een hogere graad; zij worden toegkend zonder dat enige procedure is voorgeschreven.

Aangezien het ontwerp hoofdstuk I van de wet van 6 juli 1935 niet opheft, zal hieruit een enigszins onsamenvattende toestand ontstaan. Voor de aanstelling in het ambt zijn allerlei formaliteiten voorgeschreven die echter niet verplicht zijn om reserve-officieren-specialisten in een graad aan te stellen.

De Raad van State is van oordeel, dat deze bepaling moet worden herzien in het licht van de wet van 6 juli 1935.

+
+ +

Artikel 96.

Van de paragrafen 1 en 3 kan één bepaling worden gemaakt als volgt :

.../...

"§ 1. Ten aanzien van de officier die bij toepassing van artikel 65 gemachtigd wordt in vrede-tijd te dienen of bij toepassing van artikel 67, 2°, na deze periode van werkelijke dienst in dienst wordt behouden, geldt de wetgeving betreffende de pensioenen van weduwen en wezen van het leger- en rijkswachtpersonnel".

+
+ +

Artikel 97.

Dit artikel zegt :

"De prestaties voorzien in artikel 64, § 1, 1° en 2°, en § 2, alsmede de periode van activiteit bedoeld in artikel 67, 2°, zijn begrepen in de wederop-roeping onder de wapens, die aanleiding geven tot de vrijwaring of tot de toekenning van de voordelen voorzien door de wetgeving en de reglementering op het be-diendencontract, het arbeidscontract, de kinderbijslag en de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, onver-minderd de vrijwaring en de voordelen toegerekend uit hoofde van de andere prestaties dan deze bedoeld in onderhavig artikel".

De memorie van toelichting geeft de volgende verklaring :

"Artikel 97 zal automatisch toelaten aan de reserve-officieren, die militaire prestaties volbrengen krachtens artikel 64, § 1, 1° en 2°, en § 2, het voordeel van alle beschikkingen te verlenen, die zullen genomen worden ten gunste van de weder onder de wapens geroepen miliciens in de normale voorwaarden van vrede-tijd".

.../...

Ingevolge dit voorschrift zal het begrip wederoproeping onder de wapens, dat in de verschillende aldaar genoemde wetten en besluiten voorkomt, zo worden omschreven dat daaronder worden verstaan :

- 1° gewone wederoproeping (artikel 64, § 1, 1°);
- 2° spoedwederoproeping (artikel 64, § 1, 2°);
- 3° wederoproeping op verzoek van de Minister of met diens goedvinden (artikel 64, § 2);
- 4° de tijd waarin een reserve-officier, die gedurende een wederoproepingstermijn ongeschikt tot werken wordt, in dienst wordt behouden (artikel 67, 2°).

Door deze omschrijving van "wederoproeping onder de wapens" brengt het ontwerp impliciete wijzigingen aan in sommige van de wetten en besluiten die ten behoeve van weder onder de wapens opgeroepen militairen vrijwaringsmaatregelen of behoud van sociale voordelen voorschrijven. Het gevolg is ook, dat, wat de reserve-officiëren betreft, het begrip "wederoproeping onder de wapens" hetzelfde wordt voor al deze wetten en besluiten, terwijl dit begrip in de bestaande voorzieningen niet altijd in dezelfde zin wordt opgevat.

Volgens de Raad van State moet dus elk van deze wetten en besluiten waarnaar artikel 97 verwijst, uitdrukkelijk worden gewijzigd. Artikel 97 hoort dus niet thuis in het ontwerp.

+

+

+

.../...

Zoals het gesteld is, geldt artikel 97 niet voor reserve-officieren die als vaste beambten der openbare diensten een statuutregeling bezitten. Indien het nodig is het begrip "wederoproeping onder de wapens" te omschrijven, dan is dit stellig nodig voor alle reserve-officieren en niet uitsluitend voor sommigen onder hen, namelijk voor degenen die aan de wetgeving inzake de maatschappelijke zekerheid zijn onderworpen.

+

+

+

Onder voorbehoud van de twee zoëven gemaakte opmerkingen moet nog opgemerkt worden, dat artikel 97, door het begrip "wederoproeping onder de wapens" voor reserve-officieren op uniforme wijze te omschrijven, in sommige gevallen zal leiden tot een, stellig niet door de Regering gewild verschil in de behandeling van degenen die voor de in dit artikel genoemde wetten in aanmerking komen.

Twee voorbeelden ter illustratie van deze opmerking :

- 1° op het gebied van de arbeidsovereenkomst voor werklieden en van de arbeidsovereenkomst voor bedienden : artikel 97 zegt niet, dat wederoproeping in geval van mobilisatie de uitvoering van de arbeidsovereenkomst voor bedienden of werklieden kunnen schorsen, ofschoon de desbetreffende wetgeving in die zin wordt geïnterpreteerd sinds de verklaringen die tijdens de parlementaire voorbereiding van deze wetten zijn afgelegd (Pasinomie 1922, blz. 341, 343, 345 - 1939, blz. 331) .

.../...

Het ontwerp voert dus voor reserve-officieren een minder gunstige behandeling in dan voor andere gemobiliseerde militairen.

2° Ter zake van de maatschappelijke zekerheid, in verband met het jaarlijks verlof der arbeiders : artikel 1 van het koninklijk besluit van 15 februari 1954 bepaalt dat "met dagen werkelijke arbeid worden gelijkgesteld de dagen arbeidsonderbreking ten gevolge van : ... wederoproeping onder de wapens bepaald in artikel 68, 1°, van de wet van 15 juni 1951 op de milittie...", dit wil zeggen alleen gewone wederoproeping. Het ontwerp daarentegen kent nog andere wederoproepingen; het voert dus in dit opzicht voor de reserve-officier een verschillende behandeling in, deze maal gunstiger dan voor andere wederopgeroepen militairen.

+

+

+

Artikel 97 noemt onder de wederoproepings-termijnen de termijn waarvan sprake in artikel 67, 2°. Artikel 96 anderzijds doet de in artikel 67, 2°, bedoelde periode van werkelijke dienst medetellen als tijd waarin de officier onderworpen is aan de wetgeving betreffende de pensioenen van weduwen en wezen van het leger, wanneer dergelijke periode op een in artikel 65 bepaalde tijd van werkelijke dienst volgt; de verwijzing, in artikel 97, naar artikel 67, 2°, kan dan ook niet anders worden opgevat dan als doelend op een tijd van werkelijke dienst die onmiddellijk volgt op een der in artikel 64, § 1, 1° en 2°, en § 2 bepaalde prestaties. De tekst behoort dienovereenkomstig te worden omgewerkt.

Tenslotte moge worden opgemerkt, dat artikel 97 onder de periodes van werkelijke dienst van de reserve-officier, waarvoor sommige vrijwaringsmaatregelen nodig zijn, onder meer de periodes van werkelijke dienst waarvan sprake in artikel 64, § 2, vermeldt. De Raad van State verwijst naar de opmerking die hij bij dit artikel 64, § 2, heeft gemaakt.

+
+ +

Artikel 98.

Volgens artikel 98 van het ontwerp moeten de openbare besturen - in zeer ruime zin opgevat - "aan hun personeelsleden, reserve-officieren, het nodig verlof toestaan voor het uitvoeren van militaire prestaties, zowel voor hun opleiding als voor hun bevordering; dit verlof wordt niet afgetrokken van het verlof dat belanghebbenden normaal kunnen genieten".

Deze tekst herhaalt woordelijk, op enige lichte vormwijzigingen na, de eerste twee leden van het enig artikel van de wet van 26 maart 1937, waarvan reeds in de opmerking bij artikel 94 melding is gemaakt.

Daar het ontwerp deze wet van 26 maart 1937 niet opheft, heeft artikel 98 geen nut.

.../...

De memorie van toelichting verklaart dit voorschrift als volgt :

"Het komt dikwijls voor dat de werkgever van de reserve-officier hem moeilijkheden berokkent vóór het toekennen van zijn jaarlijks verlof, terwijl deze officier zijn burgerlijke bezigheden heeft moeten staken om militaire prestaties te volbrengen. Dit artikel lost deze moeilijkheden op".

De moeilijkheden waarover de memorie van toelichting spreekt, ontbreken te enen male in de huidige stand van de wetgeving, aangezien de wet van 26 maart 1937 ze reeds opgevangen heeft, voorzover de beambten van de openbare diensten in ruime zin betreft. Voorts moge nog worden opgemerkt, dat dit artikel 98 geen toepassing vindt op reserve-officieren die niet de hoedanigheid bezitten van beambte van de openbare besturen in de zin van deze bepaling; de overige reserve-officieren zien, in zover zij onder de maatschappelijke zekerheid vallen, hun jaarlijks verlof gevrijwaard door de wetgeving ter zake en door artikel 97 van het ontwerp.

Artikel 98 van het ontwerp moet dus vervallen.

+
+ +

.../...

TITEL III. - SLOTBEPALINGEN.

Titel III van het ontwerp, waarvan het opschrift luidt : "Slotbepalingen", bestaat uit drie artikelen. In deze titel zouden, zoals eerder in het advies is gezegd, ook de artikelen 49 tot 54 en de nog nodig blijkende overgangsbepalingen moeten worden ondergebracht. Titel III zou dan volgend opschrift krijgen : "Slot- en overgangsbepalingen".

+

+ +

Artikel 99.

De artikelen 13 en 95 schrijven voor, dat de aanstelling van beroeps- en reserve-officieren in een betrekking van een hogere graad bekendgemaakt moeten worden. Het ligt uiteraard niet in de bedoeling van de Regering dat zodanige openbaarheid ook in tijd van mobilisatie van het leger zou worden in acht genomen voor aanstellingen in een ambt. De bepalingen waarin die voorschriften worden gegeven, horen derhalve thuis onder die welke de Koning bij toepassing van artikel 99 in tijd van mobilisatie kan schorsen. Daarom leze men dit artikel aldus :

"Artikel 99.-

Wanneer het leger gemobiliseerd is, kan de Koning de toepassing schorsen van de artikelen 13, tweede lid, 29, eerste lid, 41, 43, 44, 55, § 1, 5° en 7°, 79, 82 en 95, tweede lid".

+

+ +

.../...

Artikel 100.

Onder voorbehoud van de opmerkingen in verband met de opheffing van andere wetsbepalingen en van de overige, in dit advies naar voren gebrachte bedenkingen, stelt de Raad van State voor, artikel 100 van het ontwerp te lezen als volgt :

"Artikel 100.-

Opgeheven worden :

- 1° de wet van 16 juni 1836 betreffende het verlies van de graad voor officieren van het leger;
- 2° artikel 14, vijfde lid, van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Militaire School;
- 3° de wet van 14 december 1846 betreffende de bevordering in het leger van de Prinsen der koninklijke familie;
- 4° de wet van 18 april 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserve-officieren, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951;
- 5° de wet van 14 juli 1951 tot wijziging van de wet van 18 april 1905, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955;
- 6° de wet van 28 juli 1922 betreffende de bevordering der kapelmeesters, gewijzigd bij de wetten van 13 juli 1934, 16 juni 1937 en 19 april 1949;
- 7° de wet van 8 mei 1924 houdende inrichting van een korps officieren, ingenieurs van de militaire fabrieken, behalve artikel 2, tweede lid;

- 8° de wet van 15 september 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, gewijzigd bij de wetten van 18 maart 1927, 27 juni en 14 juli 1930, 30 mei en 9 juli 1951 en 15 maart 1954;
- 9° de wet van 3 april 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de wetten van 14 juni 1951, 15 maart 1954 en 23 december 1955, behoudens artikel 21 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulponderofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren;
- 10° de wet van 14 juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1954, behalve artikel 35, § 2".

+

+

+

Bij de tekst van het ontwerp zijn twee opmerkingen te maken.

De wet van 3 april 1948 op de stand en de bevordering van de officieren van de luchtmacht, gewijzigd bij de wetten van 14 juni 1951, 15 maart 1954 en 23 december 1955, wordt door het ontwerp opgeheven "met uitzondering van de artikelen 35, 36 en 37". Deze drie artikelen bevatten alleen overgangsbepalingen ; voorts wordt artikel 36 bis, dat de wet van 14 juni 1951 in de wet van 3 april 1948 heeft ingevoegd, niet behouden.

.../...

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, worden de artikelen 35 tot 37 alleen terwille van de rechtszekerheid behouden; het opheffen ervan zou de officieren die de voordelen van deze bepalingen tot dusver hebben genoten, de indruk kunnen geven dat de verleende voordelen hun zouden worden ontnomen. Dit is geen voldoende reden om in de wetgeving bepalingen te behouden die niet langer uitwerking hebben; geen enkel artikel van het ontwerp wettigt de vrees dat voordelen die bij toepassing van de overgangsbepalingen der wet van 3 april 1948 zijn toegekend, in gevaar zouden komen.

De Raad van State stelt derhalve voor, de wet van 3 april 1948, zoals zij is gewijzigd, zonder meer op te heffen, met behoud alleen van artikel 21 van de wet van 23 december 1955, dat ze bij wijze van overgangsmaatregel in stand houdt voor bepaalde **hulpofficieren** of kandidaten-hulpofficier der luchtmacht.

+

+ +

Artikel 101.

De eerste paragraaf van artikel 101 bepaalt :
"De Koning kan de nog geldende wetsbepalingen inzake het statuut van de militairen der krijgsmachten ... samenordenen". In de derde paragraaf van hetzelfde artikel staat :
"De samenordening zal als volgt getiteld worden : "Wetten betreffende het statuut van de militairen der krijgsmachten samengeordend op ...".

.../...

Bijgevolg heeft de Koning te zorgen voor de coördinatie van de wetteksten, niet alleen betreffende het statuut van de officieren der krijgsmacht, maar ook betreffende het statuut van de onderofficieren en van de gewone soldaten.

Indien dit werkelijk de bedoeling van de Regering was, zou het veeleer gaan om een codificatie die de ~~ganee~~ wetgeving aangaande het militair personeel der krijgsmacht zou groeperen, met dien verstande dat de bepalingen omtrent eenzelfde onderwerp, bijvoorbeeld de officieren, vooraf onderling zouden zijn gecoördineerd.

Daar volgens de memorie van toelichting bij het ontwerp en volgens de opvatting van de commissie van Landsverdediging van de Kamer van Volksvertegenwoordigers (zitting 1955-1956, parl. doc. 358, nr 2) in werkelijkheid alleen de samenvoeging en de coördinatie worden overwogen van de wetten betreffende het statuut van de officieren, dit is van de bepalingen van het ontwerp, van de wetten betreffende de officieren van het aanvullingskader en van het hulpkader, en eventueel van de wetten tot vaststelling van de kaders der krijgsmacht, stelt de Raad van State voor, artikel 101 als volgt te lezen:

"Artikel 101.-

De Koning kan de geldende wetsbepalingen betreffende het statuut van de officieren der krijgsmacht coördineren.

./...

Daartoe kan hij :

- 1° de volgorde en de nummering van de titels, hoofdstukken, afdelingen, artikelen en paragrafen der te coördineren wetten wijzigen en ze op een andere wijze indelen;
- 2° de verwijzingen in de te coördineren bepalingen wijzigen om ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen;
- 3° zonder afbreuk te doen aan de beginselen neergelegd in de te coördineren bepalingen, en rekening houdend met de impliciete wijzigingen die zij mochten hebben ondergaan, de redactie ervan wijzigen met het oog op hun overeenstemming en op eenvormigheid in de terminologie.

De coördinatie zal het volgende opschrift dragen :
"Wetten betreffende het statuut van de officieren der krijgsmacht, gecoördineerd op ...".

+

+

+

Opmerkingen over de terugslag van het ontwerp
op verscheidene geldende wetten.

Artikel 8 van het ontwerp geeft aan de graden van de officieren der zeemacht andere benamingen dan de wet van 14 juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht.

.../...

Weliswaar bepaalt artikel 49, § 2, van het ontwerp dat de in artikel 8 en de in de wet van 14 juni 1951 opgesomde graden gelijkwaardig zijn; dit neemt niet weg, dat de oude benamingen blijven bestaan in verschillende wetten waarin het ontwerp geen wijzigingen aanbrengt, zoals :

- de wet van 14 juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader (artikelen 2, 6, 7, 8, 10 en 11);
- de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955 (artikelen 1, 2, 3, 4bis, 5 en 7);
- de wet van 18 december 1951 tot vaststelling van het kader der officieren in actieve dienst bij de zeemacht op vredesvoet (artikel 3, 5°).

De nodige wijzigingen zullen in deze wetten moeten worden aangebracht hetzij bij de coördinatie die artikel 101 van het ontwerp in het vooruitzicht stelt, hetzij wanneer andere wijzigingen noodzakelijk zullen blijken.

+

+

+

Terugslag op de wet van 18 maart 1838 houdende
organisatie van de Militaire School.

Bij het onderzoek van artikel 10 is reeds gewezen op de terugslag die dit artikel op de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Militaire School zal hebben.

.../...

Deze wet, die herhaaldelijk is gewijzigd, beantwoordt niet meer aan de nieuwe organisatie van de krijgsmacht.

Wanneer het ontwerp in artikel 28 het onderscheid tussen wapens en diensten afschaft en in de artikelen 1 tot 5 bepalingen uitvaardigt op grond waarvan alle kandidaten tot het officierschap die zich voor de verschillende krijgsmachtdelen en voor de verschillende korpsen voorbereiden, tot de graad van onderluitenant kunnen worden toegelaten zo zij de lessen van de Militaire School hebben gevolgd, met uitzondering weliswaar van de kandidaten-officier-geneesheer, -apotheker, -tandarts, -dierenarts en -kapelmeester, treedt het impliciet in de plaats van artikel 1 van de wet van 18 maart 1838 en wijzigt het, eveneens impliciet, de bepalingen van deze wet waarin sprake is van de afdelingen "gewone wapens" en "bijzondere wapens".

Bovendien is in de artikelen 17, 4°, en 25 van die wet voor de marineofficieren een andere terminologie gebruikt dan bij de zeemacht.

Aanpassing van de wet van 18 maart 1838 is dan ook gewenst.

+

+

+

Terugslag van het ontwerp op de wet van 14 juli 1951
op de stand en de bevordering van de officieren van
het aanvullingskader.

Artikel 19 van de wet van 14 juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader bepaalt :

.../...

"Op de toegevoegde officieren zijn van toepassing :

- 1° de wetten op de stand en de bevordering van de officieren, voor zover de tegenwoordige wet hiervan niet afwijkt;
- 2° de wet van 16 juni 1836 betreffende het verlies van de graden der officieren van het leger;
- 3°".

Artikel 100 van het ontwerp heft de bestaande wetten terzake van de stand en de bevordering der officieren alsook de wet van 16 juni 1836 op; het verlies van de graad met name wordt door nieuwe tuchtstraffen vervangen. Artikel 19, 2°, van de wet van 14 juli 1951, alsook hetgeen in artikel 17 van dezelfde wet aangaande de toepassing van de wet van 16 juni 1836 is gezegd, wordt daardoor overbodig.

De Raad van State stelt voor, in titel III van het ontwerp een als volgt luidend artikel in te voegen :

.../...

"Artikel...

§ 1. Artikel 17, tweede lid, van de wet van 14 juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De officier die op zijn verzoek uit het aanvullingskader treedt, degene die bij toepassing van artikel 18 van deze wet opnieuw in het kader der lagere militairen wordt opgenomen, en degene aan wie de graad is ontnomen, komen niet in aanmerking voor deze bepaling".

§ 2. Artikel 19 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 19.

Op de officieren van het aanvullingskader zijn van toepassing :

1° de bepalingen van de wet betreffende het statuut van de beroeps- en de reserve-officieren, met betrekking tot de beroepsofficieren;

2° de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen en de wetgeving betreffende de pensioenen der weduwen en wezen van leden van leger en rijkswacht".

+

+

+

.../...

Terugslag van het ontwerp op de wet van 16 juni 1937
betreffende de officierenkaders van het leger op
vredesvoet, met uitzondering van de rijkswacht.

Artikel 2 van de wet van 16 juni 1937 die als opschrift heeft : "wet betreffende de officierenkaders van het leger op vredesvoet, met uitzondering van de rijkswacht" stelt de "maximumgetalsterkte aan officieren van het actieve kader" vast enerzijds voor 'de verschillende wapens en het vervoerkorps en, anderzijds, voor alle diensten samen.

Nu het onderscheid tussen wapens en diensten wordt opgegeven, omdat de logistieke formaties volgens de memorie van toelichting moeilijk als dienst of wapen kunnen worden bestempeld, leidt het ontwerp tot impliciete opheffing van het in artikel 2 van de wet van 16 juni 1937 gemaakte onderscheid.

Dit artikel zal dus met de nieuwe wet in overeenstemming moeten worden gebracht.

Volgens artikel 4 van de wet van 16 juni 1937 "wordt het korps officieren ingenieurs der militaire fabrikaten voort beheerst door de desbetreffende wet van 8 mei 1924".

Artikel 100 heft deze wet van 8 mei 1924 op, met uitzondering van artikel 2, tweede lid, dat zegt : "een koninklijk besluit bepaalt de volle getalsterkte van die officieren, naar de behoeften der verschillende betrokken diensten en inrichtingen".

.../...

Indien dit voorschrift in de wet van 16 juni 1937 werd ingevoegd, zou de wet van 8 mei 1924 volledig kunnen worden opgeheven.

Volgens artikel 5 van de wet van 16 juni 1937 worden onder meer "als buiten kader beschouwd de om gezondheidsredenen of bij tuchtmaatregel op non-activiteit gestelde officieren".

Daar het ontwerp in artikel 15 de non-activiteit wegens persoonlijke aangelegenheden invoert, ware het logisch artikel 5 van de wet van 16 juni 1937 te wijzigen om het op dit nieuwe geval te betrekken.

Volgens artikel 7 van de wet van 16 juni 1937 "omvatten de in vorenstaand artikel 2 vastgestelde getallen lagere officieren de onderluitenant-leerlingen aan de applicatieschool der Koninklijke Militaire School, wat de wapens betreft, en de onderluitenant-leerling-geneesheren, leerling-apothekers of leerling-paardenartsen, wat de diensten aangaat".

Volgens artikel 10 van het ontwerp zal de Koning niet meer de graad van onderluitenant-leerling begeven maar zal hij de kandidaat-officieren die studies voortzetten, in de graad van onderluitenant aanstellen.

.../...

Artikel 7 van de wet van 16 juni 1937 moet dus worden gewijzigd, indien de wetgever onder de in artikel 2 van deze wet bepaalde getalsterkte de militairen wil onderbrengen die in de graad van onderluitenant zijn aangesteld; in het tegenovergestelde geval moet dit artikel als nutteloos worden opgeheven.

+

+

+

Terugslag van het ontwerp op de wet van 14 juli 1951 tot vaststelling van het kader der officieren in actieve dienst bij de luchtmacht in vredestijd.

Door in de wetgeving het begrip "korps" in te voeren, wordt het nodig wijziging te brengen in de terminologie van artikel 2 van de wet van 14 juli 1951 tot vaststelling van het kader der officieren in actieve dienst bij de luchtmacht in vredestijd, volgens hetwelk de Koning de verdeling van de officieren "over de drie categorieën der luchtmacht bepaalt".

Artikel 3 van de wet van 14 juli 1951 zegt :
"In de cijfers bij het eerste artikel vastgesteld, zijn niet begrepen :

4° de reserve-officieren die ingevolge verplichte wederoproeping in dienst zijn;

5° de reserve-onderluitenanten tijdens de duur van hun actieve dienst".

.../...

Onder "verplichte wederoproeping" moeten de wederoproepingen bepaald in artikel 64, § 1, worden verstaan. Behalve deze wederoproepingen, voorziet artikel 64 in paragraaf 2 geheel vrijwillige wederoproeping voor training. Daar deze termijnen kort zijn, lijkt het wel zo dat de officieren die een dergelijke wederoproepingstermijn volbrengen niet moeten worden begrepen in de getallen die artikel 1 van de wet van 14 juli 1951 vaststelt. Artikel 3, 4°, dient dus gewijzigd te worden om het geval dat in artikel 64, § 2 van het ontwerp wordt bedoeld hierin te betrekken.

Bij toepassing van artikel 55, 7°, zullen er geen dienstplichtige reserve-onderluitenanten meer zijn; daarentegen zullen er, inzover artikel 60 van het ontwerp toepassing zal vinden, dienstplichtige onderluitenanten zijn. Artikel 3, 5°, van de wet van 14 juli 1951 moet gewijzigd worden, indien de wetgever hen verder buiten het in deze wet bepaalde kader wil houden.

+

+

+

.../...

Terugslag van het ontwerp op de wet van 18 december
1951 tot vaststelling van het kader der officieren
in actieve dienst bij de zeemacht
op vredesvoet.

De zoëven gemaakte opmerkingen betreffende de terugslag van het ontwerp op de wet van 14 juli 1951 tot vaststelling van het kader der officieren in actieve dienst bij de luchtmacht in vredestijd, gelden mutatis mutandis voor de wet van 18 december 1951 tot vaststelling van het kader der officieren in actieve dienst bij de zeemacht op vredesvoet.

Een bijzondere opmerking moge hieraan echter worden toegevoegd.

Artikel 8 van het ontwerp noemt de graad van commodore, die gelijkwaardig is met de graad van generaal-majoor. Aangezien artikel 1 van de wet van 18 december 1951 geen opperofficier in het kader der officieren van de zeemacht voorziet, zal het gewijzigd moeten worden om op dit punt de inwerkingstelling van artikel 8 van het ontwerp mogelijk te maken.

+

+

+

.../...

Terugslag van het ontwerp op de wetten betreffende de
militaire pensioenen gecoördineerd bij koninklijk
besluit van 11 augustus 1923.

Aan de reeds gemaakte opmerkingen in verband met de terugslag van de artikelen 20, 1^o, en 21 van het ontwerp op de wetten betreffende de militaire pensioenen, moeten nog twee opmerkingen worden toegevoegd in verband namelijk met de terugslag van het ontwerp ten eerste op artikel 2, vervolgens op artikel 5 van deze wetten.

Artikel 2, B, van de gecoördineerde wetten be-
treffende de militaire pensioenen, gewijzigd bij de
wet van 13 juli 1951 zegt :

"De officieren en de militairen beneden de rang van officier, met inbegrip van die der rijkswacht, die bedreigd zijn met een strafmaatregel welke de afzetting, de beroving van de graad of de wegzending uit het leger medebrengt, kunnen geen aanspraak maken op de bij dit artikel 2 voorziene rechten op pensioen. Zij verliezen deze rechten wanneer dergelijke strafmaatregel wordt uitgesproken; evenwel kan de Koning hun, op hun verzoek, een pensioen verlenen dat gelijk is aan drie vijfden van dat waarop zij krachtens gezegd artikel 2 aanspraak hadden kunnen maken".

Dit voorschrift is door de wet van 13 juli 1934 in de gecoördineerde wetten betreffende de militaire pensioenen ingevoegd om een anomalie op te heffen; onder de vroegere regeling kon de oppensioengestelde

officier wanneer hij bij tuchtmaatregel op non-activiteit was, slechts een verminderd pensioen ontvangen, terwijl de militair die afgezet, van zijn graad beroofd of uit het leger weggezonden was, bij toepassing van artikel 2 van de gecoördineerde wetten zijn rechten op pensioen kon doen gelden.

De memorie van toelichting verklaart onder meer :

" ... een nieuwe § B strekkende om de afgezette, van hun graad beroofde of uit het leger weggezonden officieren en militairen te behandelen op een wijze, welke overeenstemt met die, voorzien voor de afgestelde burgerlijke ambtenaren (wet van 21 juli 1844, artikel 50). Zij verbiedt hun, zo lang zij bedreigd zijn met een strafmaatregel die beroving van graad of wegzending uit het leger medebrengt, de bij artikel 2 voorziene rechten te doen gelden, en zulks opdat zij zich niet zouden kunnen onttrekken aan de gevolgen van de zware fout welke dergelijke strafmaatregel mocht medebrengen".

Het ontwerp, dat de wet van 16 juni 1836 betreffende het verlies van de graad voor officieren van het leger opheft, schrijft in artikel 11 de ontneming van rechtswege van de graad voor in de volgende gevallen :

- "1° het verlies van de Belgische nationaliteit;
- 2° de onvoorwaardelijke ontzetting, levenslang of tijdelijk, van een der rechten opgesomd in artikel 31 van het Strafwetboek;
- 3° het aanvaarde ontslag uit het ambt, indien de officier niet gevraagd heeft deel uit te maken van het kader der reserve-officieren of er niet in toegelaten wordt;

.../...

- 4° de opruststelling, wanneer belanghebbende nog militaire verplichtingen heeft en niet toegelaten wordt tot het reservekader;
- 5° het ontslag van ambtswege uit het ambt".

Krachtens dit voorschrift is de ontneming van de graad alleen in de onder 2° en 5° bedoelde gevallen de bestraffing van een zware fout.

Het ontwerp innoveert, wanneer het de ontneming van de graad invoert als gevolg van een onvoorwaardelijk uitgesproken tijdelijke ontzetting van een der in artikel 31 van het Strafwetboek genoemde rechten. Bedoelt de Regering, artikel 2, B, van de gecoördineerde wetten betreffende de militaire pensioenen in dit geval toe te passen, dan zou deze bepaling aangevuld moeten worden.

Artikel 5 van de gecoördineerde wetten betreffende de militaire pensioenen zegt :

"De buiten activiteit zonder wedde doorgebrachte tijd kan bij de berekening van de werkelijke dienst niet in aanmerking komen.

De in beschikbaarheid doorgebrachte tijd telt voor gans de duur ervan. Hetzelfde geldt voor de tijd doorgebracht in non-activiteit uit oorzaak van ter gelegenheid van de dienst opgedane ziekte, voor korpsontbinding of afschaffing van betrekking.

De wegens alle andere reden in non-activiteit doorgebrachte tijd telt voor de helft en de in reforme doorgebrachte tijd slechts voor het vierde van de duur ervan".

Dit artikel houdt rekening met de toestanden van de officieren, zoals zij bepaald waren in de wet van 16 juni 1836 tot vaststelling van de toestand der officieren van het leger. Kon de terminologie ervan reeds tot moeilijkheden aanleiding geven ingevolge de wijzigingen die de wet van 15 september 1924 en de overige wetten betreffende de toestand en de bevordering der officieren en der onderofficieren in deze toestanden hebben aangebracht, deze moeilijkheden zullen nog groter zijn wanneer het ontwerp kracht van wet zal hebben. De toestand van disponibiliteit bij voorbeeld is, volgens artikel 69 van het ontwerp, een toestand die alleen voor de reserve-officier bestaat en de toestand van reform is, volgens artikel 23 van het ontwerp, een definitieve, niet meer een tijdelijke toestand. Het ontwerp kent geen toestand van non-activiteit "voor korpsontbinding of afschaffing van betrekking".

Artikel 5 van de gecoördineerde wetten betreffende de militaire pensioenen zal dus moeten worden herzien om met de nieuwe wet in overeenstemming te worden gebracht. De nieuwe tekst van dit artikel 5 zal overigens zeer ruim moeten zijn, want hij zal niet alleen rekening moeten houden met de voorzieningen van het onderhavige statuut, maar eveneens met het statuut der onderofficieren en der beroepssoldaten.

+

+

+

.../...

Terugslag van het ontwerp op de wet van 30 juli 1938
betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Behalve de hierboven gesignaleerde wijzigingen in de terminologie, die de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger zou moeten ondergaan ingevolge de nieuwe benamingen voor graden van officieren der zeemacht, dient ook artikel 4 van die wet, zoals het door de wet van 30 juli 1955 gewijzigd is, terminologisch te worden gewijzigd, omdat de "diensten en wapens" afgeschaft en door "korpsen" vervangen worden.

+

+

+

Terugslag van het ontwerp op de wet van 6 juli 1935
waarbij de toekenning van de graden bij aanstelling
in de reservekaders van het leger wordt ingevoerd.

Afgezien van de hierboven gemaakte opmerkingen betreffende de strekking van artikel 95 van het ontwerp ten opzichte van de wet van 6 juli 1935 waarbij de toekenning van graden bij aanstelling in de reservekaders van het leger wordt ingevoerd, dient nog onderzocht te worden welke de terugslag van het ontwerp op deze wet zal zijn.

.../...

Verschillende artikelen van deze wet van 6 juli 1935, gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 november 1939, verwijzen hetzij naar de wet van 15 september 1924, hetzij naar de wet van 18 april 1905. Daar artikel 100 van het ontwerp onder meer deze beide wetten opheft, worden deze verwijzingen ondienstig en moeten zij vervangen worden.

Artikel 5 van de wet van 6 juli 1935 zegt :

"De tot een graad aangestelde reserve-officieren-specialisten kunnen, op het ogenblik dat zij wegens grensleeftijd uit de reservekaders treden, de erereservegraad bekomen die onmiddellijk hoger is dan die waarmee zij bij aanstelling waren bekleed. Deze erereservegraad wordt verleend onder de voorwaarden die voor het toekennen van deze graad aan de reserve-officieren worden voorzien".

Dit voorschrift is praktisch buiten toepassing geraakt sinds het koninklijk besluit van 20 oktober 1953 betreffende de eregraad en de eretitel van de laatste graad der officieren van de krijgsmacht niet meer voorziet in de toekenning van de eregraad aan reserve-officieren.

Het ontwerp kent niet alleen geen eregraad voor reserve-officieren, maar schaft die zelfs af voor gewezen beroepsofficieren omdat, zoals de memorie van toelichting verklaart, "de hogere eregraad met geen enkel begrip van het ambt overeenstemt en in feite geen betekenis heeft".

.../...

Hieruit volgt dat artikel 5 van de wet van 6 juli 1935, zo men niet wil dat het in tegenspraak is met het ontwerp, moet worden opgeheven.

Onder voorbehoud van de zoëven gemaakte opmerkingen adviseert de Raad van State, de wet van 6 juli 1935, gewijzigd bij het door de wet van 16 juni 1947 bekrachtigde koninklijk besluit van 18 november 1939, onder te brengen in het ontwerp of althans in de coördinatie die artikel 101 aankondigt.

+

+

+

Terugslag van het ontwerp op de wet van 26 maart 1937 waarbij de onderscheidene besturen van de Staat, van de provinciën, gemeenten en verenigingen van gemeenten verplicht worden aan hun beambten, reserve-officieren, faciliteiten toe te staan om hun de gelegenheid te geven de prestaties te volbrengen welke hun als reserve-officier worden opgelegd.

Na de opmerkingen die gemaakt zijn in verband met de artikelen 94 en 98 van het ontwerp ten opzichte van de wet van 26 maart 1937, moet er nog worden op gewezen, dat het raadzaam is deze wet, nadat daarin de noodzakelijk geachte wijzigingen zullen zijn aangebracht, op te nemen in het ontwerp of althans in de coördinatie die artikel 101 van het ontwerp aankondigt.

+

+

+

Terugslag van het ontwerp op de wet van 15 maart 1954 betreffende de bevordering van de officieren van het actief kader die op vreemd grondgebied, in dienst van de Organisatie van de Verenigde Naties gestreden hebben.

De wet van 15 maart 1954 betreffende de bevordering van de officieren van het actief kader die op vreemd grondgebied, in dienst van de Organisatie van de Verenigde Naties gestreden hebben, bepaalt in het enig artikel, dat de officier van de actieve kaders die als vrijwilliger in dienst van de Organisatie van de Verenigde Naties een dienstverbintenis aangegaan heeft vóór zijn benoeming in de graad van onderluitenant met het oog op zijn bevordering tot hogere graad een anciënniteitsbijslag zal genieten, welke bijslag berekend wordt in gehele trimesters buiten het nationaal grondgebied doorgebracht. Deze wet verwijst naar de thans geldende wetten betreffende de stand en de bevordering der officieren.

Het enig artikel van deze wet bepaalt tenslotte, dat deze bijslag "alleen verleend wordt in geval de betrokkene tot onderluitenant benoemd wordt na vervulling der voorwaarden van :

- 1° artikel 7 van de wet van 15 september 1924 voor de officieren van de landmacht;
- 2° artikel 13 van de wet van 3 april 1948 gewijzigd door de wet van 14 juni 1951 voor de officieren van de luchtmacht;
- 3° artikel 9 of 10 of 11 van de wet van 14 juni 1951 voor de officieren van de zeemacht".

Aangezien artikel 100 de wetten betreffende de stand en de bevordering der officieren die in het enig artikel van de wet van 15 maart 1954 worden genoemd, opheft, dient dit artikel de nodige wijzigingen te ondergaan. Na wijziging kan het een geschikte plaats vinden in titel I, hoofdstuk VIII, van het ontwerp, dat een aantal bijzondere voorzieningen bevat. Of althans kan het opgenomen worden in de coördinatie die artikel 101 van het ontwerp aankondigt.

+

+

+

Met het oog op de overeenstemming, de eenheid in de terminologie en de zuiverheid van de vorm kunnen in de Nederlandse versie van het ontwerp nog een aantal wijzigingen worden aangebracht; zij zijn verwerkt in de hierna voorgestelde tekst :

.../...

... (Opschrift en inleiding zoals in het ontwerp) ...

TITEL I.- BEROEPSOFFICIEREN.

HOOFDSTUK I.- WERVING.

Artikel 1.-

Om in de graad van onderluitenant in de krijgsmacht te kunnen worden benoemd, is het nodig :

- 1° Belg te zijn ;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten te genieten ;
- 3° ten minste negentien jaar oud te zijn en de leeftijd die de Koning bepaalt, niet te hebben overschreden ;
- 4° de zedelijke hoedanigheden te bezitten die voor de officiersloopbaan onontbeerlijk zijn ;
- 5° te voldoen aan een van de twee hierna opgesomde voorwaarden, behoudens hetgeen de artikelen 2, 3 en 5 bepalen :
 - a) met goed gevolg gedurende ten minste twee jaar de cursussen aan de Koninklijke Militaire School in hoedanigheid van leerling hebben gevolgd ;

.../...

- b) met goed gevolg de opleidingscyclus gevolgd hebben en geslaagd zijn in de examens voorgeschreven voor de kandidaten die langs het kader om zijn aangeworven. De Koning bepaalt de opleidingscyclus en de voorwaarden die de kandidaten moeten vervullen om aan deze cursussen en examens deel te nemen, evenals de aard er van.

... (zie advies) ...

Artikel 2.-

Om in de graad van onderluitenant-geneesheer, -apotheker of -tandarts te kunnen worden benoemd, is het nodig :

- 1° de in artikel 1, 1° tot 4°, gestelde voorwaarden te vervullen ;
- 2° houder te zijn van een diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde, van apotheker of van licentiaat in de tandheelkunde ;

... (zie advies) ...

Artikel 3.-

Om in de graad van onderluitenant-dierenarts te kunnen worden benoemd, is het nodig :

- 1° de in artikel 1, 1° tot 4°, gestelde voorwaarden te vervullen ;

.../...

2° houder te zijn van het diploma van doctor in de veeartsenijkunde ;

3° ... (zie advies) ...

Artikel 4.-

Om in de graad van onderluitenant der rijks-wacht te kunnen worden benoemd, is het nodig :

1° de in artikel 1, 1° tot 5°, gestelde voorwaarden te vervullen ;

2° ... (zie advies) ...

Artikel 5.-

Om in de graad van onderluitenant-kapelmeester te kunnen worden benoemd, is het nodig :

1° de in artikel 1, 1° tot 4°, gestelde voorwaarden te vervullen ;

2° ten minste twee jaar werkelijk gediend te hebben als muzikant met rang van onderofficier ;

3° geslaagd zijn in de examens voor kapelmeester, die door de Koning worden bepaald.

Artikel 6.- ... (zie advies) ...

.../...

HOOFDSTUK II.- GRAAD.

Artikel 7.- ... (zie opmerking advies) ...

Artikel 8.-

§ 1.... (zoals in het ontwerp van de Regering;
zie echter opmerking advies) ...

De graden in de zeemacht en de graden van
overeenkomstige rang in de landmacht en de lucht-
macht hebben gelijke waarde.

De benaming van de graad kan worden aange-
vuld met een bijkomende benaming, die de Koning
bepaalt.

§ 2. ... (zie advies) ...

Artikel 9.-

De Koning kan slechts graden begeven tot
beloop van het overeenkomstige aantal ambten.

Artikel 10.-

De Koning kan in de graad van onderluitenant
aanstellen :

1° de leerlingen van de Koninklijke Militaire School
die met goed gevolg twee jaren studie hebben
gedaan ;

2° ... (zie advies) ...

- 3° de langs het kader om aangeworven kandidaat-officiëren van de rijkswacht, zodra zij voldaan hebben aan de voorwaarden van artikel 1, 5°, b ;
- 4° de langs het kader om aangeworven kandidaat-dekofficiëren van de zeemacht, zodra zij met goed gevolg een cyclus van twee jaren opleiding tot zeeofficier hebben gedaan.

De bij toepassing van dit artikel aange-stelde officieren dragen de titel van onderluitenant-leerling. De Koning stelt de regelen voor het ver-len en het intrekken van de aanstelling ... (zie advies) ...

Artikel 11.-

Onverminderd de strafbepalingen hebben van rechtswege ontneming van de graad tot gevolg :

- 1° het verlies van de Belgische nationaliteit ;
- 2° ... (zie advies) ...
- 3° ... (zie advies) ...
- 4° de ~~inruststelling~~, wanneer de belanghebbende nog militaire verplichtingen heeft en niet tot het reservekader wordt toegelaten ;
- 5° het ontslag van ambtswege uit het ambt.

.../...

HOOFDSTUK III. - AMBT.

Artikel 12.- ... (zie advies) ...

Artikel 13.-

... (zie advies) ...

Het besluit van aanstelling en het verslag aan de Koning worden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

... (zie advies) ...

Artikel 14.-

Tijdelijke ambtsontheffing heeft alleen plaats :

- 1° op aanvraag van de officier ;
- 2° om gezondheidsredenen ;
- 3° bij tuchtmaatregel ;
- 4° door schorsing bij ordemaatregel.

Artikel 15.-

Op aanvraag van de officier kan de Minister van Landsverdediging hem op non-activiteit stellen wegens persoonlijke aangelegenheden. Deze non-activiteit mag niet minder dan drie maanden duren.

.../...

Behoudens uitzonderlijke redenen waarover de Minister van Landsverdediging oordeelt, mag de officier tijdens zijn loopbaan in totaal niet langer dan twaalf maanden op non-activiteit wegens persoonlijke aangelegenheden zijn.

Artikel 16.- ... (zie advies) ...

Artikel 17.-

De officier kan voor een bepaalde tijd op non-activiteit bij tuchtmaatregel worden gesteld.

... (zie advies) ...

Artikel 18.-

Wanneer de Minister van Landsverdediging oordeelt, dat de aanwezigheid van een officier in de krijgsmacht afbreuk doet aan de tucht of aan de goede faam van het leger, kan hij deze officier bij ordemaatregel ten hoogste drie maanden schorsen. De Koning kan de schorsing verlengen op een met redenen omkleed verslag van de Minister van Landsverdediging. Wanneer een rechtsvordering ingesteld wordt wegens de feiten die de schorsing motiveren, moet deze uiterlijk zes maanden na het einde van de rechtsvordering een einde nemen ; in andere gevallen mag zij niet langer dan twee jaren duren.

De maatregel ... (zoals in het ontwerp) ...

Indien geen sanctie die ambtsontheffing tot gevolg heeft, wordt uitgesproken, wordt de periode van schorsing omgezet in periode van werkelijke dienst.

.../...

Ingeval een non-activiteit bij tuchtmaatregel wordt uitgesproken zonder dat zij de ganse duur van de schorsing dekt, wordt de aanvullende periode omgezet in periode van werkelijke dienst.

Indien ontslag van ambtswege uit het ambt, afzetting, militaire degradatie of onvoorwaardelijke ontzetting van een der rechten opgesomd in artikel 31 van het Strafwetboek wordt uitgesproken, wordt de schorsing omgezet in non-activiteit.

Artikel 19.-

De officier die zich in een der onder artikel 14 bedoelde gevallen bevindt, blijft onderworpen aan de militaire rechtspraak en tucht.

Artikel 20.-... (zie opmerking advies) ...

Artikelen 21 en 22.- ... (zie advies) ...

Artikel 23.-

Op eensluidend advies van een geneeskundige commissie stelt de Koning op reform de officier die bevonden wordt voorgoed buiten staat te zijn om te dienen en die niet voldoet aan de vereisten gesteld voor het verkrijgen van een anciënniteitspensioen.

De belanghebbende heeft niet langer militaire verplichtingen.

.../...

Artikel 24.- ... (zie advies) ...

Artikel 25.-

De officier die om een van de in artikel 20 opgesomde redenen van zijn ambt is ontheven, mag niet opnieuw in het kader van de beroepsofficieren worden opgenomen.

Onverminderd de bepalingen tot vaststelling van de leeftijd van inruststelling echter, kan de beroepsofficier die sinds ten hoogste één jaar eervol uit zijn ambt is ontslagen en die naar het reservekader is overgegaan, opnieuw opgenomen worden, met de graad die hij in het kader van de beroepsofficieren had bij zijn overgang naar het reservekader. In dit geval ondergaat hij een verlies van anciënniteit gelijk aan de tijd die sinds zijn ontslag is verlopen.

HOOFDSTUK IV.- TOESTANDEN.

Artikel 26.-

§ 1. De beroepsofficier bevindt zich hetzij in werkelijke dienst, hetzij op non-activiteit.

.../...

§ 2. Non-activiteit is de toestand van de officier die op zijn aanvraag tijdelijk van zijn ambt is ontheven om gezondheidsredenen, bij tuchtmaatregel of bij terugwerkende maatregel genomen overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 18 of 27, tweede lid.

§ 3. ... (zie advies) ...

Artikel 27.-

Wanneer een officier gescheiden is van het leger hetzij wegens oorlogsomstandigheden, hetzij wegens uitzonderlijke omstandigheden die niet door zijn eigen daad veroorzaakt zijn, wordt iedere bepaling betreffende de definitieve ambtsontheffing te zijnen opzichte geschorst gedurende zijn afwezigheid.

... (zie advies) ...

HOOFDSTUK V.- KORPSSEN.

Artikel 28.- ... (zie advies) ...

Artikel 29.-

... (zie advies) ...

De Koning bepaalt de voorwaarden die een officier moet vervullen om tot een korps, waar geen ambt van onderluitenant voorzien is, te worden toegelaten.

.../...

Artikel 30.-

Een officier kan, in het belang van de dienst, ambtshalve van het ene krijgsmachtdeel naar het andere en, in een zelfde krijgsmachtdeel, van het ene korps naar het andere worden overgeplaatst

... (zie advies) ...

Artikel 31.-

De Koning kan de officier die daarom verzoekt van ~~korps~~ of krijgsmachtdeel doen veranderen.

Artikelen 32 en 33.- ... (zie advies) ...

HOOFDSTUK .VI.- ANCIENNITEIT VOOR BEVORDERING
IN GRAAD.

Artikel 34.- ... (zie opmerking advies) ...

Artikel 35.-

§ 1. De anciënniteit in de graad wordt bepaald door de datum van benoeming in deze graad.

§ 2. Een officier die, vóór zijn benoeming in de graad van onderluitenant, in deze graad aange-
steld werd bij toepassing van artikel 10, wordt benoemd met terugwerking tot de dag der aanstelling.

... (zie advies) ...

.../...

Artikel 36.- § 1... (zie advies) ...

§ 2. De betrekkelijke anciënniteit van de officieren met een andere graad dan die van onderluitenant, die op dezelfde dag in die graad zijn benoemd, wordt bepaald door hun anciënniteit in de graad van onderluitenant.

Artikel 37.-

§ 1. Van de anciënniteit in de graad van onderluitenant wordt afgetrokken :

- 1° voor de ganse duur, elke andere non-activiteit dan de non-activiteit om gezondheidsredenen ;
- 2° de helft van de tijd van non-activiteit om gezondheidsredenen, indien de non-activiteit veroorzaakt is door een niet aan de dienst te wijten feit.

§§ 2 en 3 ... (zie advies) ...

Artikel 38.- ... (zie advies) ...Artikel 39.-

§ 1. ... (zie advies) ...

§ 2. De bij toepassing van artikel 31 overgeplaatste officier wordt in zijn nieuw korps gerangschikt na de officieren die tegelijk met hem in de graad van onderluitenant zijn benoemd en een normale loopbaan hebben gehad.

... (zie advies) ...

.../....

HOOFDSTUK VII.- BEVORDERING IN GRAAD.

Artikelen 40, 41 en 42.- ... (zie advies) ...

Artikel 43.-

§ 1. Niemand kan in de graad van majoor worden benoemd, indien hij niet ten minste elf jaar anciënniteit als officier heeft.

§ 2. Niemand kan in de graad van luitenant-kolonel, van kolonel of tot een graad van opperofficier worden benoemd, indien hij geen twee jaar anciënniteit in de onmiddellijk lagere graad heeft.

Artikel 44.-

Niemand kan in een onmiddellijk hogere graad worden benoemd, indien hij wegens zijn leeftijd niet ten minste drie jaren in zijn nieuwe graad kan dienen.

Artikel 45.-

De benoemingen hebben plaats binnen elk korps.

Bij de landmacht echter :

- 1° worden de luitenant-generaals benoemd in de Generale Staf en gekozen uit de generaal-majors behorende tot de verschillende korpsen ;
- 2° heeft het onderzoek van de kandidaturen van de kolonels voor de graad van generaal-majoor niet alken plaats binnen elk korps maar ook tussen de verschillende korpsen.

... (zie advies) ...

Artikel 46.- ... (zie advies) ...

HOOFDSTUK VIII. - BIJZONDERE BEPALINGEN.Artikel 47.-

De bepalingen van deze wet zijn niet van toepassing op de prinsen van de koninklijke familie.

Artikel 48.-....(zie opmerking advies)...

HOOFDSTUK IX. - OVERGANGSBEPALINGEN.Artikel 49.-

§ 1. De graad van kapitein-commandant bepaald in artikel 8, § 1, en de onderverdeling van de graad van kapitein, bepaald door de verordeningen die deze wet zijn voorafgegaan, zijn gelijkwaardig.

§ 2. Wat de zeemacht betreft, zijn gelijkwaardig de graden opgesomd in artikel 8, § 1, 2°, a en b, en de graden opgesomd in artikel 5 van de wet van 14 juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht.

Artikel 50.-

De bepalingen van artikel 23 treden eerst in werking op de dag die de Koning vaststelt.

Artikelen 51 en 52.- ... (zie advies) ...

.../...

Artikel 53.-

De kandidaat-geneesheren die bij de inwerking-treding van deze wet reeds tot onderluitenant-leerling-geneesheer benoemd zijn, en degenen die houder zijn van een getu-schrift van derde kandidatuur in de natuur- en genees-kundige wetenschappen, kunnen tot onderluitenant-genees-heer worden benoemd overeenkomstig de bepalingen van artikel 7, 2°, c, van de wet van 15 september 1924 op de stand en de bevordering der officieren.

Artikel 54.- ... (zie advies) ...TITEL II. - RESERVE-OFFICIEREN.HOOFDSTUK I. - WERVING.Artikel 55.-

Om in de graad van reserve-onderluitenant in de krijgsmacht te worden benoemd, is het nodig :

- 1° Belg te zijn;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten te genieten;
- 3° ten minste 19 jaar oud te zijn en de leeftijd die de Koning bepaalt niet te hebben overschreden;
- 4° de zedelijke hoedanigheden te bezitten die onontbeer-lijk zijn om de functies van reserve-officier uit te oefenen;

.../...

- 5° met goed gevolg de door de Koning bepaalde opleidingscyclus te hebben gevolgd;
- 6° te voldoen aan de geschiktheidsvoorwaarden die de Koning kan bepalen;
- 7° wat de dienstplichtige betreft, de door de dienstplichtwetgeving opgelegde werkelijke dienstdtijd beëindigd te hebben.

Artikel 56.-

Benevens de bij toepassing van artikel 55 aangeworven officieren, kunnen worden aangeworven om van het kader der reserve-officieren deel uit te maken:

- 1° de beroepsofficieren wier ontslag uit het ambt ingevolge artikel 22 door de Koning is aangenomen;
- 2° de inrustegestelde beroepsofficieren;
- 3° de officieren die uit het kader der hulpofficieren van de luchtmacht komen;
- 4° de officieren die uit het kader der aanvullings-officieren komen.

Artikel 57.- ... (zie advies) ...

Artikel 58.- ... (zie opmerking advies) ...

HOOFDSTUK II. - GRAAD.

Artikelen 59 tot 61.- ... (zie advies) ...

.../...

Artikel 62.-

Onverminderd de strafbepalingen hebben van rechtswege ontneming van de graad tot gevolg :

- 1° het verlies van de Belgische nationaliteit;
- 2° ... (zie advies) ...

Artikel 63.- ... (zie advies) ...

HOOFDSTUK III. - WEDEROPROEPINGEN EN VRIJWILLIGE
PRESTATIES.

Artikel 64.-

§ 1. Reserve-officieren zijn onderworpen aan de volgende wederoproeping : :

- 1° gewone wederoproeping die niet langer dan 30 dagen per jaar mogen duren;
- 2° ... (zie advies) ...
- 3° wederoproeping bij mobilisatie.

§ 2. ... (zie advies) ...

Artikel 65.-

§ 1. In uitzonderingsomstandigheden en met het oog op de kaderbehoefte van de krijgsmacht op voet van vrede, kan de Minister van Landsverdediging de reserve-officieren toestaan met hun graad in een formatie van de krijgsmacht te dienen. In totaal mogen deze prestaties niet langer dan vier jaren duren.

Dit maximum wordt op zes jaren gebracht voor officieren-geneesheren, -apothekers, -dierenartsen of -tandartsen.

§ 2. Ter uitvoering van de verplichtingen die België als lid van internationale organisaties heeft aangegaan, kan de Minister van Landsverdediging aan reserve-officieren toestaan in vredestijd te dienen in gewapende formaties of in lichamen opgericht met het oog op het behoud of het herstel van de vrede of van de internationale veiligheid.

§ 3. ... (zie advies) ...

HOOFDSTUK IV. - TOESTANDEN.

Artikel 66.-

De reserve-officier bevindt zich hetzij in werkelijke dienst, hetzij op non-activiteit, hetzij in disponibiliteit.

Wanneer hij zich in de toestand van werkelijke dienst of van non-activiteit bevindt, wordt hij beschouwd als "aanwezig onder de wapens".

Artikelen 67 tot 72.- ... (zie advies) ...

Artikel 73.- ... (zie artikel 18, met inachtneming van advies) ...

.../...

Artikel 74.-

Wanneer een onder de wapens aanwezig reserve-officier ... (zie ontwerp) ...

... (zie advies) ...

HOOFDSTUK V.- KORPSEN.

Artikel 75.- ... (zie advies) ...

Artikel 76.-

De artikelen 29 tot 33 van deze wet zijn van toepassing op de reserve-officieren.

HOOFDSTUK VI. - ANCIENNITEIT VOOR BEVORDERING IN GRAAD.
BEVORDERING IN GRAAD.Artikel 77.-

De Koning treft de voorzieningen volgens welke de anciënniteit van de reserve-officier voor bevordering in graad wordt vastgesteld.

Artikelen 78 tot 80.- ... (zie advies) ...

Artikel 81.-

De graden van hoofd- en opperofficier worden naar keuze van de Koning begeven, overeenkomstig de voorwaarden en volgens de procedure die hij bepaalt.

Artikel 82.-

Geen reserve-officier kan tot een hogere graad worden benoemd, indien hij wegens zijn leeftijd niet gedurende ten minste één jaar in zijn nieuwe graad kan dienen.

Artikel 83.-

De benoemingen hebben plaats binnen elk korps.

... (zie advies) ...

HOOFDSTUK VII. - TUCHTREGELING.Artikel 84.-

De Koning bepaalt de tuchtregeling van de reserve-officieren in de toestand van disponibiliteit.

Artikel 85.-

De tuchtmaatregelen die in deze toestand kunnen worden opgelegd, zijn de volgende :

- waarschuwing;
- blaam;
- berisping;
- ontslag van ambtswege uit de graad.

.../...

Artikel 86.-

Tijdens zijn aanwezigheid onder de wapens is de reserve-officier onderworpen aan de tuchtregeling van de beroepsofficieren. Hetzelfde geldt voor de dienstplichtige onderluitenant.

Artikel 87.-

Onder de wapens aanwezige reserve-officieren zijn aan de militaire strafwetten onderworpen.

... (zie advies) ...

Artikel 88.- ... (zie advies) ...HOOFDSTUK VIII.- UITTREDING UIT HET RESERVEKADER.Artikel 89.-

De reserve-officier houdt op tot het reservekader te behoren :

- 1° door ontslag uit de graad, door ontslag van ambtswege uit de graad of door ontneming van de graad;
- 2° wegens leeftijdsgrens;
- 3° door afdanking;
- 4° door reform.

.../...

De reserve-officier die bij toepassing van 2°, 3° en 4°, uit het reservekader is getreden, behoudt zijn graad eershalve.

De Koning kan hem bij een met redenen omkleed besluit deze graad ontnemen, indien hij zich onwaardig getoond heeft hem te voeren.

Artikel 90.- ... (zie advies) ...

Artikel 91.-

Wanneer er teveel reserve-officieren zijn, kan de Koning degenen die er voor de kadervorming van het leger niet meer nodig zijn, afdanken vanaf de dag waarop de dienstplichtigen van hun klasse niet langer militaire verplichtingen hebben.

Artikel 92.-

Op eensluidend advies van een geneeskundige commissie stelt de Koning op reform de reserve-officier die bevonden wordt voorgoed buiten staat te zijn om te dienen.

De belanghebbende heeft niet langer militaire verplichtingen.

HOOFDSTUK IX.- DIVERSE BEPALINGEN.

Artikel 93.-

De aanwijzing van reserve-officieren wordt door de Minister van Landsverdediging geregeld, volgens de kaderbehoeften van de gemobiliseerde krijgsmacht.

Artikelen 94 en 95.- ... (zie advies)...

Artikel 96. NEW

§ 1. . . . (zie advies) . . .

§ 2. Wanneer hij uit de dienst treedt, wordt aan de bevoegde instellingen een kapitaal overgemaakt om hem en zijn rechtverkrijgenden de voordelen inzake ouderdoms- en overlevingspensioenen te verzekeren zoals bepaald door de regeling van de maatschappelijke zekerheid voor bedienden. Dit kapitaal is onafhankelijk van de inhouding die op de wedde wordt gedaan krachtens § 1; deze inhouding blijft eigendom van de Staat.

Artikelen 97 en 98.- ... (zie opmerking advies) ...

TITEL III.

... (zie advies) ...

chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

ssieurs : F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
Heren :	raadsheer van State,	voorzitter
G. HOLOYE,	conseillers d'Etat,	
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
P.COART-FRESART,	assesseurs de la	
	section de législation,	
P.ANSIAUX,	bijzitters van de	
	afdeling wetgeving,	
J.CYPRES,	greffier adjoint,	greffier
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE. Le rapport a été présenté par F. REMION, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.F. REMION, substituu.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.